

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DIRECTEUR DES POURSUITES

CRIMINELLES ET PÉNALES

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 3<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION

Document préparé par le Directeur des poursuites criminelles et pénales



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

**DIRECTEUR DES POURSUITES**

**CRIMINELLES ET PÉNALES**



# DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 3<sup>E</sup> GROUPE D'OPPOSITION ETUDE DES CREDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
P.1	INDIQUER LA SOMME DÉPENSÉE EN 2021-2022 (PRÉVISIONS POUR 2022-2023) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).	1
P.5	COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.	2
P.7	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, ACTIFS EN 2021-2022, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER : A. LE MANDAT; B. LES MEMBRES; C. LE BUDGET; D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2021-2022; E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.	3
P.8	NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS-MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2021-2022. A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR; E. LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023 (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUVELÉE); F. LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2021-2022.	35
P.37	LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2021-2022 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER : A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL; B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION; C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; D. LES PRÉVISIONS DES COÛT POUR 2022-2023 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE; E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHANT.	36
P.51	AU 31 MARS 2021, LE NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL RELEVANT DU DPCP POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE.	37
P.52	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES DÉPENSES LIÉES À LEUR DÉPART.	40
P.53	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LA LISTE DES PROCUREURS CADRES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE RÉAFFECTATION.	41
P.55	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION, EN INDIQUANT LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).	42
P.56	LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CRIMINELLE AU 31 MARS 2022.	45
P.57	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE D'ACCUSÉS LIBÉRÉS À LA SUITE D'UNE REQUÊTE EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES DEPUIS L'ARRÊT R. C. JORDAN RENDU LE 8 JUILLET 2016. INDIQUER LE NOMBRE DE REQUÊTES PRÉSENTÉES, LE NOMBRE DE REQUÊTES ENTENDUES, LE NOMBRE DE PROCÈS ABANDONNÉS, LE NOMBRE DE DOSSIERS À RISQUE DANS LES 6 PROCHAINS MOIS, 1 AN, 2 ANS.	46
P.58	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2021-2022. FOURNIR TOUT DOCUMENT DÉPOSÉ ET INDIQUER : A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR.	47
P.60	COPIE DES AVIS JURIDIQUES FOURNIS PAR LE DPCP À L'UPAC DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE MÂCHURER.	48

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGE
P.61	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI N'ONT PAS FAIT L'OBJET D'ACCUSATIONS PAR LE DPCP.	49
P.67	LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉS PAR LE MAMH OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DES MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.	50
P.68	POUR 2021-2022, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2022-2023. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, DE SA MISE EN ŒUVRE.	51
P.74	NOMBRE DE PROCUREURS EMBAUCHÉS OU SÉLECTIONNÉS POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE OU CONJUGALE	52
P.79	LISTE DES DOSSIERS REJETÉS PAR LE DPCP EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE OU CONJUGALE DEPUIS 3 ANS.	53
P.87	NOMBRE D'ACCUSATIONS PORTÉES PAR LE DPCP POUR DES CRIMES HOMOPHOBES OU TRANSPHOBES AU COURS DES 3 DERNIÈRES ANNÉES.	54
P.107	AU COURS DES 3 DERNIÈRES ANNÉES, LISTE DES CAUSES PORTÉES EN APPEL PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL.	55
P.115	NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2021-2022 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11), INCLUANT LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.	56
P.118	CONCERNANT LA LUTTE À LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, FOURNIR : A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2021-2022; PRÉVISION POUR 2022-2023; B. LE BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2018-2023.	57
P.132	SUIVI DU PLAN D'INVESTISSEMENT DE 500 M\$ DANS L'INFORMATISATION DE LA JUSTICE, PRÉVU AU BUDGET 2021-2022 ET ANNONCÉ LE 24 AVRIL 2018.	60
P.136	LISTE DES ÉCHANGES, DE LA CORRESPONDANCE ET DES ACTIONS ENTREPRISES À LA SUITE DE L'ARRESTATION ARBITRAIRE PAR LE SPVM DE MONSIEUR MAMADI III FARA CAMARA EN JANVIER 2021.	62

N.B. À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2022.

P.1 INDICER LA SOMME DÉPENSÉE EN 2021-2022 (PRÉVISIONS POUR 2022-2023) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

---

---

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

	2021-2022
<b>LOGICIELS</b>	127 286 \$
<b>MATÉRIEL</b>	823 825 \$
<b>SERVICES PROFESSIONNELS</b>	
• <b>INTERNE</b>	7 036 009 \$
• <b>EXTERNE</b>	281 521 \$
• <b>CSPQ/ITQ</b>	0 \$
<b>TOTAL</b>	<b>8 268 641 \$</b>

**P.5** COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISION POUR 2022-2023. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

---

## **DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

### **LES RÉALISATIONS 2021-2022 :**

- DÉCISION ET DOSSIER DE POURSUITE (RÉALISATION EN COURS)
- DÉPLOIEMENT DES SOLUTIONS D'AFFAIRES – VOLET CRIMINEL (RÉALISATION EN COURS)

AUCUNE SOMME N'A ÉTÉ AVANCÉE EN 2021-2022 PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR.

**P.7 LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, ACTIFS EN 2021-2022, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :**

- A. LE MANDAT;
- B. LES MEMBRES;
- C. LE BUDGET;
- D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2021-2022;
- E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ RÉGIONAL MIXTE DES REPRÉSENTANTS DE LA JUSTICE PÉNALE	FACILITER LA COMMUNICATION POUR LA RECHERCHE DE SOLUTIONS PRATIQUES DANS LA GESTION DES DOSSIERS AVEC DES PARTENAIRES DES AUTRES MINISTÈRES DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA.	M <sup>E</sup> ANNY BERNIER (JUSQU'EN SEPTEMBRE 2021) M <sup>E</sup> JOSÉE LEMIEUX (DEPUIS SEPTEMBRE 2021)	3
COMITÉ COORDINATION DES HAUTS FONCTIONNAIRES (CCHF)	SOULEVER LES ENJEUX JURIDIQUES DES PROVINCES, ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES, DISCUTER DES POINTS À SOULEVER AUX RÉUNIONS DES MINISTRES ET SOUS-MINISTRES FPT.	M <sup>E</sup> GENEVIÈVE BLOUIN (DEPUIS AOÛT 2021)	5
COMITÉ COORDINATION DES HAUTS FONCTIONNAIRES (CCHF) - GROUPE D'EXPERTS ARTICLE 33.1 DU <i>CODE CRIMINEL</i>	ANTICIPER LA DÉCISION À VENIR DE LA CSC SUR LA CONSTITUTIONNALITÉ DE L'ARTICLE 33.1 DU <i>CODE CRIMINEL</i> ET PROPOSER DES AVENUES POSSIBLES AFIN QUE LE LÉGISLATEUR FÉDÉRAL SOIT EN MESURE DE RÉAGIR PROMPTEMENT.	M <sup>E</sup> ANTHONY COTNOIR (DEPUIS FÉVRIER 2022) M <sup>E</sup> MAGALIE PROVOST	1
CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA (CHLC)	DISCUTER DES MODIFICATIONS À APPORTER AUX LOIS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE.	M <sup>E</sup> ANNY BERNIER M <sup>E</sup> JUSTIN TREMBLAY M <sup>E</sup> ANNOUCK BALZER M <sup>E</sup> CAROLINE GUILBERT	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC	VEILLER À LA RÉALISATION DE LA MESURE 38.2 DÉCOULANT DE LA SÉCURITÉ TRANSFRONTALIÈRE DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC. PARTICIPER AUX TRAVAUX VISANT L'ÉLABORATION DE LA NOUVELLE POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC.	M <sup>E</sup> SONIA PAQUET	AUCUNE RENCONTRE MAIS COMITÉ TOUJOURS ACTIF
COMITÉ NATIONAL CROWN FIREARM COMMITTEE	COMITÉ NATIONAL IMPLIQUANT LES PROCUREURS DES AUTRES JURIDICTIONS RELATIVEMENT AUX INFRACTIONS IMPLIQUANT LES ARMES À FEU VISANT À ÉTABLIR DES PRATIQUES COMMUNES ET PARTAGE D'INFORMATIONS SPÉCIALISÉES.	M <sup>E</sup> ANTOINE DESAULNIERS M <sup>E</sup> ÉRIC POUDRIER M <sup>E</sup> JEAN-PHILIPPE MACKAY	9
GROUPE DE TRAVAIL FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (FPT) SUR LA JURIDICTION CONCURRENTÉ AVEC LE SYSTÈME DE JUSTICE MILITAIRE	ÉVALUER LA POSSIBILITÉ D'ÉTABLIR DES RÈGLES ET DES PRINCIPES RÉGISSANT L'EXERCICE DE LA JURIDICTION DE POURSUITE CONCURRENTÉ DES POURSUIVANTS PUBLICS CANADIENS ET LE DIRECTEUR DES POURSUITES MILITAIRES.	M <sup>E</sup> JUSTIN TREMBLAY	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ OPÉRATIONNEL SUR LE TRANSFERT DES DOSSIERS DE JUSTICE MILITAIRE (DIRIGÉ PAR LE MSP)	DISCUSSION SUR LA FAÇON DONT LES SERVICES DE POLICE PEUVENT PRENDRE EN CHARGE LES DOSSIERS AINSI QUE LES ENJEUX POSSIBLES POUR LE DPCP DANS LE CADRE D'UN TRANSFERT.	M <sup>E</sup> GENEVIÈVE BLOUIN (DEPUIS AOÛT 2021)	3
COMITÉ DE RENOUVELLEMENT DE L'ENTENTE DE COMMUNICATION DES RENSEIGNEMENTS PROVENANT DES TRIBUNAUX	RENOUVELER L'ENTENTE RELATIVE AUX INFORMATIONS CONCERNANT LES SENTENCES DE 1995 CONCLUE ENTRE LE CANADA ET LE QUÉBEC.	M <sup>E</sup> ANNOUCK BALZER M <sup>E</sup> JOSÉE LEMIEUX M <sup>E</sup> MELISSA-ANN MCFARLAND M. DOMINIC SAINDON	7
GROUPE DE TRAVAIL FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (FPT) SUR LES JEUX DE HASARD	IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES AVEC LA LOI, ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES, AINSI QUE LES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES POSSIBLES.	M <sup>E</sup> GENEVIÈVE BLOUIN (DEPUIS AOÛT 2021)	4
GROUPE DE TRAVAIL FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (FPT) SUR LA CYBERCRIMINALITÉ	IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES AVEC LA LOI, ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES, AINSI QUE LES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES POSSIBLES. REGARDER CERTAINES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS.	M <sup>E</sup> GENEVIÈVE BLOUIN (DEPUIS AOÛT 2021) M <sup>E</sup> JOANNY ST-PIERRE	2
GROUPE DE TRAVAIL FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (FPT) SUR LA DÉTERMINATION DE LA PEINE	IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES AVEC LA LOI, ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES, AINSI QUE LES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES POSSIBLES.	M <sup>E</sup> GENEVIÈVE BLOUIN (DEPUIS AOÛT 2021)	4
GROUPE DE TRAVAIL FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (FPT) SUR L'INFANTICIDE	REGARDER LES POSSIBILITÉS DE MODIFICATIONS LÉGISLATIVES ET RÉDACTION D'UN RAPPORT.	M <sup>E</sup> GENEVIÈVE BLOUIN (DEPUIS AOÛT 2021)	4
GROUPE DE TRAVAIL FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (FPT) SUR LES CAPACITÉS AFFAIBLIES	IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES AVEC LA LOI, ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES, AINSI QUE LES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES POSSIBLES.	M <sup>E</sup> GENEVIÈVE BLOUIN (DEPUIS AOÛT 2021) M <sup>E</sup> ANTHONY COTNOIR	4
COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (FPT) SUR LA TRAITE DE PERSONNE	PROPOSER DES MODIFICATIONS AU <i>CODE CRIMINEL</i> DANS LE DOMAINE DE LA TRAITE DE PERSONNES.	M <sup>E</sup> JEAN-MARC POIRIER M <sup>E</sup> GENEVIÈVE BLOUIN M <sup>E</sup> JEAN-FRANÇOIS ROY	7
SOUS-COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (FPT) SUR LA <i>LOI SUR L'ENREGISTREMENT DES DÉLINQUANTS SEXUELS</i>	PRÉPARATION DU RAPPORT QUI SERA SOUMIS AU CCHF ET ENSUITE AUX SOUS-MINISTRES POUR APPROBATION.	M <sup>E</sup> GENEVIÈVE BLOUIN (DEPUIS AOÛT 2021)	1
COMITÉ DES FORMULAIRES DES JUGES DE PAIX MAGISTRATS	ÉTUDE DES FORMULAIRES D'AUTORISATION JUDICIAIRE AUTORISÉS PAR LES JUGES DE PAIX MAGISTRATS.	M <sup>E</sup> CATHY FORTIN M <sup>E</sup> CATHERINE DUGUAY	8
COALITION QUÉBÉCOISE CONTRE LA TRAITE DE PERSONNES	PARTICIPER AUX TRAVAUX EN CE QUI CONCERNE L'ENJEU DE LA TRAITE DES PERSONNES OU QUI OFFRENT DE L'ASSISTANCE ET DU SOUTIEN AUX PERSONNES À RISQUE, AUX PRISES OU AYANT VÉCU LA TRAITE DE PERSONNES* DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC.	M <sup>E</sup> JEAN-MARC POIRIER	1
COMITÉ DIRECTEUR INTERSECTORIEL – SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (SIAM)	CRÉATION ET MISE EN PLACE D'UNE OFFRE DE SERVICES MULTIDISCIPLINAIRES INTÉGRÉS DANS UN SEUL LIEU POUR LES ENFANTS VICTIMES D'ABUS PHYSIQUES, SEXUELS OU DE MALTRAITANCE AINSI QUE POUR LEURS PARENTS, ET CE, PAR LES M/O PARTENAIRES DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES AUX PRISES AVEC CES PROBLÉMATIQUES.	M <sup>E</sup> NATHALIE LEGAULT	5

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ DES HAUTS DIRIGEANTS – SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (SIAM)	COMITÉ FORMÉ DES HAUTS DIRIGEANTS DES ORGANISMES PARTENAIRES DU SIAM CHARGÉ DE DÉTERMINER LES ORIENTATIONS DU PROJET.	M <sup>E</sup> ANNY BERNIER (JUSQU'EN SEPTEMBRE 2021) M <sup>E</sup> JOSÉE LEMIEUX (DEPUIS SEPTEMBRE 2021)	1
COMITÉ DE SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES 2017-2022 (PAM)	ASSURER LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PAM.	M <sup>E</sup> MAYA DUCASSE-HATHI	AUCUNE RENCONTRE MAIS COMITÉ TOUJOURS ACTIF
COMITÉ D'ÉLABORATION ET DE SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES 2022-2027 (PAM3)	ASSURER LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DES ÂÎNÉS EN MALTRAITANCE (PAM).	M <sup>E</sup> MAYA DUCASSE-HATHI	1
COMITÉS RÉGIONAUX POUR L'IMPLANTATION DE L'ENTENTE-CADRE NATIONALE POUR LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES	STRUCTURER UNE RÉPONSE RAPIDE AUX CAS LES PLUS GRAVES DE MALTRAITANCE EN ASSURANT NOTAMMENT UN PARTAGE D'INFORMATIONS ET UNE FAÇON DE FAIRE ENTRE LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS.	M <sup>E</sup> PASCAL DOSTALER	3
COMITÉ AVISEUR DU PROJET PROVINCIAL D'ENTENTE POUR LA MISE EN PLACE D'UNE PROCÉDURE D'INTERVENTION SOCIO JUDICIAIRE CONCERNANT LES FORMES CRIMINELLES ET PÉNALES DE MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES	ASSURER LA COORDINATION DE L'IMPLANTATION DU PROJET D'ENTENTE SOCIO JUDICIAIRE RELATIVE AUX PERSONNES ÂÎNÉES DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS : CONSEILLER, PROPOSER AU COMITÉ NATIONAL DIRECTEUR UNE STRATÉGIE D'IMPLANTATION ET DE SUIVI DU PROJET; TRANSMETTRE AU COMITÉ NATIONAL TOUTE INFORMATION PERTINENTE; SOUTENIR L'IMPLANTATION DU PROJET ET VEILLER À SON BON DÉROULEMENT DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS; DÉVELOPPER LES OUTILS NÉCESSAIRES À L'IMPLANTATION NATIONALE DU PROJET; RENDRE COMPTE DES PROGRÈS DU PROJET AUX COMITÉS DIRECTEURS ET RÉGIONAUX ET PRODUIRE UN BILAN ANNUEL DE L'IMPLANTATION DU PROJET AU PLAN PROVINCIAL.	M <sup>E</sup> MAYA DUCASSE-HATHI	1
COMITÉ NATIONAL AVISEUR POUR LE SUIVI DE L'ENTENTE NATIONALE POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES	ADOPTER DES ENTENTES DE COMMUNICATIONS RÉGIONALES AFIN DE FAVORISER L'ENGAGEMENT ET LA MOBILISATION DES ACTEURS RÉGIONAUX AINSI QUE DE DIMINUER LES PROBLÈMES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTENAIRES. LES MEMBRES DES ORGANISATIONS PARTENAIRES DISCUTENT DE L'OPPORTUNITÉ D'UNE TELLE ENTENTE VU L'ENGAGEMENT PRIS PAR LES PARTENAIRES NATIONAUX.	M <sup>E</sup> MAYA DUCASSE-HATHI	1
COMITÉ D'ÉVALUATION DE L'OPPORTUNITÉ DE DÉVELOPPER UN PROTOCOLE D'ENTREVUE POUR LES PERSONNES ÂÎNÉES VICTIMES DE MALTRAITANCE	SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT ET LA MISE SUR PIED D'ENTENTES MULTISECTORIELLES OU D'AUTRES MÉCANISMES D'INTERVENTION ET DE CONCERTATION VISANT À AIDER ET À ACCOMPAGNER LES PERSONNES ÂÎNÉES MALTRAITÉES ET LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS.	M <sup>E</sup> MAYA DUCASSE-HATHI	1
PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES	VENIR EN AIDE AUX PERSONNES. ÉTABLIR UN LIEN ENTRE DIFFÉRENTS ORGANISMES DANS LES DIVERSES SPHÈRES FINANCIÈRES, PHYSIQUES ET PSYCHOLOGIQUES.	M <sup>E</sup> MYLÈNE BROWN M <sup>E</sup> MARIE-ÈVE LAFLAMME	1
COMITÉ CONTRE LES ABUS ET LA MALTRAITANCE DES ÂÎNÉS LAURENTIDES	ÉTABLIR LE DIALOGUE AVEC LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS CONCERNANT DES SITUATIONS DE MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES (PHYSIQUE, PSYCHOLOGIQUE ET FINANCIÈRE)	M <sup>E</sup> DANIELLE MIRON	14

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ RÉGIONAL POUR L'IMPLANTATION DU PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ DANS LANAUDIÈRE	IMPLANTATION DU PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ POUR LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES; ÉCHANGE D'INFORMATIONS ENTRE LES DIVERS PARTENAIRES POUR L'APPLICATION DU PROCESSUS D'INTERVENTION.	M <sup>E</sup> YAN VACHON	2
COMITÉ DES RESPONSABLES NATIONAUX DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'ABSENCE DE SOIN MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE	ASSURER LE SUIVI DE L'APPLICATION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'ABSENCE DE SOIN MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE (ENTENTE MULTISECTORIELLE); PAR TOUS LES PARTENAIRES CONCERNÉS. LE DPCP PARTICIPE AUX TRAVAUX VISANT LA MISE À JOUR DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE.	M <sup>E</sup> NATHALIE LEGAULT M <sup>E</sup> MARIE-ÈVE LARAMÉE (DEPUIS SEPTEMBRE 2021)	24
COMITÉ ACTION CONCERTÉE : ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'UNE ABSENCE DE SOINS MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE (ENTENTE MULTISECTORIELLE) : QU'EN EST-IL 15 ANS PLUS TARD?	CONSEILLER ET SUIVRE L'ÉVOLUTION DE LA RECHERCHE VISANT À ÉVALUER L'IMPLANTATION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE ET SES EFFETS SUR LES ENFANTS VICTIMES DE CES CRIMES, EN RESPECT DE L'ACTION 53 DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021 POUR LAQUELLE LE DPCP A LE STATUT DE COLLABORATEUR.	M <sup>E</sup> NATHALIE LEGAULT M <sup>E</sup> PATRICIA JOHNSON M <sup>E</sup> MARIE-ÈVE LARAMÉE	2
COMITÉ D'ORIENTATION EN VIOLENCE SEXUELLE, CONJUGALE ET FAMILIALE – NIVEAU DE SOUS-MINISTRES ASSOCIÉ(E)S ET DE SOUS-MINISTRES ADJOINT(E)S	ÉCHANGER AU NIVEAU SMA ET DIRECTEUR SUR LE SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ D'EXPERTS	M <sup>E</sup> NATHALIE LEGAULT M <sup>E</sup> JOSÉE LEMIEUX M <sup>E</sup> ANNY BERNIER	1
COMITÉ DE RÉFLEXION SUR LA RECOMMANDATION 43 DE LA COMMISSION SPÉCIALE D'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS (CSESM)	DÉVELOPPER DES ORIENTATIONS, DES MESURES ET DES DIRECTIVES QUI ENCOURAGENT LES PERSONNES EXPLOITÉES SEXUELLEMENT À PORTER PLAINTÉ CONTRE UN PROXÉNÈTE OU UN CLIENT ET QUI ASSURENT À CES PERSONNES UNE PRISE EN COMPTE DE LEUR STATUT PARTICULIER (VICTIMES D'EXPLOITATION SEXUELLE), NOTAMMENT PAR LES POLICIERS ET LES PROCUREURS, EN PLUS DE LEUR GARANTIR UNE INFORMATION COMPLÈTE SUR LEURS DROITS, À DIFFÉRENTES ÉTAPES.	M <sup>E</sup> JULIEN BEAUCHAMP-LALIBERTÉ M <sup>E</sup> ANNOUCK BALZER	3
COMITÉ DE RÉFLEXION SUR LA RECOMMANDATION NO 46 DE LA COMMISSION SPÉCIALE DE L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS (CSESM)	DÉVELOPPER ET METTRE EN PLACE UN PROGRAMME VOLONTAIRE UNIQUE DE DÉJUDICIARISATION POUR ADULTES, AXÉ SUR LE CHANGEMENT DE COMPORTEMENT, LA CONSCIENTISATION, L'ÉDUCATION ET LA SENSIBILISATION VISANT À DIMINUER LA DEMANDE POUR L'ACHAT DE SERVICES SEXUELS.	M <sup>E</sup> NATHALIE LEGAULT M <sup>E</sup> ANNOUCK BALZER (À COMPTER DU 29 NOVEMBRE 2021, UNIQUEMENT M <sup>E</sup> BALZER)	7
COMITÉ DIRECTEUR DU FONDS DE RECHERCHE DU QUÉBEC – SOCIÉTÉ ET CULTURE (FRQSC) - SUIVI MESURE 1	ASSURER LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA MESURE 1 DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTALE 2021-2026 EN RÉPONSE AUX RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS (PACSESM).	M <sup>E</sup> JEAN-MARC POIRIER	2
COMITÉ AVISEUR DU BUREAU INTERNATIONAL DES DROITS DES ENFANTS (IBCR) DANS L'ÉLABORATION DE LA FORMATION : COMMENT INTERVENIR AUPRÈS DE L'ENFANT VICTIME D'ACTES CRIMINELS ? OUTILS DE FORMATION EN LIGNE POUR LE PERSONNEL DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	AVISER LE BUREAU INTERNATIONAL DES DROITS DES ENFANTS QUANT À L'ÉLABORATION DE CETTE FORMATION. COMMENTER LE CONTENU DES FORMATIONS AFIN QU'IL CORRESPONDE AUX RÉALITÉS DU SYSTÈME DE JUSTICE CRIMINELLE AU QUÉBEC ET AUX BESOINS DES ACTEURS TERRAIN À QUI CETTE FORMATION POURRAIT ÊTRE DISPENSÉE.	M <sup>E</sup> NATHALIE LEGAULT M <sup>E</sup> MARIE-ÈVE LARAMÉE M <sup>E</sup> RACHELLE PITRE	2
COMITÉ DE FORMATION E-LEARNING AU MILIEU SOCIOJUDICIAIRE AVEC LA FONDATION MARIE-VINCENT	CONCEPTUALISER ET DÉPLOYER UNE FORMATION D'APPRENTISSAGE EN LIGNE POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR SOCIOJUDICIAIRE.	M <sup>E</sup> ANNOUCK BALZER M <sup>E</sup> ELIANE BEAULIEU	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ INTERSECTORIEL EN AGRESSION SEXUELLE DES LAURENTIDES	LE COMITÉ INTERSECTORIEL EN AGRESSION SEXUELLE DES LAURENTIDES VISE À FAVORISER LA CONCERTATION ENTRE LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES TRAVAILLANT AVEC LES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES, AVEC LES AGRESSEURS ET EN PRÉVENTION DES AGRESSIONS SEXUELLES.	M <sup>E</sup> JEAN PASCAL BOUCHER	5
TABLE INTERSECTORIELLE EN VIOLENCE SEXUELLE DE LANAUDIÈRE	MAINTIENT ET DÉVELOPPE LA MOBILISATION RÉGIONALE EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE; VALIDE LA VISION, LE RÔLE ET LES OBJECTIFS DE LA TIVSL; ADOPTE ET ÉVALUE LE PLAN D'ACTION, LES MANDATS ET LA COMPOSITION DES COMITÉS ET DE LA TIVSL; ÉCHANGE DES INFORMATIONS SUR LES ORGANISATIONS ET LES PROJETS EN VIOLENCE SEXUELLE; PRIORISE LES ACTIONS ET MET EN PLACE DE COMITÉS DE TRAVAIL; ASSURE LE SUIVI DES TRAVAUX DES COMITÉS.	M <sup>E</sup> MARIE-ÈVE SASSEVILLE	1
COMITÉ DE COORDINATION – ACTIONS DÉPOSÉES – NIVEAU DIRECTEUR	ÉCHANGER QUANT AUX ACTIONS À PROPOSER POUR L'ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTION EN VC ET VS.	M <sup>E</sup> NATHALIE LEGAULT M <sup>E</sup> JOSÉE LEMIEUX M <sup>E</sup> ANNY BERNIER M <sup>E</sup> NICHOLAS PINEL	1
COMITÉ D'ARRIMAGE DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE DE MONTRÉAL	AMÉLIORATION DES PRATIQUES ENTRE PARTENAIRES.	M <sup>E</sup> RACHELLE PITRE M <sup>E</sup> ELLEN BAULNE	3
COMITÉ RÉGIONAL DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE DE L'OUTAOUAIS	AMÉLIORATION DES PRATIQUES ENTRE PARTENAIRES.	M <sup>E</sup> MARIE-HÉLÈNE MAGNAN	4
COMITÉ LOCAL DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE DE BEAUHARNOIS	AMÉLIORATION DES PRATIQUES ENTRE PARTENAIRES.	M <sup>E</sup> MARIÈVE RONDEAU-DESJARDINS M <sup>E</sup> KIM EMOND M <sup>E</sup> MARIE-ANNE TREMBLAY	2
COMITÉ DE COORDINATION RÉGIONALE SUR L'ENTENTE MULTISECTORIELLE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	AMÉLIORATION DES PRATIQUES ENTRE PARTENAIRES. INTERVENANTS : DPJ, SQ, CISSAT, MINISTÈRE DE LA FAMILLE, MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DPCP).	M <sup>E</sup> VÉRONIC PICARD	3
COMITÉ RÉGIONALE DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE - LANAUDIÈRE	LE COMITÉ VIS LA CONCERTATION ENTRE LES DIVERS PARTENAIRES QUI APPLIQUENT L'ENTENTE MULTISECTORIELLE DANS LE RÉGION DE LANAUDIÈRE. LE COMITÉ FAVORISE LES ÉCHANGES QUANT AU PROCESSUS, AU BON FONCTIONNEMENT, LE TOUT DANS LE BUT DE PROTECTION DES ENFANTS.	M <sup>E</sup> ARIANE ROY-DROUIN	2
COMITÉ D'EXAMEN DES DÉCÈS D'ENFANTS DU BUREAU DU CORONER	ÉTUDE SYSTÉMATIQUE DES CAS DE DÉCÈS D'ENFANTS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN AVIS AU CORONER EN VUE DE DÉGAGER DES CONSTATS ET ENJEUX SYSTÉMIQUES : - S'ASSURER DE L'EXISTENCE ET DE L'UTILISATION APPROPRIÉE DES OUTILS, PROTOCOLES ET MÉTHODES D'ENQUÊTE DES DÉCÈS D'ENFANTS; - ÉCLAIRER LE CORONER INVESTIGATEUR SUR DES QUESTIONS SPÉCIFIQUES; - PROMOUVOIR DES PRATIQUES EXEMPLAIRES.	M <sup>E</sup> ÉLIANE BEAULIEU M <sup>E</sup> MARIE-ÈVE LARAMÉE	4

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ DES SOUS-MINISTRES – NOUVELLE STRATÉGIE VIOLENCE CONJUGALE ET REBÂTIR LA CONFIANCE	PROPOSER DES ACTIONS OU UNE STRATÉGIE AUX AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE EN LIEN AVEC LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES. 2016-2021	M <sup>E</sup> ANNY BERNIER (JUSQU'EN SEPTEMBRE 2021) M <sup>E</sup> JOSÉE LEMIEUX (DEPUIS SEPTEMBRE 2021) M <sup>E</sup> NATHALIE LEGAULT	4
COMITÉ CONSULTATIF SUR LA VIOLENCE CONJUGALE ET LA PRATIQUE JUDICIAIRE « AMÉLIORER LA PRATIQUE JUDICIAIRE POUR ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ».	CE COMITÉ A ÉTÉ CRÉÉ PAR LE GROUPEMENT DES MAISONS D'HÉBERGEMENT POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE EN NOVEMBRE 2021 ET SE TERMINERA AU 31 MARS 2024. SON BUT EST D'AMÉLIORER LE TRAITEMENT JUDICIAIRE DE LA VIOLENCE CONJUGALE AFIN DE LEVER LES OBSTACLES SYSTÉMIQUES AUXQUELS LES FEMMES FONT FACE DANS LE PROCESSUS DE JUSTICE, PARTICULIÈREMENT CERTAINES D'ENTRE ELLES, DE MANIÈRE À ACCROÎTRE LEUR SÉCURITÉ. POUR CE FAIRE, L'OBJECTIF EST ESSENTIELLEMENT DE FAIRE CONNAÎTRE LE CONCEPT DE CONTRÔLE COERCITIF AUX ACTEURS DU SYSTÈME JUDICIAIRE AFIN QU'ILS CONNAISSENT MIEUX LES DIFFÉRENTES MANIFESTATIONS DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET QU'ILS DISPOSENT D'OUTILS POUR MIEUX LES DOCUMENTER ET LES FAIRE VALOIR DEVANT LE TRIBUNAL, AFIN QUE CELUI-CI ASSURE D'AVANTAGE LES DROITS DE CES VICTIMES	M <sup>E</sup> AUDREY MERCIER-T. M <sup>E</sup> MAYA DUCASSE-HATHI	3
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL REBÂTIR LA CONFIANCE	COMITÉ VISANT À RÉUNIR LES DIFFÉRENTS M/O AFIN D'ASSURER LE SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT DU COMITÉ D'EXPERTS SUR L'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE.	M <sup>E</sup> ANNY BERNIER M <sup>E</sup> JOSÉE LEMIEUX M <sup>E</sup> JOELLE HUOT	10
CHANTIER DE TRAVAIL SUR LES FORMATIONS : RENCONTRE DE NIVEAU PROFESSIONNEL – VIOLENCE SEXUELLE ET CONJUGALE	DÉVELOPPER UNE VISION COMMUNE POUR LES ANNÉES À VENIR EN TERMES DE FORMATION.	M <sup>E</sup> ELIANE BEAULIEU	2
COMITÉ DE RÉVISION DE L'ANNEXE A "PRÉVENIR L'HOMICIDE DE LA CONJOINTE - AIDE-MÉMOIRE"	PROCÉDER À LA RÉVISION DE L'ANNEXE A DE LA PRATIQUE POLICIÈRE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE.	M <sup>E</sup> MAYA DUCASSE-HATHI	2
COMITÉ SUR L'ÉLABORATION D'UNE CAPSULE D'INFORMATION RELATIVE À L'ANNEXE A (PRATIQUES POLICIÈRES EN VIOLENCE CONJUGALE)	PRODUIRE ET DIFFUSER UNE TROUSSE D'INFORMATION PORTANT SUR LES DIVERS MÉCANISMES D'INTERVENTIONS CONCERTÉES VISANT À PRÉVENIR LES RISQUES D'HOMICIDES INTRAFAMILIAUX.	M <sup>E</sup> MAYA DUCASSE-HATHI	3
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE TRIBUNAL SPÉCIALISÉ	COMITÉ PILOTÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE VISANT À RÉUNIR LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES EN LIEN AVEC L'IMPLANTATION D'UN TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN VIOLENCE SEXUELLE ET CONJUGALE.	M <sup>E</sup> ANNY BERNIER M <sup>E</sup> JOSÉE LEMIEUX M <sup>E</sup> AUDREY MERCIER-TURGEON M <sup>E</sup> ELIANE BEAULIEU M <sup>E</sup> JOELLE HUOT	12
COMITÉ-CONSEIL DE L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES (AQPV)	CONSEILLER L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES (AQPV) DANS LA RÉALISATION DE SON PROJET AFIN DE METTRE À PROFIT LES EXPERTISES DE CHACUNE ET CHACUN DE FAÇON À FACILITER L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DU PROJET.	M <sup>E</sup> VÉRONIQUE BRETON (DEPUIS NOVEMBRE 2021)	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET SEXUELLE – NIVEAU PROFESSIONNEL	ASSURER LA COORDINATION DE L'INTERVENTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE. IL RELÈVE DU COMITÉ DES SOUS-MINISTRES – DOSSIERS VIOLENCE CONJUGALE ET AGRESSIONS SEXUELLES.	M <sup>E</sup> ELIANE BEAULIEU (VIOLENCES SEXUELLES) M <sup>E</sup> AUDREY MERCIER-TURGEON ET ME MAYA DUCASSE-HATHI (VIOLENCE FAMILIALE ET CONJUGALE)	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE NIVEAU PROFESSIONNEL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE	FAVORISER LA CONCERTATION, LA COLLABORATION ET L'ÉCHANGE D'INFORMATION ENTRE LES MINISTÈRES ET ORGANISMES ENGAGÉS DANS LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2018-2023 ET DANS LE PLAN D'ACTION SPÉCIFIQUE 2020-2025 POUR PRÉVENIR LES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE À HAUT RISQUE DE DANGÉROSITÉ ET ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ DES VICTIMES AINSI QUE DANS LES ACTION PRIORITAIRES POUR CONTRER LA VIOLENCE CONJUGALE ET LES FÉMINICIDES ET CONTRIBUER AU SUIVI ET À LA REDDITION DE COMPTES DE CES PLANS D'ACTION.	M <sup>E</sup> ELIANE BEAULIEU M <sup>E</sup> AUDREY MERCIER-T. M <sup>E</sup> MAYA DUCASSE-HATHI	1
COMITÉ DE COORDINATION EN VIOLENCE SEXUELLES ET EN VIOLENCE CONJUGALE – NIVEAU DIRECTION	PROPOSER UNE RÉPONSE GOUVERNEMENTALE CONCRÈTE ET CONCERTÉE AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT REBÂTIR LA CONFIANCE DU COMITÉ D'EXPERTS SUR L'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE.	M <sup>E</sup> NATHALIE LEGAULT	2
TABLE DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE MRC DE LA RIVIÈRE DU NORD- NORD DE MIRABEL	VISE À FAVORISER LA CONCERTATION ENTRE LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES TRAVAILLANT AVEC LES PERSONNES TOUCHÉES PAR LA VIOLENCE FAMILIALE.	M <sup>E</sup> JEAN PASCAL BOUCHER	5
TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE DANS LANAUDIÈRE	VISE À MAINTENIR ET DÉVELOPPER LA MOBILISATION RÉGIONALE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE; À VALIDER LA VISION, LE RÔLE ET LES OBJECTIFS DE LA TCRVCL; À APPLIQUER LE PROTOCOLE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE DANS LANAUDIÈRE; À ADOPTER ET ÉVALUER LE PLAN D'ACTION, LES MANDATS ET LA COMPOSITION DES COMITÉS ET DE LA TCRVCL; À ÉCHANGER DES INFORMATIONS SUR LES ORGANISATIONS ET LES PROJETS EN VIOLENCE CONJUGALE; À PRIORISER LES ACTIONS ET METTRE EN PLACE DE COMITÉS DE TRAVAIL; À ASSURER LE SUIVI DES TRAVAUX DES COMITÉS.	M <sup>E</sup> YAN VACHON M <sup>E</sup> AURÉLIE MAJOR	2
COMITÉ D'EXAMEN DES DÉCÈS LIÉS À LA VIOLENCE CONJUGALE DU BUREAU DU CORONER	RELEVANT DU CORONER EN CHEF, LE COMITÉ EXERCE TROIS RÔLES EN REGARD DES DÉCÈS SURVENUS DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE AU QUÉBEC, SOIT D'ÉTUDE UN CERTAIN NOMBRE DE CAS DE DÉCÈS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN AVIS AU CORONER, DE FOURNIR DES CONSEILS AU CORONER SUR DES QUESTIONS SPÉCIFIQUES ET DE PARTAGER LES CONNAISSANCES DES MEMBRES EN LIEN AVEC LES DÉCÈS SURVENUS DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE. - LE 7 FÉVRIER 2022, LE BUREAU DU CORONER A PRODUIT UN MÉMOIRE DANS LES CADRE DES CONSULTATIONS PARTICULIÈRES SUR LE PROJET DE LOI 15 QUI VISE À MODIFIER LE LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.	M <sup>E</sup> AUDREY MERCIER-TURGEON	8
TABLE DE CONCERTATION EN VIOLENCE CONJUGALE DE MONTRÉAL	LIEU D'ÉCHANGE PERMETTANT DE FAIRE CONNAÎTRE LES PRINCIPAUX INTERVENANTS EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, ET D'AGIR DE MANIÈRE CONCERTÉE DANS LA MESURE DU POSSIBLE.	M <sup>E</sup> PASCAL DOSTALER	6

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
TABLE DE CONCERTATION EN VIOLENCE CONJUGALE ET VIOLENCE SEXUELLE DE BEAUHARNOIS-SALABERRY	FFAVORISE LA PRÉVENTION DE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES PAR LA PARTICIPATION À DES GROUPES DE DISCUSSION ENTRE DIFFÉRENTS INTERVENANTS À TRAVERS LE DISTRICT INCLUANT CORPS POLICIERS, DPJ, CAVAC, CISSMO, PROBATION, CENTRE D'HÉBERGEMENT POUR FEMMES ET CENTRE D'INTERVENTION AUPRÈS DES HOMMES.	M <sup>E</sup> PIERRE-OLIVIER GAGNON M <sup>E</sup> MARIÈVE RONDEAU-DESJARDINS	4
TABLE DE CONCERTATION EN VIOLENCE CONJUGALE DU DISTRICT DE BEAUHARNOIS	LIEU D'ÉCHANGE PERMETTANT DE FAIRE CONNAÎTRE LES PRINCIPAUX INTERVENANTS (POLICIERS, CAVAC, DPCP) EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, ET D'AGIR DE MANIÈRE CONCERTÉE DANS LA MESURE DU POSSIBLE.	M <sup>E</sup> PIERRE-OLIVIER GAGNON M <sup>E</sup> MARIÈVE RONDEAU-DESJARDINS M <sup>E</sup> JANIE FERLAND-FRIGON M <sup>E</sup> CYNTHIA PERREAULT	4
COMITÉ DE LA COUR DU QUÉBEC À MONTRÉAL DE SUIVI EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE	COMITÉ VISANT À RÉUNIR DES REPRÉSENTANTS DE LA MAGISTRATURE, DU DPCP ET DE LA DÉFENSE AFIN DE MAINTENIR UN TRAITEMENT OPTIMAL DES DOSSIERS EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE.	M <sup>E</sup> PASCAL DOSTALER M <sup>E</sup> SIMON BOULIANNE	3
SOUS-COMITÉ RESPONSABLE DU VOLET AUTOCHTONE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021	SOUS-COMITÉ RELEVANT DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE. CE COMITÉ VISE L'ÉLABORATION DE MESURES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE DESTINÉES À LA CLIENTÈLE AUTOCHTONE, EN PLUS DE PROPOSER UNE RÉPONSE GOUVERNEMENTALE CONCRÈTE ET CONCERTÉE AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT REBÂTIR LA CONFIANCE DU COMITÉ D'EXPERTS SUR L'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE.	M <sup>E</sup> NICOLAS GLENDENNING M <sup>E</sup> AUDREY MERCIER-TURGEON M <sup>E</sup> NATHALIE LEGAULT M <sup>E</sup> MAYA DUCASSE-HATHI M <sup>E</sup> ELIANE BEAULIEU	2
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE EN PLACE DE L'ACTION 29 DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2018-2023	PUBLIER, À L'INTENTION DU PERSONNEL DU RÉSEAU SCOLAIRE ET DE SES PARTENAIRES, UN FEUILLET SUR LE SEXTAGE POUR GUIDER LES INTERVENTIONS AUPRÈS DES ADOLESCENTES ET DES ADOLESCENTS, EN ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ ET LORS D'ACTIVITÉS PRÉVENTIVES À L'ÉCOLE, ET ASSURER LA FORMATION DU RÉSEAU SCOLAIRE À CET ÉGARD.	M <sup>E</sup> JOANNY ST-PIERRE M <sup>E</sup> LOUIS-DAVID BÉNARD	1
COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION DES CORPS POLICIERS AUTOCHTONES EN VIOLENCE CONJUGALE, AGRSSION SEXUELLE ET VIOLENCE INTRAFAMILIALE	DÉVELOPPER UN PROGRAMME DE FORMATION À L'INTENTION DES CORPS POLICIERS AUTOCHTONES EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, AGRSSION SEXUELLE ET VIOLENCE INTRAFAMILIALE.	M <sup>E</sup> ANNOUCK BALZER M <sup>E</sup> MAYA DUCASSE HATHI	8
RÉSEAU DES PARTENAIRES CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES – JARDINS ROUSSILLONS ET SOULANGES	PRÉVENTION DE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES PAR LA PARTICIPATION À DES GROUPES DE DISCUSSION ENTRE DIFFÉRENTS INTERVENANTS À TRAVERS LE DISTRICT INCLUANT CORPS POLICIERS, DPJ, CAVAC, CISSMO, PROBATION, CENTRE D'HÉBERGEMENT POUR FEMMES ET CENTRE D'INTERVENTION AUPRÈS DES HOMMES.	M <sup>E</sup> MARIÈVE RONDEAU-DESJARDINS	6
COMITÉ VÉRIFICATION ET OBSERVATION INTERSECTORIEL DES ENQUÊTES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE (VOIE)	EFFECTUER LA RÉVISION DE DOSSIERS DE VIOLENCES SEXUELLES FERMÉS, NON FONDÉS OU NON RÉSOLUS PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC BASÉ SUR LE MODÈLE PHILADELPHIE. IDENTIFIER LES MEILLEURES PRATIQUES EN MATIÈRE D'ENQUÊTE RELATIVE AUX CRIMES DE VIOLENCE SEXUELLE.	M <sup>E</sup> ELIANE BEAULIEU M <sup>E</sup> NADINE HAVIERNICK	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ DE RÉVISION DES DOSSIERS D'AGRESSION SEXUELLE NON SOLUTIONNÉS ET NON FONDÉS - OUTAOUAIS	EFFECTUER LA RÉVISION DE DOSSIERS DE VIOLENCES SEXUELLES FERMÉS, NON FONDÉS OU NON RÉSOLUS PAR LE SPVG (SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE GATINEAU). IDENTIFIER LES MEILLEURES PRATIQUES EN MATIÈRE D'ENQUÊTE RELATIVE AUX CRIMES DE VIOLENCE SEXUELLE.	M <sup>E</sup> MARIE-HÉLÈNE MAGNAN	AUCUNE RENCONTRE MAIS COMITÉ TOUJOURS ACTIF
COMITÉ PROJET MAINTENANT ENSEMBLE	CRÉATION D'UNE ENTENTE RELATIVE ENTRE LE SERVICE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DE LA MRC DES COLLINES-DE-L'OUTAOUAIS, LE DPCP, LA MAISON LIBÈRE-ELLES ET LE CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DRAVEURS CONCERNANT LA PRÉSENTATION D'ATELIERS DE PRÉVENTION PORTANT SUR LA VIOLENCE ENTRE PARTENAIRES INTIMES.	M <sup>E</sup> MARIE-HÉLÈNE MAGNAN	3
COMITÉ DES PARTENAIRES VILLE DE L'OUTAOUAIS EN VIOLENCE CONJUGALE	ENGAGER UNE CONCERTATION ENTRE ORGANISMES POUR L'IMPLANTATION D'UN MODÈLE LOCAL DE GESTION DES RISQUES D'HOMICIDE CONJUGAL ET INTRAFAMILIAL.	M <sup>E</sup> MARIE-HÉLÈNE MAGNAN	1
TABLE DE CONCERTATION EN AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL	AMÉLIORATION DU SOUTIEN AUX VICTIMES.	M <sup>E</sup> RACHELLE PITRE M <sup>E</sup> ELLEN BAULNE	5
COMITÉ DE SUIVI - RABASKA	RABASKA EST UNE ORGANISATION QUI ASSURE LE DÉPLOIEMENT D'UN MODÈLE DE GESTION DES SITUATIONS À HAUT RISQUE D'HOMICIDE CONJUGAL OU INTRAFAMILIAL. LE COMITÉ DE SUIVI AGIT À TITRE DE VIGIE AFIN DE S'ASSURER DU MAINTIEN DES RÉFLEXES DE COLLABORATION ENTRE LES PARTENAIRES (DPCP, SQ, CAVAC, SARAS, CISSAT, DPJ, MAISONS D'HÉBERGEMENT).	M <sup>E</sup> VÉRONIC PICARD	4
TABLE DES PARTENAIRES DE LA FONDATION MARIE VINCENT (DPCP, SPVM, SQ, DPJ, HÔPITAL STE-JUSTINE)	AMÉLIORATION DU SOUTIEN AUX VICTIMES.	M <sup>E</sup> RACHELLE PITRE	4
TABLE DES PARTENAIRES DE LA FONDATION MARIE VINCENT – RIVE SUD (DPCP, DIVERS CORPS POLICIERS, DPJ, CAVAC, CISSMO)	ÉLABORATION DES PLANS POUR CORRESPONDRE AUX BESOINS DE TOUS, ÉLABORER DES PLANS DE CONCERTATION ENTRE LES PARTENAIRES.	M <sup>E</sup> KIM EMOND	5
COMITÉ DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE – VOLET VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE POUR LES PREMIÈRES NATIONS ET LES INUITS	CE COMITÉ VISE À FAVORISER LA CONCERTATION INTERMINISTÉRIELLE DANS UNE DÉMARCHE COLLABORATIVE AVEC LES PREMIÈRES NATIONS ET LES INUITS POUR ÉLABORER DES MESURES DU VOLET AUTOCHTONE DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2018-2023.	M <sup>E</sup> NICOLAS GLENDENNING (DEPUIS JANVIER 2022) M <sup>E</sup> NICHOLAS PINEL (JUSQU'EN DÉCEMBRE 2021) M <sup>E</sup> NATHALIE LEGAULT	3
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SOUS-MINISTRES ASSOCIÉ(E)S ET DE SOUS-MINISTRES ADJOINT(E)S EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE – VOLET AUTOCHTONE : VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE POUR LES PREMIÈRES NATIONS ET LES INUITS	CE COMITÉ ASSURE LA CONCERTATION À UN NIVEAU DÉCISIONNEL DES TRAVAUX DU COMITÉ DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL.	M <sup>E</sup> JOSÉE LEMIEUX (DEPUIS SEPTEMBRE 2021)	AUCUNE RENCONTRE MAIS COMITÉ TOUJOURS ACTIF
COMITÉ DE RÉVISION DE LA PRATIQUE POLICIÈRE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE	PROCÉDER À LA RÉVISION CONTINUE DE LA PRATIQUE POLICIÈRE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE CONTENUE DANS LE <i>GUIDE SUR LES PRATIQUES POLICIÈRES</i> PRODUIT PAR LE MSP.	M <sup>E</sup> NATHALIE LEGAULT M <sup>E</sup> MAYA DUCASSE-HATHI	3
COMITÉ DE RÉVISION DE LA PRATIQUE POLICIÈRE – AGRESSION SEXUELLE ET AUTRES INFRACTIONS D'ORDRE SEXUEL	RÉVISER LA PRATIQUE POLICIÈRE, TEL QUE LE MSP S'ÉTAIT ENGAGÉ À LE FAIRE DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021.	M <sup>E</sup> ELIANE BEAULIEU	3

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ AVISEUR – PROJET FORMATION POUR LES INTERVENANTS DE JUSTICE (FIJ)	MISE SUR PIED D'UNE FORMATION DE TYPE « TRONC COMMUN » POUR LES INTERVENANTS JUDICIAIRES OEUVRANT EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES.	M <sup>E</sup> NATHALIE LEGAULT (JUSQU'AU 7 SEPTEMBRE 2021) M <sup>E</sup> ELIANE BEAULIEU	6
COMITÉ DIRECTEUR RÉGIONAL – PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT DE LA CLIENTÈLE VULNÉRABLE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (PAJ-CVAT)	COORDONNER LE DÉPLOIEMENT DU PAJ-CVAT À ROUYN-NORANDA ET AU TÉMISCAMINGUE.	M <sup>E</sup> VÉRONIC PICARD M <sup>E</sup> CAROLINE GUILBERT	1
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LES CRIMES À CARACTÈRES SEXUELS - AUTOCHTONES	DÉFINIR LES BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE DE CRIMES À CARACTÈRE SEXUEL AU SEIN DES CORPS POLICIERS AUTOCHTONES, RECENSER LES BONNES PRATIQUES EXISTANT EN LA MÊME MATIÈRE ET PROPOSER DE NOUVELLES PRATIQUES JUGÉES BONNES AUX CORPS POLICIERS AUTOCHTONES.	M <sup>E</sup> NICHOLAS PINEL M <sup>E</sup> ELIANE BEAULIEU	AUCUNE RENCONTRE MAIS COMITÉ TOUJOURS ACTIF
COMITÉ DE RÉVISION DES DOSSIERS NON FONDÉS EN AGRESSION SEXUELLE DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL (SPVM)	COMITÉ DE RÉVISION DES DOSSIERS FERMÉS AU NIVEAU DU SPVM BASÉ SUR LE MODÈLE DE PHILADELPHIE.	M <sup>E</sup> ELIANE BEAULIEU M <sup>E</sup> ROXANE GAGNÉ	AUCUNE RENCONTRE MAIS COMITÉ TOUJOURS ACTIF
COMITÉ DE COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE SUR LE SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS	IDENTIFIER LES MINISTÈRES ET ORGANISMES POUVANT ÊTRE PORTEURS OU COLLABORATEURS À LA MISE EN ŒUVRE D'ACTIONS DÉCOULANT DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION SPÉCIALE SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS ET ÉLABORER UN PLAN D'ACTION. SUIVI DES RÉALISATIONS DES ACTIONS DU PLAN D'ACTION.	M <sup>E</sup> NATHALIE LEGAULT	3
COMITÉ DE TRAVAIL EN VIOLENCE CONJUGALE (FORUM)	ÉCHANGER SUR LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN VIOLENCE CONJUGALE. RÉUNIR DES ORGANISMES NON GOUVERNEMENTAUX DONT L'INTERVENTION EST EN LIEN DIRECT AVEC LA VIOLENCE CONJUGALE ET DONT LE MANDAT EST, LE PLUS SOUVENT, D'ORDRE NATIONAL, DES REPRÉSENTANTES ET REPRÉSENTANTS DU MILIEU DE LA RECHERCHE S'INTÉRESSANT AU SUJET AINSI QUE DES MEMBRES DE L'APPAREIL GOUVERNEMENTAL ENGAGÉS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION EN VIOLENCE CONJUGALE, PARTICIPER À DES ÉCHANGES À L'ÉCHELLE NATIONALE; ÊTRE DAVANTAGE INFORMÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS GOUVERNEMENTAUX EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE.	M <sup>E</sup> NATHALIE LEGAULT M <sup>E</sup> AUDREY MERCIER-TURGEON	2
COMITÉ OPÉRATIONNEL EN MATIÈRE D'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS SUR INTERNET	ÉCHANGER SUR LES PRATIQUES ET SUR LES TENDANCES EN ÉMERGENCE ET SE CONCERTEUR QUANT À LA RÉPONSE À APPORTER.	M <sup>E</sup> JOANNY ST-PIERRE	2
GROUPE DE TRAVAIL SUR LE RENFORCEMENT DE LA RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES DANS LA PRÉVENTION DE LA PORNOGRAPHIE JUVÉNILE EN LIGNE	FAIRE DES RECOMMANDATIONS EN LIEN AVEC LE COMPORTEMENT DES COMPAGNIES WEB EN REGARD DES IMAGES DE PORNOGRAPHIE JUVÉNILE ET D'IMAGES INTIMES DONT LA DIFFUSION EST NON CONSENSUELLE.	M <sup>E</sup> JOANNY ST-PIERRE	8

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ OPÉRATIONNEL – BRACELETS ANTI-RAPPROCHEMENT	DISCUSSIONS SUR LES ENJEUX OPÉRATIONNELS ENTRE LES DIVERS PARTENAIRES TOUCHANT LES ENJEUX VISANT LA MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS DE BRACELETS ANTI-RAPPROCHEMENT DANS LE CADRE D'UN PROJET PILOTE.		5
SOUS-COMITÉ – BRACELETS ANTI-RAPPROCHEMENT	ANALYSE DE PROBLÉMATIQUES ET DE SOLUTIONS LÉGALES À ADOPTER POUR S'ASSURER DU DÉPLOIEMENT OPÉRATIONNEL DES BRACELETS ANTI-RAPPROCHEMENT (RÉDACTIONS DE CONDITIONS, ENJEUX DE DIVULGATION DE LA PREUVE, ETC.).	M <sup>E</sup> MAXIME LAROCHE	1
COMITÉ TECHNIQUE - BRACELET ANTIRAPPROCHEMENT	CRÉER UNE PRATIQUE POLICIÈRE SUR LES BRACELETS ANTIRAPPROCHEMENT EN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE.	M <sup>E</sup> ANTHONY COTNOIR (DEPUIS FÉVRIER 2022) M <sup>E</sup> ANDREJ SKOKO M <sup>E</sup> AUDREY MERCIER-T. (JUSQU'EN JANVIER 2022)	1
TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLES ET CONJUGALE DE LA MRC DE LA VALLÉE-DE-L'OR	FAVORISER LE PARTENARIAT, LA COOPÉRATION ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES VISANT À CONTRER ET PRÉVENIR LA VIOLENCE SEXUELLE ET CONJUGALE DANS LA MRC DE LA VALLÉE-DE-L'OR.	M <sup>E</sup> VÉRONIC PICARD M <sup>E</sup> ANDRÉE-ANNE GAGNON (JUSQU'AU 1 <sup>ER</sup> NOVEMBRE 2021) M <sup>E</sup> CATHERINE CHABOT (DEPUIS LE 2 NOVEMBRE 2021)	1
TABLE LOCALE DE CONCERTATION CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE ET LES AGRESSIONS SEXUELLES DE LA MRC ABITIBI	FAVORISER LE PARTENARIAT, LA COOPÉRATION ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES DANS UNE DÉMARCHÉ GLOBALE D'ANALYSE ET D'ACTION VISANT L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET LES AGRESSIONS SEXUELLES AINSI QU'EN ASSURANT LA PROTECTION DES FEMMES, DES ENFANTS ET DES AUTRES VICTIMES TOUT EN RESPONSABILISANT LES AGRESSEURS.	M <sup>E</sup> GENEVIÈVE LAMONTAGNE M <sup>E</sup> ARIANE DUVAL (DEPUIS LE 11 JANVIER 2022)	4
TABLE DE CONCERTATION EN VIOLENCE CONJUGALE ET AGRESSION À CARACTÈRE SEXUEL DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	FAVORISER LE PARTENARIAT, LA COOPÉRATION ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES DANS UNE DÉMARCHÉ GLOBALE D'ANALYSE ET D'ACTION VISANT L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET LES AGRESSIONS SEXUELLES AINSI QU'EN ASSURANT LA PROTECTION DES FEMMES, DES ENFANTS ET DES AUTRES VICTIMES.	M <sup>E</sup> VÉRONIC PICARD	3
PRÉVENTION DES HOMICIDES INTRAFAMILIAUX (PHARE) – VALLEYFIELD	PRÉVENTION DES HOMICIDES INTRAFAMILIAUX PAR DES ACTIONS RAPIDES ET ENGAGÉES, PASSANT PAR LA CRÉATION DE CELLULES DE CRISE POUR GÉRER DES SITUATIONS URGENTES. PARTICIPATION DES INTERVENANTS TERRAIN À DES FORMATIONS.	M <sup>E</sup> MARIE-ÈVE CÔTÉ	4 (CELLULES DE CRISE)
PRÉVENTION DES HOMICIDES INTRAFAMILIAUX (CASCADE) – GATINEAU	PRÉVENTION DES HOMICIDES INTRAFAMILIAUX PAR DES ACTIONS RAPIDES ET ENGAGÉES, PASSANT PAR LA CRÉATION DE CELLULES DE CRISE POUR GÉRER DES SITUATIONS URGENTES. PARTICIPATION DES INTERVENANTS TERRAIN À DES FORMATIONS.	M <sup>E</sup> MARIE-HÉLÈNE MAGNAN M <sup>E</sup> SARAH-AMÉLIE PERRY-FOURNIER	4

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ INTERSECTORIEL – DÉCÈS PAR ACTE CRIMINEL	LE COMITÉ VISE À FAVORISER LES ÉCHANGES D'EXPERTISE ET DÉVELOPPER DES PRATIQUES CONCERTÉES AFIN D'OFFRIR AUX PROCHES ENDEUILLÉS DES SERVICES RÉPONDANT MIEUX À LEURS BESOINS DÉCOULANT DE L'ACTE CRIMINEL COMMIS.	M <sup>E</sup> ANNE-ANDRÉE CHARETTE	2
COMITÉ DES CENTRES DÉSIGNÉS DE MONTRÉAL QUANT AU FORMULAIRE DE CONSENTEMENT DE LA TROUSSE MÉDICO-LÉGALE (DPCP, SPVM, SQ, MJQ, LSJLM)	ÉLABORATION D'UN NOUVEAU FORMULAIRE DE TROUSSE ET D'UN NOUVEAU GUIDE D'INTERVENTION MÉDICOSOCIAL.	M <sup>E</sup> ELIANE BEAULIEU	7
COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'AIDE-MÉMOIRE SUR L'ENGAGEMENT DE NE PAS TROUBLER L'ORDRE PUBLIC	PRODUIRE UN AIDE-MÉMOIRE À L'INTENTION DES SERVICES POLICIERS CONCERNANT L'ENGAGEMENT DE NE PAS TROUBLER L'ORDRE PUBLIC PRÉVU À L'ARTICLE 810 DU CODE CRIMINEL ET S'ASSURER QUE LES VICTIMES ONT ACCÈS À DE L'INFORMATION JUSTE ET FIABLE QUANT AUX LIMITES DE CE RECOURS.	M <sup>E</sup> MAYA DUCASSE-HATHI M <sup>E</sup> AUDREY MERCIER-T.	3
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE PROCESSUS DE TRANSMISSION DES ORDONNANCES AUX VICTIMES D'INFRACTIONS CRIMINELLES	DÉTERMINER LES ENJEUX ET LES RECOMMANDATIONS AFIN D'UNIFORMISER LE PROCESSUS DE TRANSMISSION DES ORDONNANCES AUX PERSONNES VICTIMES EN TEMPS OPPORTUN.	M <sup>E</sup> MAYA DUCASSE-HATHI	3
TABLE D'ÉCHANGE ET DE PERFECTIONNEMENT EN LÉGISLATION	EFFECTUER DES ÉCHANGES SUR DIVERS SUJETS TOUCHANT LA LÉGISLATION.	M <sup>E</sup> JULIE NADEAU	3
COMITÉ PERMANENT CONJOINT DE LIAISON ENTRE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC ET LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	S'ASSURER QUE LES DOSSIERS SOULEVANT DES QUESTIONS JURIDIQUES D'INTÉRÊT COMMUN REÇOIVENT UN TRAITEMENT APPROPRIÉ.	M <sup>E</sup> NICOLAS ABRAN M <sup>E</sup> BENOIT LAUZON	AUCUNE RENCONTRE MAIS COMITÉ TOUJOURS ACTIF
COMITÉ DIRECTEUR SUR LES MÉGAPROCÈS	CE COMITÉ ASSURE LE SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT BOUCHARD.	M <sup>E</sup> BETTY LAURENT M <sup>E</sup> PAUL J. MERCIER M <sup>E</sup> MARLÈNE ARCHER M <sup>E</sup> MICHEL GREENE M <sup>E</sup> NICOLAS POULIN M <sup>E</sup> DANNY LEMIEUX M <sup>E</sup> MAXIME LACOURSIÈRE M <sup>E</sup> CLAUDE GIRARD	AUCUNE RENCONTRE MAIS COMITÉ TOUJOURS ACTIF
COMITÉS SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CRIMINELLE POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL (2014 JUSQU'À MAINTENANT)	SON BUT EST DE MINIMISER LES PROBLÉMATIQUES DE LOGISTIQUE ENTOURANT LES NOMBREUSES PROCÉDURES JUDICIAIRES SE DÉROULANT AU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	M <sup>E</sup> MARTIN CHALIFOUR M <sup>E</sup> MARLÈNE ARCHER M <sup>E</sup> ISABELLE LAFRENIÈRE	4
COMITÉ DE LIAISON - COUR SUPÉRIEURE, CHAMBRE CRIMINELLE – DIVISION DE MONTRÉAL	OUVRIR UN DIALOGUE ENTRE LES DIVERS PARTENAIRES EN CIBLANT LES ENJEUX MAJEURS LIÉS AU CHEMINEMENT DES DOSSIERS À LA COUR SUPÉRIEURE ET À L'APPLICATION DES RÈGLES DE PRATIQUE. TROUVER DES PISTES DE SOLUTION PRATIQUES.	M <sup>E</sup> ANNE-ANDRÉE CHARETTE	1
COMITÉ STRATÉGIQUE PROVINCIAL – DÉLINQUANTS À HAUT RISQUE (DHR)	ÉCHANGE SUR LES PRATIQUES POLICIÈRES EN MATIÈRE DE DHR.	M <sup>E</sup> RACHELLE PITRE M <sup>E</sup> MÉLANIE HADDAD	AUCUNE RENCONTRE MAIS COMITÉ TOUJOURS ACTIF

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
PROJET DE PLATEFORME DE NOTIFICATION PUBLIQUE DE DÉLINQUANTS SEXUELS ET À HAUT RISQUE	METTRE SUR PIED UNE PLATEFORME D'INFORMATION PUBLIQUE, AYANT POUR OBJECTIF D'INFORMER LES CITOYENS DE LA PRÉSENCE DANS LA COLLECTIVITÉ DE DÉLINQUANTS SEXUELS JUGÉS À HAUT RISQUE DE RÉCIDIVE. CETTE INITIATIVE DÉCOULE D'UN ENGAGEMENT DU GOUVERNEMENT ET VISAIT EN PREMIER LIEU À ÉVALUER LA POSSIBILITÉ DE CRÉER UN REGISTRE PUBLIC DE DÉLINQUANTS SEXUELS.	M <sup>E</sup> JOANNY ST-PIERRE M <sup>E</sup> MAGALIE PROVOST	1
COMITÉ DE LIAISON COUR DU QC CHAMBRE CRIMINELLE - ST-JÉRÔME	ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES À ADOPTER POUR LE DISTRICT DE TERREBONNE.	M <sup>E</sup> NATHALIE THIBERT M <sup>E</sup> MAXIME LACOURSIÈRE M <sup>E</sup> JEAN PASCAL BOUCHER	1
TABLE DES COORDONNATEURS PROVINCIAUX EN MATIÈRE D'ENLÈVEMENT PARENTAL INTERNATIONAL	AMÉLIORATION DES PRATIQUES ENTRE PARTENAIRES.	M <sup>E</sup> JÉRÔME LAFLAMME	SUSPENDU JUSQU'À NOUVEL ORDRE
SOUS-COMITÉ DE L'ACCÈS AUX DÉTENUS DU BARREAU	OPTIMISER LA COLLABORATION ENTRE LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES EN VUE D'UNE BONNE MARCHÉ DES OPÉRATIONS DANS LE DISTRICT DE MONTRÉAL.	M <sup>E</sup> DOMINIQUE POTVIN	AUCUNE RENCONTRE MAIS COMITÉ TOUJOURS ACTIF
COMITÉ DE LIAISON DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL (SPVM)	OPTIMISER LA COLLABORATION ENTRE LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES EN VUE D'UNE BONNE MARCHÉ DES OPÉRATIONS DANS LE DISTRICT DE MONTRÉAL.	M <sup>E</sup> MARTIN CHALIFOUR M <sup>E</sup> DOMINIQUE POTVIN M <sup>ME</sup> HÉLÈNE DUPUIS	1
COMITÉ DES CHARGÉS D'ENQUÊTES DU DISTRICT DE TERREBONNE (C.O.R.E.)	LIEU D'ÉCHANGES ET DE COORDINATION AVEC LES DIFFÉRENTS RESPONSABLES D'ENQUÊTES.	M <sup>E</sup> NATHALIE THIBERT M <sup>E</sup> MAXIME LACOURSIÈRE M <sup>E</sup> JEAN PASCAL BOUCHER	1
COMITÉ OREC-UPAC ET DPCP	LE COMITÉ A POUR BUT LA COORDINATION, LA PLANIFICATION, LA COMPRÉHENSION, LA DIFFUSION ET L'UNIFORMISATION DES CONSEILS JURIDIQUES REQUIS PAR L'UPAC EN COURS D'ENQUÊTES ET DE PROCÈS, DONT LA RESPONSABILITÉ RELÈVE DU BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES.	M <sup>E</sup> PATRICE PELTIER-RIVEST	1
COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE SUR LES PROTOCOLES LAVALLÉE (SQ-SPVM-SPVQ)	Étudier la problématique juridique, opérationnelle et technologique des protocoles Lavallée, réfléchir à des modèles novateurs respectant la jurisprudence et les limitations technologiques, créer les outils pour appuyer la mise en place de ces modèles (ex. : instruction, arbre décisionnel, gabarit de rédaction) et recommander des stratégies visant le respect des orientations juridiques tout en minimisant l'impact sur les ressources des divisions technologiques.	M <sup>E</sup> JULIEN BEAUCHAMP-LALIBERTÉ M <sup>E</sup> PATRICE PELTIER-RIVEST M <sup>E</sup> ÉRIC LESTAGE M <sup>E</sup> VINCENT BOUTET-LEHOULLIER M <sup>E</sup> MAXIME FOURNIER M <sup>E</sup> CLAUDE GIRARD M <sup>E</sup> ROBERT BENOIT M <sup>E</sup> SÉBASTIEN BERGERON-GUYARD	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ DE RÉVISION DE LA PRATIQUE POLICIÈRE SUR L'ANALYSE D'ADN	PROCÉDER À LA RÉVISION DE LA PRATIQUE POLICIÈRE EN MATIÈRE D'ANALYSE D'ADN PRODUITE PAR LE MSP EN APPLICATION DU <i>CODE CRIMINEL</i> .	M <sup>E</sup> MAGALIE PROVOST	5
COMITÉ DE RÉVISION DES PRATIQUES POLICIÈRES	PROCÉDER À LA RÉVISION CONTINUE DES PRATIQUES POLICIÈRES CONTENUES DANS LE <i>GUIDE SUR LES PRATIQUES POLICIÈRES</i> PRODUIT PAR LE MSP EN APPLICATION DE LA LOI SUR LA POLICE.	M <sup>E</sup> JACQUES BLAIS M <sup>E</sup> JULIE NADEAU M <sup>E</sup> MAYA DUCASSE-HATHI (À TITRE D'INVITÉE)	4
GROUPE DE TRAVAIL SUR LE GUIDE DES MEILLEURES PRATIQUES EN DROIT CRIMINEL (BARREAU DU QUÉBEC)	ÉLABORER UN GUIDE AFIN D'IDENTIFIER LES MEILLEURES PRATIQUES À ADOPTER.	M <sup>E</sup> ANNOUCK BALZER M <sup>E</sup> ANDREJ SKOKO M <sup>E</sup> ALEXANDRE GAUTHIER	2
RÉSEAU EN ÉDUCATION JURIDIQUE DU QUÉBEC (REJQ)	LE RÉSEAU EST UNE COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE EN ÉDUCATION JURIDIQUE. SES MEMBRES S'ENGAGENT SUR UNE BASE VOLONTAIRE ET À LONG TERME À METTRE EN COMMUN LEURS EXPERTISES. LE RÉSEAU FACILITE : LE PARTAGE, LE DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES, LA DIFFUSION DES BONNES PRATIQUES, LA COLLABORATION ENTRE LES MEMBRES POUR CONCEVOIR DE NOUVEAUX OUTILS ÉDUCATIFS, LA COORDINATION DES MEMBRES POUR DIFFUSER CES OUTILS AUPRÈS DE PUBLICS DIVERSIFIÉS.	M <sup>E</sup> ANNOUCK BALZER M <sup>E</sup> LOUIS-DAVID BÉNARD M. RAPHAËL THÉRIAULT M. LUC FOURNIER	4
COMITÉ DE LIAISON DU BARREAU DE MONTRÉAL AVEC LA COUR D'APPEL	CE COMITÉ A POUR MANDAT DE FAIRE LE LIEN ENTRE LA COUR D'APPEL ET LE BARREAU DE MONTRÉAL ET DE SE PENCHER SUR TOUTES LES QUESTIONS RELATIVES À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE. LE COMITÉ INCLUT LA PARTICIPATION DE JUGES DE LA COUR D'APPEL, DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL, DU DPCP ET SPPC, PG QUÉBEC ET CANADA, AIDE JURIDIQUE CIVILE ET CRIMINELLE, AADM, AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE.	M <sup>E</sup> CHRISTIAN JARRY	3
COMITÉ DE LIAISON DU BARREAU DU QUÉBEC – COURS MUNICIPALES	IDENTIFIER LES PROBLÈMES DES COURS MUNICIPALES ET APPORTER DES SOLUTIONS DANS L'OBJECTIF D'OFFRIR UN SERVICE DE QUALITÉ AUX CITOYENS.	M <sup>E</sup> AMÉLIE SAVARD (DEPUIS NOVEMBRE 2021)	2
SOUS-COMITÉ SUR LA DIVULGATION DE LA PREUVE - COMITÉ SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CRIMINELLE	SON MANDAT CONSISTE À IDENTIFIER, DÉBATTRE ET À TENTER DE RÉSOUDRE LES DIFFICULTÉS AUXQUELLES SONT SOUVENT CONFRONTÉS LES NOMBREUX INTERVENANTS DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CRIMINELLE DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL.	M <sup>E</sup> ÉRIC DE CHAMPLAIN M <sup>E</sup> ISABELLE LAFRENIÈRE	AUCUNE RENCONTRE MAIS COMITÉ TOUJOURS ACTIF
COMITÉ DE LIAISON COUR DU QUÉBEC – BARREAU D'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	CE COMITÉ A POUR MANDAT D'ÉCHANGER SUR TOUTES LES QUESTIONS RELATIVES À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN MATIÈRE CRIMINELLE, CIVILE ET PROTECTION DE LA JEUNESSE. LE COMITÉ INCLUT LA PARTICIPATION DE JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, MJQ, DPCP, MSP, BARREAU D'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, CCJAT, DPJ, AQAAD ET CISSSAT.	M <sup>E</sup> VÉRONIC PICARD M <sup>E</sup> GENEVIÈVE LAMONTAGNE	2
COMITÉ SUR LA RÉMUNÉRATION DES EXPERTS	LE MANDAT CONSISTE À METTRE À JOUR LA SITUATION CONCERNANT LA RÉMUNÉRATION DES EXPERTS ENGAGÉS AU DPCP À TITRE DE TÉMOINS/CONSEILLERS. LES TRAVAUX DU COMITÉ PORTENT ÉGALEMENT SUR LA RÉVISION DES CLAUSES CONTRACTUELLES, SUR LA CRÉATION D'UN RÉPERTOIRE D'EXPERTS ET D'UNE PLATE-FORME POUR DIFFUSION ET PARTAGE D'INFORMATIONS SUR LES TÉMOIGNAGES D'EXPERTS AFIN QUE CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX ET SPÉCIALISÉS TRAVAILLE DE MANIÈRE COORDONNÉE.	M <sup>E</sup> MARTIN CHALIFOUR, M <sup>E</sup> RACHELLE PITRE M <sup>E</sup> ANNE-ANDRÉE CHARETTE M <sup>E</sup> NADINE DUBOIS M <sup>E</sup> SYLVIE VILLENEUVE M <sup>ME</sup> CHANTALE BILODEAU	AUCUNE RENCONTRE MAIS COMITÉ TOUJOURS ACTIF

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ STRATÉGIQUE SUR L'UTILISATION DES CAMÉRAS PORTATIVES PAR LES POLICIERS	<p>IDENTIFIER LES ATTENTES CITOYENNES EN REGARD DE L'UTILISATION DE LA CAMÉRA PORTATIVE PAR LES POLICIERS.</p> <p>RÉEXAMINER, EN TENANT COMPTE DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION, LES ENJEUX QUI ONT ÉTÉ IDENTIFIÉS EN 2019 DANS LE CADRE DU COMITÉ DE TRAVAIL, AU PLAN TECHNIQUE, JURIDIQUE, ORGANISATIONNEL ET FINANCIER DE L'UTILISATION DE LA CAMÉRA PORTATIVE.</p> <p>CONSTITUER DES GROUPES DE TRAVAIL (NOTAMMENT JURIDIQUE ET TECHNOLOGIQUE), DÉTERMINER LEURS MANDATS ET SUPERVISER CES GROUPES DE TRAVAIL.</p> <p>DÉTERMINER LES SITUATIONS OÙ L'UTILISATION DE LA CAMÉRA PORTATIVE PAR LES POLICIERS PERMETTRAIT DE RÉPONDRE AUX ATTENTES CITOYENNES ET AUX OBJECTIFS VISÉS, DANS UNE PERSPECTIVE DE GESTION DES RISQUES.</p> <p>DÉTERMINER LES BALISES D'UTILISATION DE LA CAMÉRA PORTATIVE PAR LES POLICIERS.</p> <p>RÉALISER UNE COORDINATION STRATÉGIQUE D'UN PROJET PILOTE AVEC LA SÛRETÉ DU QUÉBEC.</p> <p>ANALYSER LES CONSTATS DÉGAGÉS DES DIFFÉRENTS GROUPES DE TRAVAIL, DU GROUPE D'ACTION POUR LUTTER CONTRE LE RACISME, DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LA RÉALITÉ POLICIÈRE AINSI QUE DU PROJET PILOTE.</p> <p>DÉTERMINER LES PISTES DE SOLUTIONS AFIN DE MUNIR DES POLICIERS, SELON LES MODALITÉS DÉFINIES, LE CAS ÉCHÉANT, DE CAMÉRAS PORTATIVES.</p>	M <sup>E</sup> VINCENT MARTINBEAULT M <sup>E</sup> JOSÉE LEMIEUX	3
GROUPE DE TRAVAIL OPÉRATIONNEL / TECHNOLOGIE - CAMÉRAS PORTATIVES	<p>PRODUIRE UN RAPPORT DESTINÉ AUX AUTORITÉS DU MSP AFIN DE LES GUIDER DANS LA DÉCISION D'IMPLANTER OU NON DES CAMÉRAS PORTATIVES POUR LES POLICIERS DU QUÉBEC. LE RAPPORT DOIT FAIRE ÉTAT DES ENJEUX AUTANT JURIDIQUES QUE TECHNOLOGIQUES TOUT EN SUGGÉRANT LES MEILLEURES PRATIQUES EN LA MATIÈRE.</p>	M <sup>E</sup> ANTHONY COTNOIR (DEPUIS FÉVRIER 2022) M. DOMINIC SAINDON M <sup>E</sup> AUDREY MERCIER- TURGEON M <sup>E</sup> NICOLAS ABRAN M <sup>E</sup> JACQUES BLAIS	14
COMITÉ CAMÉRAS PORTATIVES	<p>PROJET PILOTE DE LA SQ À RIMOUSKI VISANT LE PORT DE CAMÉRAS PORTATIVES DU 26 AVRIL 2021 AU 25 OCTOBRE 2021.</p>	M <sup>E</sup> KATHY BERGERON	3

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RELATIF AUX ENTRÉES PAR EFFRACTION SUR LES FERMES ET DANS LES ÉTABLISSEMENTS BIOALIMENTAIRES	<ul style="list-style-type: none"> <li>ÉVALUER LES MEILLEURES PISTES DE SOLUTIONS LÉGISLATIVES ET NON LÉGISLATIVES À METTRE EN PLACE AFIN DE PRÉVENIR OU CONTRER LES INTRODUCTIONS PAR EFFRACTION ET MÉFAITS AINSI QUE LES IMPACTS QUI PEUVENT EN DÉCOULER DANS LES ÉTABLISSEMENTS BIOALIMENTAIRES DU QUÉBEC, PLUS PARTICULIÈREMENT EN PRÉSENCE D'ANIMAUX D'ÉLEVAGE;</li> <li>SOUTENIR LES ACTIONS DES ACTEURS IMPLIQUÉS DANS LES DOSSIERS D'INTRODUCTION PAR EFFRACTION ET MÉFAITS OU AUTRES ACTIVITÉS ILLÉGALES D'ACTIVISME, DONT LES PROCUREURS ET LES CORPS POLICIERS ;</li> <li>CONTRIBUER AUX DIFFÉRENTES INITIATIVES EN COURS POUR CONTRER LES ACTIVITÉS ILLÉGALES D'ACTIVISME ET SOUTENIR LES ACTEURS VISÉS PAR CES ACTIVITÉS, EN FONCTION DES MANDATS RESPECTIFS.</li> </ul>	M <sup>E</sup> CATHERINE DUMAIS	1
COMITÉ EN MATIÈRE D'INFRACTIONS CRIMINELLES ROUTIÈRES (CIRC)	DISCUTER ET APPORTER DES SOLUTIONS QUANT À LA PROBLÉMATIQUE RELIÉE À LA CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE. COLLABORER À LA RÉDACTION DE POLITIQUES ET DIRECTIVES EN LA MATIÈRE.	M <sup>E</sup> JACQUES BLAIS M <sup>E</sup> LINA THÉRIAULT M <sup>E</sup> GABRIEL BERVIN M <sup>E</sup> SÉBASTIEN BERGERON-GUYARD M <sup>E</sup> VÉRONIC PICARD M <sup>E</sup> FRANÇOIS SANTERRE M <sup>E</sup> PIERRE-OLIVIER GAGNON, M <sup>E</sup> PASCALE TREMBLAY M <sup>E</sup> MAXIME LAROCHE M <sup>E</sup> ÉRIC L. MORIN M <sup>E</sup> CAROLINE FONTAINE M <sup>E</sup> LUC CYR M <sup>E</sup> HIPPOLITE BRIN M <sup>E</sup> NATHALIE LEROUX M <sup>E</sup> CAROLINE DULONG	1 CONSULTATION ET 25 COMMUNICATION PAR COURRIEL
COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE	FAVORISER LA CONCERTATION ET AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES MESURES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE.	M <sup>E</sup> JACQUES BLAIS	3
SOUS-COMITÉ EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE PAR LA DROGUE (RELÈVE DU COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE)	DÉTERMINER LES ACTIONS NÉCESSAIRES POUR METTRE EN ŒUVRE LE PROGRAMME DE DÉTECTION DE LA CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE PAR L'EFFET D'UNE DROGUE.	M <sup>E</sup> JACQUES BLAIS	2
SOUS-COMITÉ SUR LA LIMITATION DES APPAREILS D'ANALYSE D'ALCOOL (RELÈVE DU COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE)	DÉTERMINER LES MODIFICATIONS REQUISES À LA RÉGLEMENTATION CONCERNANT LES APPAREILS DE DÉTECTION D'ALCOOL.	M <sup>E</sup> JACQUES BLAIS	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ TECHNIQUE (RELÈVE DU COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE)	COMITÉ TRAITANT TOUTES LES QUESTIONS TECHNIQUES, PRATIQUES OU LÉGALES AFIN D'ÉCLAIRER LE COMITÉ POUR PRENDRE UNE DÉCISION.	M <sup>E</sup> JACQUES BLAIS	5
COMITÉ TACTIQUE AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS-REVENU QUÉBEC-SÛRETÉ DU QUÉBEC	ASSURER LA COORDINATION DES OPÉRATIONS POLICIÈRES EN MATIÈRE DE FRAUDE FISCALE EN PARTENARIAT AVEC REVENU QUÉBEC ET L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS.	M <sup>E</sup> PAUL J. MERCIER	AUCUNE RENCONTRE MAIS COMITÉ TOUJOURS ACTIF
COMITÉ DE TRAVAIL MIXTE PUBLIC-PRIVÉ – UNITÉ SPÉCIALISÉE CYBERCRIMINALITÉ ET CRIMES ÉCONOMIQUES	CONFORMÉMENT À LA RECOMMANDATION #27 DU RAPPORT FINAL DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LA RÉALITÉ POLICIÈRE, LE MANDAT DU COMITÉ EST DE DÉFINIR LE FONCTIONNEMENT, LA STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DE MÊME QUE LES RÔLES ET LES RESPONSABILITÉS DE CHACUN DES INTERVENANTS MIS À CONTRIBUTION DANS L'UNITÉ SPÉCIALISÉE (FORMÉ EN 2021).	M <sup>E</sup> CLAUDE GIRARD M <sup>E</sup> MAXIME FOURNIER	1
SOUS-COMITÉ JURIDIQUE - COMITÉ DE TRAVAIL MIXTE PUBLIC-PRIVÉ – UNITÉ SPÉCIALISÉE CYBERCRIMINALITÉ ET CRIMES ÉCONOMIQUES	SOUS-COMITÉ CHARGÉ D'ÉTUDE LES QUESTIONS LÉGALES DU COMITÉ DE TRAVAIL MIXTE PUBLIC-PRIVÉ – UNITÉ SPÉCIALISÉE CYBERCRIMINALITÉ ET CRIMES ÉCONOMIQUES.	M <sup>E</sup> MAXIME FOURNIER	2
COMITÉ DIRECTEUR DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS	ASSURER LA COORDINATION DES OPÉRATIONS ET DÉTERMINER L'ORIENTATION DES DOSSIERS EN MATIÈRE DE CRIMES COMMIS SUR LES MARCHÉS FINANCIERS. CE COMITÉ SERT SURTOUT À FAIRE UN SUIVI SUR LES DOSSIERS EN COURS ET CEUX À VENIR.	M <sup>E</sup> PAUL J. MERCIER	2
COMITÉ DIRECTEUR ACCES CONSTRUCTION	CONTRIBUER, PAR DES ACTIONS CONCERTÉES, À ACCROÎTRE LA CONFORMITÉ DES ENTREPRENEURS, DES EMPLOYEURS ET DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR DE LA CONSTRUCTION À L'ÉGARD DES DIVERSES OBLIGATIONS LÉGALES AUXQUELLES ILS SONT ASSUJETTIS.	M <sup>E</sup> KAREN BÉDARD M <sup>E</sup> MARIE-PIER CHAMPAGNE	3
COMITÉ DES COORDONNATEURS ACCES ALCOOL	DÉTERMINER LES MEILLEURES PRATIQUES EN TERMES D'INSPECTION ET DÉFINIR LE CADRE DES POURSUITES QUI SERONT SOUMISES RELATIVEMENT AUX LOIS EN MATIÈRE DE BOISSONS ALCOOLIQUES.	M <sup>E</sup> ÉTIENNE PROTEAU	1
COMITÉ TACTIQUE ACCES ALCOOL	COORDONNER L'IMPLICATION DES DIFFÉRENTS PARTENAIRES SUR LES MESURES PERMETTANT D'ASSURER L'EFFICACITÉ DU PROGRAMME VISANT À CONTRER L'ÉCONOMIE SOUTERRAINE.	M <sup>E</sup> ÉTIENNE PROTEAU	2
COMITÉ TACTIQUE ACCES TABAC	LUTTE À LA CONTREBANDE DE TABAC, ÉTABLIR LES MEILLEURES PRATIQUES ENTRE LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES. SUPERVISÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, CE COMITÉ SIÈGE DEUX FOIS PAR ANNÉE ET IL EST COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS D'ORGANISMES PUBLICS ŒUVRANT À LA LUTTE À LA CONTREBANDE DE TABAC. IL PERMET D'ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES ET DE CIBLER DES PHÉNOMÈNES ÉMERGENTS.	M <sup>E</sup> PAUL J. MERCIER	2
COMITÉ ACCES CANNABIS	RECHERCHER DES SOLUTIONS PERMETTANT DE RENDRE MOINS ACCESSIBLE LE CANNABIS ILLICITE.	M <sup>E</sup> KATHY BERGERON	1
COMITÉ DE PLANIFICATION ET DE SUIVI CONCERNANT LES CRIMES FINANCIERS À INCIDENCE FISCALE ACCEF	ASSURER LA RÉALISATION DES TRAVAUX APPROUVÉS PAR LE COMITÉ STRATÉGIQUE. IDENTIFIER LES GRANDS AXES D'INTERVENTION DES UNITÉS D'ENQUÊTE, S'ASSURER DE LEUR MISE EN ŒUVRE ET RENDRE DES COMPTES AU COMITÉ STRATÉGIQUE.	M <sup>E</sup> MICHEL GREENE M <sup>E</sup> SONIA PAQUET M <sup>E</sup> PAUL J. MERCIER M <sup>E</sup> CLAUDE GIRARD	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ D'EXPLOITATION ET D'INTÉGRATION DE PROJET (PHASE 3) EN MATIÈRE DE RADAR PHOTO	COORDONNER LES TRAVAUX DES DIFFÉRENTS COMITÉS DE LA PHASE 3 ET S'ASSURER DU RESPECT DES ÉCHÉANCIERS.	M <sup>E</sup> KATHY BERGERON	4
COMITÉ SUR LE TRANSFERT DE LA GESTION DES INFRACTIONS	ÉTUDE ET ANALYSE DE LA POSSIBILITÉ DE TRANSFÉRER LES DOSSIERS RADARS PHOTO À LA VILLE DE QUÉBEC	M <sup>E</sup> KATHY BERGERON	4
COMITÉ SUR L'ACCÉLÉRATION DES AUDIENCES EN MATIÈRE PÉNALE	EXAMINER LA SITUATION ET TROUVER DES SOLUTIONS POUR ACCÉLÉRER LE TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE PÉNALE.	M <sup>E</sup> KAREN BÉDARD	COMITÉ SUSPENDU JUSQU'À NOUVEL ORDRE
SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL EN LIEN AVEC L'ARRÊT JORDAN – TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE PÉNALE	RÉVISER DIFFÉRENTS PROCESSUS ET PROPOSER DES SOLUTIONS POUR ACCÉLÉRER LE TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE PÉNALE.	M <sup>E</sup> KAREN BÉDARD M <sup>E</sup> KATHY BERGERON	COMITÉ SUSPENDU JUSQU'À NOUVEL ORDRE
COMITÉ SUR LES TAUX D'ALCOOLÉMIE ET LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES	EXAMINER LES POSSIBILITÉS AFIN D'IMPLANTER DES SANCTIONS ADMINISTRATIVES POUR LES INFRACTIONS RELATIVES À LA CONDUITE AVEC FACULTÉS AFFAIBLIES.	M <sup>E</sup> KATHY BERGERON	SUSPENDU JUSQU'À NOUVEL ORDRE
TABLE D'ÉCHANGE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ NAUTIQUE	PERMETTRE DES DISCUSSIONS ENTRE LES PRINCIPAUX ORGANISMES MANDATÉS POUR L'APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION SUR LA NAVIGATION DE PLAISANCE. PERMETTRE ÉGALEMENT UN RAPPROCHEMENT ENTRE LES ORGANISMES RESPONSABLES DE LA MISE EN PLACE D'UNE RÉGLEMENTATION EFFICACE EN LA MATIÈRE.	M <sup>E</sup> ÉLISE CLAVET	AUCUNE RENCONTRE MAIS COMITÉ TOUJOURS ACTIF
COMITÉ INTERSECTORIEL SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS (LSJPA)	FAVORISER LA CONCERTATION DES INTERVENANTS EN MATIÈRE DE JUSTICE CRIMINELLE POUR LES MINEURS ET FAIRE LE SUIVI DE L'APPLICATION DE LA LSJPA AU NIVEAU PROVINCIAL.	M <sup>E</sup> SOPHIE LAMARRE	2
COMITÉ DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR L'INTIMIDATION	COMITÉ REGROUPANT PLUSIEURS MINISTÈRES AYANT PARTICIPÉ À LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION CONCERTÉ POUR PRÉVENIR ET CONTRER L'INTIMIDATION ET LA CYBERINTIMIDATION 2020-2025 ET QUI A POUR MANDAT D'EN ASSURER LE SUIVI.	M <sup>E</sup> SOPHIE LAMARRE	1
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE EN PLACE DE L'ACTION 5 DU PLAN D'ACTION CONCERTÉ POUR PRÉVENIR ET CONTRER L'INTIMIDATION ET LA CYBERINTIMIDATION 2020-2025 (PAC 2020-2025)	PRÉVENIR LES SITUATIONS DE DEMANDES RÉPÉTÉES ET DE PARTAGE NON CONSENSUEL D'IMAGES À CARACTÈRE SEXUEL OU INTIME CHEZ LES JEUNES DE 11 À 24 ANS ET INTERVENIR DE FAÇON ÉTHIQUE DANS CES SITUATIONS	M <sup>E</sup> JOANNY ST-PIERRE M <sup>E</sup> LOUIS-DAVID BÉNARD	1
TABLE PROVINCIALE DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE, LES JEUNES ET LE MILIEU SCOLAIRE (TPCVJMS)	CONSULTATIONS ET RÉFLEXIONS COMMUNES DE DIFFÉRENTS INTERVENANTS QUI ŒUVRENT AUPRÈS DES JEUNES POUR LE SUIVI DU PLAN D'ACTION CONCERTÉ DE LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION.	M <sup>E</sup> SOPHIE LAMARRE	6
SOUS-COMITÉ AMENDEMENTS TECHNIQUES ET DE FONDS – CCSO-YJ	LE SCML A POUR MANDAT DE SERVIR DE TRIBUNE POUR ASSURER UN SUIVI ET ÉTABLIR UN DIALOGUE PERMANENT EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS STRATÉGIQUES TECHNIQUES ET DE FOND RELATIVES À LA <i>LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS (LSJPA)</i> . LE SCML S'EFFORCERA DE CERNER ET, SI POSSIBLE, DE RÉSOUDRE LES QUESTIONS DE NATURE TECHNIQUE DE LA <i>LSJPA</i> AU MOYEN DE MODIFICATIONS LÉGISLATIVES. LE SCML SERA ÉGALEMENT CHARGÉ DE CERNER LES QUESTIONS POLITIQUES DE FOND EXISTANTES ET ÉMERGENTES RELATIVES À LA JUSTICE POUR LES JEUNES ET À LA <i>LSJPA</i> QUI POURRAIENT ÊTRE TRAITÉES PAR DES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES.	M <sup>E</sup> SOPHIE LAMARRE	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
SOUS-COMITÉ EN MATIÈRE AUTOCHTONE – CCSO-YJ	ÉTABLIR UNE STRATÉGIE DE JUSTICE AUTOCHTONE POUR LUTTER CONTRE LA SURREPRÉSENTATION DES AUTOCHTONES DANS LE SYSTÈME DE JUSTICE AU CANADA, EN COLLABORATION AVEC LES PROVINCES, LES TERRITOIRES ET LES PARTENAIRES AUTOCHTONES AU PAYS.	M <sup>E</sup> SOPHIE LAMARRE	2
TABLE DE CONCERTATION AUX AFFAIRES AUTOCHTONES – LA COUR D'ÉCOLE	S'ASSURER QUE LE PROJET LA COUR D'ÉCOLE SOIT ADAPTÉ AUX ENJEUX ET RÉALITÉS AUTOCHTONES, TANT SUR LES COMMUNAUTÉS QU'EN MILIEU URBAIN OÙ UNE FORTE PROPORTION DES ÉLÈVES SONT D'ASCENDANCE AUTOCHTONE.	M <sup>E</sup> NICOLAS GLENDENNING; M <sup>E</sup> MARIE-LAURENCE HÉBERT-TRUDEAU; M <sup>E</sup> AMÉLIE SAVARD	11
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION ET PÉRENNISATION DU PROJET SEXTO	NOUVEAU COMITÉ ASSUMANT LES ACTIVITÉS LIÉES À LA COORDINATION ET À L'ADMINISTRATION DE L'IMPLANTATION DE LA MÉTHODE SEXTO : DÉVELOPPEMENT, PROMOTION, COORDINATION, FORMATION.	M <sup>E</sup> MARC FORGUES M <sup>E</sup> SOPHIE LAMARRE	2
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	FAVORISER UNE MEILLEURE COLLABORATION ET CONCERTATION EN MATIÈRE DE SERVICES SOCIAUX, POLICIERS, CORRECTIONNELS ET JUDICIAIRES ET REFLÉTER LA VOLONTÉ, DE LA PART DES MILIEUX AUTOCHTONES, DE SE PRENDRE EN CHARGE.	M <sup>E</sup> VÉRONIC PICARD M <sup>E</sup> NICHOLAS PINEL (JUSQU'EN DÉCEMBRE 2021) M <sup>E</sup> NICOLAS GLENDENNING (DEPUIS JANVIER 2022)	2
COMITÉ AVISEUR – DIRECTION DES SERVICES PROFESSIONNELS CORRECTIONNELS DU NUNAVIK	ÉCHANGER SUR LES PROBLÉMATIQUES RENCONTRÉES ET APPORTER DES SUGGESTIONS ET DES RECOMMANDATIONS AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DES SERVICES OFFERTS PAR LES SERVICES CORRECTIONNELS EN MILIEU OUVERT AU NUNAVIK. LE COMITÉ EST FORMÉ DES INTERVENANTS SUIVANTS : DSCP, MSP, DPCP, MJQ, KRG, CCJAT, AQAAD, MAKIVIK ET NSP.	M <sup>E</sup> VÉRONIC PICARD M <sup>E</sup> GENEVIÈVE LAMONTAGNE	1
NATIVE ROUND TABLE	VISANT À RAPPROCHER ET HARMONISER LA COMMUNAUTÉ JUDICIAIRE AUTOCHTONE D'AKWESASNE DANS LE DISTRICT DE BEAUHARNOIS (VALLEYFIELD). LES SUJETS ABORDÉS CONCERNENT PRINCIPALEMENT DES SITUATIONS OU DES PROBLÉMATIQUES RENCONTRÉES PAR LA COMMUNAUTÉ EN LIEN AVEC LE SYSTÈME JUDICIAIRE.	M <sup>E</sup> PIERRE-OLIVIER GAGNON M <sup>E</sup> MARIÈVE RONDEAU-DESJARDINS M <sup>E</sup> CAMILLE TAILLEFER	3
CRIMINAL JUSTICE COMMITTEE	LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS S'ENTENDENT POUR DÉFINIR LEURS ENGAGEMENTS ET LES MÉCANISMES DE COORDINATION EN VUE D'ACCROÎTRE ET FACILITER LA COLLABORATION ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES OFFERTS AU SEIN DE LA RÉGION DE MANIWAKI DE MANIÈRE À RÉPONDRE LE PLUS ADÉQUATEMENT POSSIBLE AUX BESOINS DE LA CLIENTÈLE AUTOCHTONE.	M <sup>E</sup> PIERRE-OLIVIER GAGNON M <sup>E</sup> NEIL DEMMERLE-SHANTZ	4
TABLE D'ÉCHANGE EN DROIT AUTOCHTONE	SUSCITER LES ÉCHANGES EN MATIÈRE DE DROIT AUTOCHTONE.	M <sup>E</sup> CATHY FORTIN	1
COMITÉ DES COORDONNATEURS DU DOSSIER AUTOCHTONE/PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS	CE COMITÉ VISE À FAVORISER LA CONCERTATION INTERMINISTÉRIELLE DANS LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DES MESURES DU PLAN D'ACTION. IL TRAVAILLE À LA PRODUCTION DE LA REDDITION DE COMPTE ET DES BILANS ANNUELS.	M <sup>E</sup> NICHOLAS PINEL (JUSQU'EN DÉCEMBRE 2021) M <sup>E</sup> NICOLAS GLENDENNING (DEPUIS JANVIER 2022)	2
COMITÉ DE SOUS-MINISTRES ADJOINTS/PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS	CE COMITÉ ASSURE LA CONCERTATION À UN NIVEAU DÉCISIONNEL, L'APPLICATION DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES ET LA COHÉRENCE DES ACTIONS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL AUTOCHTONE.	M <sup>E</sup> ANNY BERNIER	AUCUNE RENCONTRE MAIS COMITÉ TOUJOURS ACTIF

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
TABLE CENTRALE D'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES EN MILIEU URBAIN POUR LES AUTOCHTONES (TABLE CENTRALE DE COORDINATION)	LA TABLE A POUR MANDAT D'APPUYER LES TABLES LOCALES, EN PLUS DE COORDONNER L'ENSEMBLE DES TRAVAUX, AFIN D'ASSURER LA COHÉRENCE ET LA COHÉSION DES DÉMARCHES EN COURS AU QUÉBEC, DE PERMETTRE LE TRANSFERT D'EXPERTISE ET D'ÉLABORER LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE PRESTATION DE SERVICES DANS LES VILLES POUR LES AUTOCHTONES.	M <sup>E</sup> NICHOLAS PINEL (JUSQU'EN DÉCEMBRE 2021) M <sup>E</sup> NICOLAS GLENDENNING (DEPUIS JANVIER 2022)	4
TABLE LOCALE D'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES EN MILIEU URBAIN POUR LES AUTOCHTONES DE VAL-D'OR	CRÉER DES LIENS DE COLLABORATION ET TRAVAILLER EN PARTENARIAT AFIN D'ASSURER LA COMPLÉMENTARITÉ ET LA CONTINUITÉ DES SERVICES ENTRE LES RÉSEAUX QUÉBÉCOIS ET LES PARTENAIRES RÉGIONAUX, DONT LES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES, DE MANIÈRE À ADAPTER L'OFFRE DE SERVICES DE CES RÉSEAUX ET S'ASSURER QU'ILS RÉPONDENT ADÉQUATEMENT AUX BESOINS DES AUTOCHTONES DANS LES VILLES. LA TABLE REGROUPE PLUSIEURS ORGANISMES DONT LE CISSS, LE CAA, LE RCAAQ, LE CAVAC, LE DPCP, LA SQ ET LE CALACS.	M <sup>E</sup> VÉRONIC PICARD	2
TABLE RONDE AUTOCHTONE – KAHNAWAKE (DISTRICT DE LONGUEUIL)	LA TABLE A POUR MANDAT DE FACILITER LA COMMUNICATION ENTRE L'ENSEMBLE DES PARTENAIRES VISÉS AFIN D'OPTIMISER LE TRAITEMENT DES DOSSIERS IMPLIQUANT DES VICTIMES ET/OU ACCUSÉS AUTOCHTONES.	M <sup>E</sup> DANNY LEMIEUX M <sup>E</sup> AMÉLIE ST-DENIS M <sup>E</sup> MARIE-AUDRAI JOSET M <sup>E</sup> MARIANNE BENOIT	AUCUNE RENCONTRE MAIS COMITÉ TOUJOURS ACTIF
TABLE DE CONCERTATION DE MANAWAN	LE MANDAT DE LA TABLE DE CONCERTATION CONSISTE À AMÉLIORER L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ DE MANAWAN AINSI QU'À FAVORISER L'ÉMERGENCE D'UNE JUSTICE MIEUX ADAPTÉE À LA CULTURE ET AUX ENJEUX DES ATIKAMEKW PAR LE PARTAGE DE L'INFORMATION ET LA COORDINATION DES ACTIONS. NOTAMMENT, LA TABLE DE CONCERTATION SERA APPELÉE À SE PENCHER SUR LES ENJEUX SOCIOJUDICIAIRES QUI TOUCHENT LES RÉSIDENTS DE MANAWAN ET À FAIRE DES RECOMMANDATIONS EN VUE DE SOLUTIONNER LES ENJEUX RENCONTRÉS.	M <sup>E</sup> YAN VACHON	1
GROUPE DE RÉFLEXION AUTOCHTONE CONCERNANT LE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL POUR ADULTES (AUTOCHTONES EN MILIEU URBAIN)	PROPOSER DES RECOMMANDATIONS EN VUE D'ÉLABORER UN PROCESSUS AFFÉRENT AU TRAITEMENT DES DOSSIERS DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL RÉPONDANT AUX BESOINS DES JUSTICIABLES AUTOCHTONES.	M <sup>E</sup> NICHOLAS PINEL (JUSQU'EN DÉCEMBRE 2021) M <sup>E</sup> JULIEN BEAUCHAMP-LALIBERTÉ (JUSQU'EN OCTOBRE 2021) M <sup>E</sup> NICOLAS GLENDENNING (DEPUIS JANVIER 2022)	2
COMITÉ CONSULTATIF- FORMATION JUSTICE ET PEUPLES AUTOCHTONES	PARTICIPER À LA PRÉPARATION DE FORMATION SUR LA JUSTICE ET LES PEUPLES AUTOCHTONES	M <sup>E</sup> NICOLAS GLENDENNING (DEPUIS 31 JANVIER 2022)	2
COMITÉ SPÉCIFIQUE - FORMATION DES CONGRÈS DES PEUPLES AUTOCHTONES (CPA) EN VIOLENCE SEXUELLE, VIOLENCE CONJUGALE ET VIOLENCE INTRAFAMILIALE,	FAIRE LE SUIVI DU DÉVELOPPEMENT ET DU DÉPLOIEMENT DE LA FORMATION DES CPA EN VS, VC ET VI AVEC L'ENPQ ET LE MSP SELON LE PLAN D'ACTIVITÉS PRÉVU.	M <sup>E</sup> NICOLAS GLENDENNING (DEPUIS 31 JANVIER 2022) M <sup>E</sup> VÉRONIQUE BRETON	15

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ DE COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRE NATION ET DES INUITS (PAGDSCPNI)	PARTAGER L'INFORMATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES DU PLAN D'ACTION ET ASSURER LE SUIVI GÉNÉRAL DE LA MISE EN ŒUVRE.	M <sup>E</sup> NICOLAS GLENDENNING (DEPUIS 31 JANVIER 2022)	6
<i>RESTORATIVE JUSTICE AND INDIGENOUS JUSTICE SUBCOMMITTEE MEETING</i>	PARTAGER LES CONNAISSANCES, LES EXPÉRIENCES, L'EXPERTISE ET D'ÉCHANGER SUR LE SUJET DES ENJEUX ET RÉALITÉS AUTOCHTONES AINSI QUE SUR LA JUSTICE RÉPARATRICE ET LA JUSTICE AUTOCHTONE.	M <sup>E</sup> NICOLAS GLENDENNING (DEPUIS 31 JANVIER 2022)	3
COMITÉ DE LIAISON AVEC LE BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES AUTOCHTONES (BAA)	LIAISON AVEC LE MJQ POUR FAIRE LE TOUR DES DOSSIERS AUTOCHTONES ET DES ENJEUX AFIN DE SE CONCERTER DANS L'ACTION.	M <sup>E</sup> NICOLAS GLENDENNING (DEPUIS 31 JANVIER 2022) M <sup>E</sup> AMÉLIE SAVARD	3
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA JUSTICE AU NUNAVIK	RÉPERTORIER ET ANALYSER LES PROBLÉMATIQUES RÉGIONALES EN LIEN AVEC L'ACCOMPAGNEMENT DES JUSTICIABLES AUTOCHTONES. ALIMENTER LA RÉFLEXION ET PROPOSER DES INITIATIVES VISANT À AMÉLIORER L'EFFICACITÉ, LA PERTINENCE ET LA SÉCURISATION CULTURELLE DES MESURES OU DES SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT, NOTAMMENT À L'ÉGARD DES FEMMES AUTOCHTONES. IDENTIFIER DES PROCESSUS POUR RENDRE DISPONIBLES OU ACCROÎTRE LES SERVICES D'ORDRE JURIDIQUE. LE GROUPE DE TRAVAIL REGROUPE DIVERS PARTENAIRES DONT LE MJQ, LE DPCP, LA CQ ET LA CSJ.	M <sup>E</sup> VÉRONIC PICARD M <sup>E</sup> NICOLAS GLENDENNING (DEPUIS JANVIER 2022)	4 (PLUS 2 RENCONTRES DES SOUS-GROUPES DE TRAVAIL)
SOUS-GROUPE DE TRAVAIL DPCP – SOCIÉTÉ MAKIVIK	FACILITER LA COMMUNICATION ENTRE LES PARTENAIRES AINSI QUE PROPOSER DES INITIATIVES VISANT L'AMÉLIORATION ET L'ADAPTABILITÉ DES SERVICES OFFERTS AUX JUSTICIABLES INUITS (DPCP, MAKIVIK, CAVAC, AQAAD).	M <sup>E</sup> VÉRONIC PICARD M <sup>E</sup> GENEVIÈVE LAMONTAGNE	4
GROUPE DE TRAVAIL QUÉBEC – COURS MUNICIPALES	L'OBJECTIF DE CE COMITÉ EST D'ASSURER LE PARTAGE DES INFORMATIONS ET DES MEILLEURES PRATIQUES ENTRE LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES AFIN QUE LE TRAITEMENT DES JUSTICIABLES SOIT UNIFORME DANS LA PROVINCE.	M <sup>E</sup> JOSÉE LEMIEUX M <sup>E</sup> AMÉLIE SAVARD	4
SOUS-COMITÉ SUR LA STANDARDISATION DES COURS MUNICIPALES	ÉTABLIR DES STANDARDS ET PROPOSER DES MODIFICATIONS POUR NORMALISER LES PRATIQUES ENTRE LES DIFFÉRENTS COURS MUNICIPALES.	M <sup>E</sup> MAXIME LAGANIÈRE	2
SOUS-COMITÉ DIRECTIVES – COURS MUNICIPALES	SOLUTIONNER LES DIFFÉRENTES PROBLÉMATIQUES/PRÉOCCUPATIONS QUANT À L'UNIFORMITÉ DE L'APPLICATION DES DIRECTIVES DU DPCP AUX COURS MUNICIPALES DE LA PROVINCE.	M <sup>E</sup> ANNY BERNIER M <sup>E</sup> YAN VACHON M <sup>E</sup> MARIÈVE RONDEAU-DESJARDINS M <sup>E</sup> JULIE NADEAU M <sup>E</sup> DOMINIQUE POTVIN M <sup>E</sup> NATHALIE THIBERT M <sup>E</sup> FRANÇOIS SÉNÉCHAL	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
GRUPE POUR LA GESTION DE LA FIN DE L'ENTENTE – COUR MUNICIPALE JOLIETTE	DISCUSSIONS AFIN DE GÉRER LA FERMETURE DE LA SECTION CRIMINELLE DE LA COUR MUNICIPALE DE JOLIETTE	M <sup>E</sup> GENEVIÈVE BLOUIN (DEPUIS AOÛT 2021) M <sup>E</sup> JOSÉE LEMIEUX M <sup>E</sup> MAXIME LAGANIÈRE	4
COMITÉ QUÉBÉCOIS DE COORDINATION DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC (PTTCQ)	COORDONNER LA MISE EN APPLICATION HARMONIEUSE DU PTTCQ AU QUÉBEC.	M <sup>E</sup> VÉRONIQUE BRETON (DEPUIS NOVEMBRE 2021) PUVIRNITUQ : M <sup>E</sup> VÉRONIC PICARD MONTRÉAL : M <sup>E</sup> CAROLINE DULONG	2
COMITÉ DIRECTEUR DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC (PTTCQ) - MONTRÉAL	DÉVELOPPER UNE OFFRE DE SERVICES ACCRUE ET STRUCTURÉE AUX CONTREVENANTS AUX PRISES AVEC UN PROBLÈME DE CONSOMMATION DE SUBSTANCES PSYCHOACTIVES QUI CONTRIBUE À DIMINUER LES RISQUES DE RÉCIDIVE CRIMINELLE.	M <sup>E</sup> CAROLINE DULONG M <sup>E</sup> ANOTION PARAPUF M <sup>E</sup> SYLVIE BARRETTE M <sup>E</sup> LAURENCE CHARBONNEAU-ÉMERY M <sup>E</sup> VÉRONIQUE BRETON (DEPUIS NOVEMBRE 2021)	4
COMITÉ DE TRAVAIL DU PTTCQ – MONTRÉAL	TRAVAILLER À REVOIR LE CADRE DE RÉFÉRENCE DU PTTCQ DANS UNE PERSPECTIVE D'ASSOUPLISSEMENT POUR FAVORISER LE RECOURS AU PROGRAMME DANS LE DISTRICT DE MONTRÉAL VU LA BAISSSE DU RECOURS AU PTTCQ.	M <sup>E</sup> VÉRONIQUE BRETON (DEPUIS NOVEMBRE 2021) M <sup>E</sup> CAROLINE DULONG	3
COMITÉ DIRECTEUR DU PTTCQ – PUVIRNITUQ (NITSIQ)	DÉVELOPPER UNE OFFRE DE SERVICES ACCRUE ET STRUCTURÉE AUX CONTREVENANTS AUX PRISES AVEC UN PROBLÈME DE CONSOMMATION DE SUBSTANCES PSYCHOACTIVES QUI CONTRIBUE À DIMINUER LES RISQUES DE RÉCIDIVE CRIMINELLE.	M <sup>E</sup> VÉRONIC PICARD	3
COMITÉ RESTREINT PTTCQ – GATINEAU	DÉVELOPPER UNE OFFRE DE SERVICES ACCRUE ET STRUCTURÉE AUX CONTREVENANTS AUX PRISES AVEC UN PROBLÈME DE CONSOMMATION DE SUBSTANCES PSYCHOACTIVES QUI CONTRIBUE À DIMINUER LES RISQUES DE RÉCIDIVE CRIMINELLE.	M <sup>E</sup> STÉPHANE ROLLAND M <sup>E</sup> JENNIFER MORIN	5
COMITÉ DIRECTEUR PTTCQ – NEW CARLISLE	DÉVELOPPER UNE OFFRE DE SERVICES ACCRUE ET STRUCTURÉE AUX CONTREVENANTS AUX PRISES AVEC UN PROBLÈME DE CONSOMMATION DE SUBSTANCES PSYCHOACTIVES QUI CONTRIBUE À DIMINUER LES RISQUES DE RÉCIDIVE CRIMINELLE.	M <sup>E</sup> ÉRIC L. MORIN M <sup>E</sup> FLORENCE FRAPPIER-ROUTHIER	3
PROGRAMME ACCOMPAGNEMENT JUSTICE EN SANTÉ MENTALE (PAJ-SM/PAJ-SM-D) – BUREAU DE GATINEAU (DPCP, CISSMMO, CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE, COUR DU QUÉBEC, CORPS POLICIERS, MINISTÈRE DE LA JUSTICE)	CONCERTATION DES PARTENAIRES EN VUE DE LA MISE EN PLACE DU PROGRAMME, ÉVALUER LE FONCTIONNEMENT DU PROJET ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS POUR L'AMÉLIORATION. PROJET PILOTE AU QUÉBEC EN CE QUI A TRAIT AU VOLET DÉPENDANCE EN REMPLACEMENT DU PROGRAMME PTTCQ.	M <sup>E</sup> STÉPHANE ROLLAND M <sup>E</sup> JENNIFER MORIN M <sup>E</sup> SYLVAIN PETITCLERC	4

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
PROGRAMME ACCOMPAGNEMENT JUSTICE EN SANTÉ MENTALE (PAJ-SM) – BUREAU DE <b>VALLEYFIELD</b> (DPCP, CISSMO, CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE, COUR DU QUÉBEC, CORPS POLICIERS, MINISTÈRE DE LA JUSTICE)	CONCERTATION DES PARTENAIRES EN VUE DE LA MISE EN PLACE DU PROGRAMME, ÉVALUER LE FONCTIONNEMENT DU PROJET ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS POUR L'AMÉLIORATION.	M <sup>E</sup> MARIÈVE RONDEAU-DESJARDINS	4
COMITÉ DES RÉPONDANTS DES PROGRAMMES D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET SANTÉ MENTALE (PAJ-SM)	MISES À JOUR SUR LE PROGRAMME PAR LE BMO, SUIVI SUR LES ENJEUX SOULEVÉS.	M <sup>E</sup> VÉRONIQUE BRETON (DEPUIS NOVEMBRE 2021) M <sup>E</sup> ANTHONY COTNOIR (DEPUIS FÉVRIER 2022)	4
COMITÉS RÉGIONAUX DU PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET SANTÉ MENTALE (PAJ-SM)	RENCONTRES PONCTUELLES POUR VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT ET DÉROULEMENT DU PROGRAMME EN COMPTE DES PARTICULARITÉS RÉGIONALES.	M <sup>E</sup> VÉRONIQUE BRETON (DEPUIS NOVEMBRE 2021)	21
FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	PARTICIPER À LA CONCEPTION ET À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE VISANT L'ACCESSIBILITÉ ET L'ACCOMPAGNEMENT DE CLIENTÈLES FRAGILES ET VULNÉRABLES CONFRONTÉES AU SYSTÈME DE JUSTICE ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE.	M <sup>E</sup> VÉRONIQUE BRETON (DEPUIS NOVEMBRE 2021)	AUCUNE RENCONTRE MAIS COMITÉ TOUJOURS ACTIF
COMITÉ DIRECTEUR DE LA TRAJECTOIRE SANTÉ MENTALE (TJSM)	AMÉLIORATION DU TRAITEMENT DES DOSSIERS QUI IMPLIQUENT DES ACCUSÉS QUI ONT DES TROUBLES DE SANTÉ MENTALE. AMÉLIORATION DE LA COMMUNICATION ENTRE LES PARTENAIRES POUR DIMINUER LA DÉTENTION PROLONGÉE DES ACCUSÉS QUI ONT DES TROUBLES DE SANTÉ MENTALE. AMÉLIORATION DU SUIVI À LA COUR DES DOSSIERS DANS LESQUELS DES CONDITIONS DE MISE EN LIBERTÉ IMPOSENT AUX ACCUSÉS DE SE PRÉSENTER EN PSYCHIATRIE.	M <sup>E</sup> CAROLINE DULONG M <sup>E</sup> DOMINIQUE POTVIN M <sup>E</sup> PASCAL DOSTALER M <sup>E</sup> DIANE MULINDA M <sup>ME</sup> AMÉLIE SANSFAÇON	2
TABLE DE CONCERTATION MONTRÉALAISE EN JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	DISCUSSIONS SUR LES ENJEUX RÉSULTANT DE LA SITUATION EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE EN RELATION AVEC LES POURSUITES CRIMINELLES. IDENTIFICATION DES PROBLÈMES EN VUE DE TROUVER DES SOLUTIONS QUI PERMETTRONT D'AMÉLIORER L'ARRIMAGE ENTRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE.	M <sup>E</sup> CAROLINE DULONG M <sup>E</sup> DIANE MULINDA	2
COMITÉ DE CONCERTATION ENTRE LA COMMISSION D'EXAMEN DES TROUBLES MENTAUX ET LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	ÉCHANGER SUR LES PROBLÉMATIQUES RENCONTRÉES ET LES MEILLEURES PRATIQUES À METTRE EN PLACE ENTRE LA COMMISSION D'EXAMEN DES TROUBLES MENTAUX (CETM) ET LE DPCP RELATIVEMENT AUX AUDIENCES DEVANT LA CETM.	M <sup>E</sup> JOSÉE LEMIEUX M <sup>E</sup> VÉRONIQUE BRETON M <sup>E</sup> MAGALIE PROVOST	3
COMITÉ DIRECTEUR - MISE EN APPLICATION DU CADRE DE RÉFÉRENCE PROVINCIAL PAJ-SM	AFIN DE METTRE EN PLACE UN MODÈLE INTÉGRÉ BASÉ SUR LES MEILLEURES PRATIQUES, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX RÉUNISSENT LEURS EFFORTS AFIN DE FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DES PROGRAMMES D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET SANTÉ MENTALE (PAJ-SM) EN VUE D'HARMONISER LA PRATIQUE AU QUÉBEC.	M <sup>E</sup> JOSÉE LEMIEUX M <sup>E</sup> CAROLINE GUILBERT (JUSQU'EN DÉCEMBRE 2021) M <sup>E</sup> VÉRONIQUE BRETON (DEPUIS NOVEMBRE 2021)	3
COMITÉ DE COORDINATION - MISE EN APPLICATION DU CADRE DE RÉFÉRENCE PROVINCIAL PAJ-SM	RECENSER LES MEILLEURES PRATIQUES À TRAVERS LE RÉSEAU AFIN D'ÉLABORER UN CADRE DE RÉFÉRENCE COHÉRENT ET ADAPTÉ À LA RÉALITÉ TERRAIN ET DU DÉVELOPPEMENT DU PAJ-SM DANS LES DERNIÈRES ANNÉES.	M <sup>E</sup> JULIEN BEAUCHAMP-LALIBERTÉ (JUSQU'EN OCTOBRE 2021) M <sup>E</sup> VÉRONIQUE BRETON (DEPUIS NOVEMBRE 2021)	10

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ TRANSITION – NITSIQ	CONCERTATION DES PARTENAIRES EN VUE DE BONIFIER LE PROGRAMME NITSIQ POUR QU'UN PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT EN JUSTICE ET SANTÉ MENTALE (PAJ-SM) SOIT INSTAURÉ AU NUNAVIK (MJQ, CCJAT, DPCP, ISURSIVIK, BAA, RRSSSN).	M <sup>E</sup> VÉRONIC PICARD	3
COMITÉ DIRECTEUR DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL (PMRG)	DÉFINIR LES GRANDES ORIENTATIONS DU PMRG.	M <sup>E</sup> JULIEN BEAUCHAMP-LALIBERTÉ (JUSQU'EN SEPTEMBRE 2021) M <sup>E</sup> AMÉLIE LEVASSEUR (SEPTEMBRE 2021 À FÉVRIER 2022) M <sup>E</sup> ANTHONY COTNOIR (DEPUIS	AUCUNE RENCONTRE MAIS COMITÉ TOUJOURS ACTIF
COMITÉ DIRECTEUR DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL (PMRG) - OUTAOUAIS	DÉFINIR LES GRANDES ORIENTATIONS DU PMRG ET SUIVI DES DIVERS DOSSIERS PMRG QUI ONT ÉTÉ TRAITÉS AU COURS DES DERNIERS MOIS PAR LES PARTENAIRES (PROBATION, CAVAC, SOCIÉTÉ ELIZABETH FRY DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS, DPCP)	M <sup>E</sup> MARIE-HÉLÈNE MAGNAN M <sup>E</sup> STÉPHANE ROLLAND	4
COMITÉ DIRECTEUR DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL (PMRG) – BEAUHARNOIS (VALLEYFIELD)	DÉFINIR LES GRANDES ORIENTATIONS DU PMRG ET SUIVI DES DIVERS DOSSIERS PMRG QUI ONT ÉTÉ TRAITÉS AU COURS DES DERNIERS MOIS PAR LES PARTENAIRES (PROBATION, CAVAC, EQUIJUSTICE, DPCP)	M <sup>E</sup> MARIÈVE RONDEAU-DESJARDINS	4
COMITÉ DE SUIVI ET DE DÉPLOIEMENT DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL (PMRG)	CE COMITÉ ASSURE LA CONCERTATION CONCERNANT LE SUIVI ET LE DÉPLOIEMENT DU PMRG.	M <sup>E</sup> JULIEN BEAUCHAMP-LALIBERTÉ (JUSQU'EN SEPTEMBRE 2021) M <sup>E</sup> AMÉLIE LEVASSEUR (SEPTEMBRE 2021 À FÉVRIER 2022) M <sup>E</sup> ANTHONY COTNOIR (DEPUIS FÉVRIER 2022)	3
COMITÉ DE VIGIE DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL (PMRG)	LE COMITÉ ANALYSE DIVERS DOSSIERS PMRG QUI ONT ÉTÉ TRAITÉS AU COURS DES DERNIERS MOIS PAR LES PARTENAIRES ET QUI ONT SOULEVÉ DES QUESTIONNEMENTS. L'AMÉLIORATION ET LA VALIDATION DES PROCÉDURES DÉVELOPPÉES DANS LE CADRE DU PMRG SONT AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS DES PARTENAIRES. C'EST POUR CETTE RAISON QUE LES PARTENAIRES DU PROGRAMME SONT RÉUNIS AFIN DE : - VALIDER LE MÉCANISME DE DÉTERMINATION DES MESURES DE RECHANGE; - PROPOSER, LE CAS ÉCHÉANT, DES AJUSTEMENTS À CE MÉCANISME; - PROPOSER, LE CAS ÉCHÉANT, DES AJUSTEMENTS AUX RÈGLES D'ÉCHANGE D'INFORMATION.	M <sup>E</sup> JULIEN BEAUCHAMP-LALIBERTÉ (JUSQU'EN SEPTEMBRE 2021) M <sup>E</sup> AMÉLIE LEVASSEUR (SEPTEMBRE 2021 À FÉVRIER 2022) M <sup>E</sup> ANTHONY COTNOIR (DEPUIS FÉVRIER 2022)	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ POUR FAVORISER LE RECOURS AU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL (PMRG)	COORDONNER LES RÉFLEXIONS DES ORGANISATIONS PARTENAIRES AUX MOYENS POUR FAVORISER LE RECOURS AU PMRG.	M <sup>E</sup> JULIEN BEAUCHAMP-LALIBERTÉ (JUSQU'EN SEPTEMBRE 2021) M <sup>E</sup> AMÉLIE LEVASSEUR (SEPTEMBRE 2021 À FÉVRIER 2022) M <sup>E</sup> ANTHONY COTNOIR (DEPUIS FÉVRIER 2022)	3
COMITÉ DES PARTIES PRENANTES – TRANSFORMATION DE LA JUSTICE	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU BUREAU DES RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES DE TRANSFORMATION DE LA JUSTICE, A POUR MANDAT D'ASSURER LA COHÉRENCE DES TRAVAUX RÉALISÉS DANS LE CADRE DE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE. IL RÉUNIT DONC LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES ET ASSURE L'INTÉGRATION HARMONIEUSE DES EFFORTS DE CHACUN D'EUX AVEC LES ÉQUIPES ŒUVRANT À LA TRANSFORMATION.	M <sup>E</sup> VINCENT MARTINBEAULT M. RICHARD LAURIN	2
COMITÉ DES HAUTS DIRIGEANTS – TRANSFORMATION DE LA JUSTICE	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE, A POUR MANDAT D'ASSURER LA GOUVERNANCE DES TRAVAUX RÉALISÉS DANS LE CADRE DE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE. IL RÉUNIT DONC LES HAUTS DIRIGEANTS DES DIFFÉRENTS PARTENAIRES ET ASSURE UN <i>LEADERSHIP</i> STRATÉGIQUE DANS LE DÉPLOIEMENT ET LA RÉALISATION DE LA TRANSFORMATION.	M <sup>E</sup> PATRICK MICHEL (DEPUIS LE 23 AVRIL 2021) M <sup>E</sup> VINCENT MARTINBEAULT	4
COMITÉ DE GESTION DES RISQUES DE PROGRAMMES DE TRANSFORMATION	LE COMITÉ DE GESTION DES RISQUES DES PROGRAMMES DE TRANSFORMATION ASSURE LA COORDINATION ET L'ARRIMAGE DE L'ENSEMBLE DES MESURES D'ATTÉNUATION DES RISQUES LIÉS AUX PROGRAMMES DE TRANSFORMATION. IL SERT D'APPUI À LA GESTION DES RISQUES DE PROJETS.	M. RICHARD LAURIN M <sup>E</sup> MELISSA-ANN MCFARLAND	7
COMITÉ DES AUDITEURS DU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE (PMSJ)	CE COMITÉ REGROUPE LES RESPONSABLES D'AUDIT INTERNE DES MINISTÈRES ET ORGANISMES QUI PARTICIPENT AU PMSJ. IL A POUR MANDAT D'AIDER LA SOUS-MINISTRE À S'ACQUITTER DE SES RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'AUDIT INTERNE, DE FAVORISER L'INDÉPENDANCE DE L'AUDIT INTERNE, D'ASSURER LA CRÉDIBILITÉ ET LA QUALITÉ DES TRAVAUX DE CELLE-CI ET DE CONTRIBUER À RENFORCER LE SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE. CE COMITÉ SURVEILLE ENTRE AUTRES LA QUALITÉ DES TRAVAUX DE LA DAIE, TANT POUR LE VOLET DES OPÉRATIONS COURANTES QUE POUR LE VOLET DE LA VÉRIFICATION DU PMSJ.	M <sup>ME</sup> CHRISTINE PÉPIN M <sup>ME</sup> MARIE-ÉLISABETH O'NEILL	4

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ D'ÉVALUATION DE PROGRAMME DU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE (PMSJ)	CE COMITÉ REGROUPE LES RESPONSABLES D'ÉVALUATION DE PROGRAMME DES MINISTÈRES ET ORGANISMES QUI PARTICIPENT AU PMSJ IL DONNE SON AVIS SUR LES TRAVAUX D'ÉVALUATION DÉCOULANT DE LA DÉCISION DU 18 JUIN 2018 DU CONSEIL DU TRÉSOR CONCERNANT LE PMSJ (CADRE DE SUIVI ET D'ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE, CADRE D'ÉVALUATION, BILANS ANNUELS COMMENTÉS DES RÉSULTATS, OUTILS DE COLLECTE DE DONNÉES, RAPPORT D'ÉVALUATION, RECOMMANDATIONS FORMULÉES, ETC.). LES LIVRABLES D'ÉVALUATION DE PROGRAMME FONT L'OBJET D'APPROBATION AU SEIN DES PARTENAIRES SELON LEUR STRUCTURE DE GOUVERNANCE ET SONT ENSUITE PRÉSENTÉS PAR LA DPIA (MJQ) AU COMITÉ DE LIAISON AVANT D'ÊTRE DÉPOSÉS AU CHD POUR APPROBATION.	M <sup>ME</sup> CHRISTINE PÉPIN	1
COMITÉ DE LIAISON PMSJ	COMITÉ ASSURANT UN SUIVI DES PROJETS DU PROGRAMME DE MODERNISATION DU SYSTÈME DE JUSTICE ET DE LEUR INTERDÉPENDANCE.	M. RICHARD LAURIN M <sup>ME</sup> MARIE-ÉLISABETH O'NEILL	3
TABLE JUSTICE QUÉBEC	CE COMITÉ, REGROUPANT LES PRINCIPAUX ACTEURS DU MILIEU DU DROIT ET DE LA JUSTICE AU QUÉBEC, TRAVAILLE À L'ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE VISANT À RÉDUIRE LES DÉLAIS EN MATIÈRE CRIMINELLE.	M <sup>E</sup> PATRICK MICHEL	1
TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ	DISCUTER DES ENJEUX EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE. LA TABLE CENTRALE DE COORDINATION CONSTITUE LE FORUM OÙ SONT DISCUTÉES ET PROPOSÉES DES ORIENTATIONS SUR DES SUJETS D'INTÉRÊT PROVINCIAL. ELLE ASSURE GÉNÉRALEMENT LE SUIVI DES TRAVAUX EFFECTUÉS PAR LES TABLES DE CONCERTATION RÉGIONALES.	M <sup>E</sup> VINCENT MARTINBEAULT M <sup>ME</sup> MARIE-ÉLISABETH O'NEILL	1
TABLE DES RESPONSABLES ORGANISATIONNELS DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	ASSURER LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DE L'APPLICATION DES POLITIQUES, DES DIRECTIVES ET DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION.	M. RICHARD LAURIN	2
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LA LOI CONCERNANT LE CADRE JURIDIQUE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (LCCJTI)	ANALYSE DE CERTAINES DISPOSITIONS DE LA LOI ACTUELLE ET VOIR LES AMÉLIORATIONS POTENTIELLES	M <sup>E</sup> KATHY BERGERON M <sup>E</sup> PIERRE-LUC LAROUCHE	3
RÉSEAU D'ALERTE GOUVERNEMENTAL (CERT/AQ)	PLATEFORME DE PARTAGE DE L'INFORMATION ENTRE LES COORDONNATEURS ORGANISATIONNELS DE GESTION DES INCIDENTS.	M. DOMINIC SAINDON M. SIMON NOËL	26
COMITÉ CENTRAL DU PLAN DE LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION DES INTERVENANTS DU SYSTÈME JUDICIAIRE	COMITÉ ASSURANT LE PARTAGE D'INFORMATION ET DES MEILLEURES PRATIQUES EN MATIÈRE D'INTIMIDATION DES INTERVENANTS DU SYSTÈME JUDICIAIRE, SUIVANT LE PLAN DE LUTTE À L'INTIMIDATION MIS SUR PIED EN 2001. LA COORDINATION DU COMITÉ EST EFFECTUÉE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, SECTION MENACE EXTRÉMISTE.	M <sup>E</sup> JEAN CARON M <sup>E</sup> NICOLAS POULIN M. SYLVAIN CHABOT M. PATRICK DUBÉ	1
COMITÉ NATIONAL D'ÉCOUTE ÉLECTRONIQUE (CNÉÉ) - NATIONAL WIRETAP EXPERT COMMITTEE	PRÉSENTATION DE NOUVELLES TECHNOLOGIES ET PRATIQUE EN MATIÈRE D'ÉCOUTE ÉLECTRONIQUE. RÉUNION ANNUELLE À LAQUELLE PARTICIPENT LES CORPS POLICIERS, LES POURSUIVANTS DES PROVINCES ET FÉDÉRAUX ET DES EXPERTS POLICIERS.	M <sup>E</sup> JULIEN BEAUCHAMP-LALIBERTÉ (JUSQU'EN OCTOBRE 2021)	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ PERMANENT EN ÉCOUTE ÉLECTRONIQUE (CPÉÉ)	LE COMITÉ CONSEILLE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX PRATIQUES ET AUX DÉVELOPPEMENTS JURIDIQUES EN MATIÈRE DE SURVEILLANCE ÉLECTRONIQUE.	M <sup>E</sup> CHRISTIAN JARRY M <sup>E</sup> MAUDE PAYETTE M <sup>E</sup> ROBERT BENOIT M <sup>E</sup> PAUL J. MERCIER M <sup>E</sup> BETTY LAURENT M <sup>E</sup> CATHERINE DUMAIS M <sup>E</sup> GENEVIÈVE LACROIX M <sup>E</sup> SÉBASTIEN BERGERON-GUYARD M <sup>E</sup> NICOLAS POULIN	3
COMITÉ RESTREINT – COMPARUTION LA FIN DE SEMAINE ET LES JOURNÉES FÉRIÉES	ÉCHANGER SUR LES PROBLÉMATIQUES RENCONTRÉES LORS DE L'IMPLANTATION D'UNE NOUVELLE RÉGION, ÉTABLIR DE NOUVELLES PROCÉDURES. COMITÉ AVEC LE MSP, MJQ, LA MAGISTRATURE AINSI QUE LE DPCP.	M <sup>E</sup> ÉRIKA PORTER M <sup>E</sup> JACQUES BLAIS	1
COMITÉ ÉLARGI - COMPARUTION LA FIN DE SEMAINE ET LES JOURNÉES FÉRIÉES	ÉCHANGER SUR LES PROBLÉMATIQUES RENCONTRÉES LORS DE L'IMPLANTATION D'UNE NOUVELLE RÉGION, ÉTABLIR DE NOUVELLES PROCÉDURES. COMITÉ AVEC LE MSP, MJQ, LA MAGISTRATURE, LES AVOCATS DE LA DÉFENSE AINSI QUE LE DPCP.	M <sup>E</sup> ÉRIKA PORTER M <sup>E</sup> JACQUES BLAIS M <sup>E</sup> FRANÇOIS SÉNÉCHAL	2
SOUS-COMITÉ COMPARUTION 7/7	IMPLANTER DE MANIÈRE EFFICACE LES COMPARUTIONS 7/7 DES COURS MUNICIPALES ET DE RÉGLER LES SITUATIONS PROBLÉMATIQUES RENCONTRÉES.	M <sup>E</sup> AMÉLIE SAVARD (DEPUIS DÉCEMBRE 2021)	5
COMITÉ SUR LES COMPARUTIONS DES DÉTENUS DANS LE DÉLAI DE 24 HEURES – DISTRICT DE MONTRÉAL	CE COMITÉ/GROUPE DE TRAVAIL A POUR MANDAT DE SUIVRE LA SITUATION QUANT AU RESPECT DU DÉLAI DE 24 HEURES POUR LA COMPARUTION DES DÉTENUS, TROUVER DES SOLUTIONS AUX PROBLÈMES VÉCUS PAR LE SPVM EN LIEN AVEC CETTE OBLIGATION ET D'ÉTABLIR DES PROCESSUS PERMETTANT DES COMPARUTIONS C24 AVEC LA PARTICIPATION DU BUREAU DU SERVICE-CONSEIL. EN COLLABORATION AVEC LE SPVM.	M <sup>E</sup> ÉRIKA PORTER M <sup>E</sup> DOMINIQUE POTVIN	34
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN ITINÉRANCE	LA TABLE ASSURE LA PLANIFICATION ET LA RÉALISATION DES TRAVAUX INHÉRENTS À LA POLITIQUE NATIONALE DE LUTTE À L'ITINÉRANCE ET AU PLAN D'ACTION QUI EN DÉCOULERA SOUS LA COORDINATION DU MSSS.	M <sup>E</sup> JULIEN BEAUCHAMP-LALIBERTÉ (JUSQU'EN SEPTEMBRE 2021) M <sup>E</sup> VÉRONIQUE BRETON (DEPUIS DÉCEMBRE 2021)	3
COMITÉ DIRECTEUR INTERSECTORIEL EN ITINÉRANCE EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	PARTICIPER À L'ÉLABORATION DU PLAN D'ACTION, FAVORISER SON IMPLANTATION ET ASSURER SON SUIVI. LES INTERVENANTS SONT : CISSSAT, MJQ, SERVICES QUÉBEC, SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES, ORGANIMES COMMUNAUTAIRES, SQ, DPSMD, CQ, MSP, DPCP.	M <sup>E</sup> VÉRONIC PICARD M <sup>E</sup> VÉRONIQUE BRETON	3

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
RÉSEAU DES RÉPONDANTES ET RÉPONDANTS EN ÉTHIQUE DE LA FONCTION PUBLIQUE	SOUTENIR L'ACTION DES PERSONNES INTERVENANT EN ÉTHIQUE DANS LEUR MINISTÈRE OU ORGANISME RESPECTIF. DÉVELOPPER UNE COMPRÉHENSION ET UNE VISION COMMUNES DE L'ÉTHIQUE, EN FAVORISER SON DÉPLOIEMENT DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET Y MAINTENIR UNE CULTURE EMPREINTE D'ÉTHIQUE.	M <sup>E</sup> MELISSA-ANN MCFARLAND	1
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	DISCUTER ET PRÉSENTER DIVERS SUJETS LIÉS À L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET À LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.	M <sup>E</sup> MELISSA-ANN MCFARLAND	AUCUNE RENCONTRE MAIS COMITÉ TOUJOURS ACTIF
COMITÉ DE COORDINATION DE REPRISE DES OPÉRATIONS DE LA RÉGION DE MONTRÉAL (CCRO)	DISCUTER AMÉNAGEMENT, SÉCURITÉ ET ACCÈS AU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL. GESTION DES DÉPLACEMENTS ET SÉCURITÉ AFFÉRENTE DANS LE PALAIS ET LES SALLES DE COUR. EN COLLABORATION AVEC : LA MAGISTRATURE, LE MJQ, LE CAVAC, LA SQI, LE MSP, LE BARREAU DE MONTRÉAL, LA SANTÉ PUBLIQUE, L'AADM ET LE CCJM.	M <sup>E</sup> MARTIN CHALIFOUR	5
COMITÉ DE COORDINATION DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS (CCRO)	COMITÉ D'ÉCHANGE EN MATIÈRE CRIMINELLE DE DIFFÉRENTS PARTENAIRES (DPJ, REPRÉSENTANT DU BARREAU, MAGISTRATURE, REPRÉSENTANT DE L'AADO, MJQ, DPCP).	M <sup>E</sup> PIERRE-OLIVIER GAGNON M <sup>E</sup> FRANÇOIS SANTERRE M <sup>E</sup> MARIE-HÉLÈNE MAGNAN M <sup>E</sup> SYLVAIN PETITCLERC	3
COMITÉ DE COORDINATION DE REPRISE DES OPÉRATIONS DE LA RÉGION DE LONGUEUIL (CCRO)	DISCUTER AMÉNAGEMENT, SÉCURITÉ ET ACCÈS AU PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL. GESTION DES DÉPLACEMENTS ET SÉCURITÉ AFFÉRENTE DANS LE PALAIS ET LES SALLES DE COUR. EN COLLABORATION AVEC : LA MAGISTRATURE, LE MJQ, LE CAVAC, LA SQI, LE MSP, LE BARREAU DE MONTRÉAL, LA SANTÉ PUBLIQUE, L'AADM ET LE CCJM.	ME ÉRIC LAPORTE	3
TABLE DE CONCERTATION DES SERVICES JUDICIAIRES EN MATIÈRE CRIMINELLE	COMITÉ D'ÉCHANGE EN MATIÈRE CRIMINELLE DE DIFFÉRENTS PARTENAIRES (DPJ, REPRÉSENTANT DU BARREAU, MAGISTRATURE, REPRÉSENTANT DE L'ASSOCIATION DES AVOCATS DE LA DÉFENSE, MJQ, DPCP)	M <sup>E</sup> PIERRE-OLIVIER GAGNON M <sup>E</sup> MARIÈVE RONDEAU-DESJARDINS	3
COMITÉ SUR LA SÉCURITÉ AU PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JÉRÔME	LE COMITÉ VISE À FAVORISER L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS UTILES AFIN D'AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DU PALAIS DE JUSTICE.	M <sup>E</sup> NATHALIE THIBERT	1
COMITÉ DE COORDINATION RÉGIONAL DES OPÉRATIONS EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	DISCUTER AMÉNAGEMENT, SÉCURITÉ ET ACCÈS AUX PALAIS DE JUSTICE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE. GESTION DES DÉPLACEMENTS ET SÉCURITÉ AFFÉRENTE DANS LES PALAIS ET LES SALLES DE COUR. EN COLLABORATION AVEC : MAGISTRATURE, MJQ, CAVAC, MSP, BARREAU D'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, AQAAD ET CCJAT.	M <sup>E</sup> VÉRONIC PICARD	1
COMITÉ DE COORDINATION RÉGIONAL DES OPÉRATIONS - NUNAVIK	DISCUTER AMÉNAGEMENT, SÉCURITÉ ET ACCÈS AUX PALAIS DE JUSTICE EN TERRITOIRE INUIT. GESTION DES DÉPLACEMENTS ET SÉCURITÉ AFFÉRENTE DANS LES PALAIS ET LES SALLES DE COUR. EN COLLABORATION AVEC : MAGISTRATURE, BAA, MJQ, CAVAC, MSP, BARREAU D'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, SANTÉ PUBLIQUE, MAKIVIK, KRG, NUNAVIK POLICE SERVICE, AQAAD ET CCJAT.	M <sup>E</sup> VÉRONIC PICARD M <sup>E</sup> GENEVIÈVE LAMONTAGNE	12

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ DE COORDINATION RÉGIONAL DES OPÉRATIONS – EYYOU ISTCHEE	DISCUTER AMÉNAGEMENT, SÉCURITÉ ET ACCÈS AUX PALAIS DE JUSTICE EN TERRITOIRE CRI. GESTION DES DÉPLACEMENTS ET SÉCURITÉ AFFÉRENTE DANS LES PALAIS ET LES SALLES DE COUR. EN COLLABORATION AVEC : MAGISTRATURE, BAA, MJQ, CAVAC, MSP, EYYOU EENOU POLICE FORCE, BARREAU D'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, GOUVERNEMENT CRI, SANTÉ PUBLIQUE, AQAAD ET CCJAT.	M <sup>E</sup> VÉRONIC PICARD M <sup>E</sup> GENEVIÈVE LAMONTAGNE	12
REGROUPEMENT DES DIRECTRICES ET DIRECTEURS GÉNÉRAUX DE L'ADMINISTRATION	CE REGROUPEMENT EST UN ORGANISME DE CONCERTATION EN ADMINISTRATION QUI A POUR MISSION : <ul style="list-style-type: none"> <li>• D'AIDER LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DE L'ADMINISTRATION, SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET VICE-PRÉSIDENTS À L'ADMINISTRATION DES MINISTÈRES ET ORGANISMES. À MIEUX SOUTENIR L'ACTION DE LEUR ORGANISATION ET LEUR FOURNIR DES POINTS DE REPÈRE POUR SITUER LEURS ACTIONS;</li> <li>• DE COLLABORER AVEC LES AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES À LA DÉFINITION ET À LA MISE EN PLACE DE POLITIQUES ET DE RÉFORMES;</li> <li>• DE CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE AU SEIN DE L'APPAREIL GOUVERNEMENTAL.</li> </ul>	M <sup>ME</sup> NATHALIE DESJARDINS	1
RENCONTRE DU RÉSEAU INTERMINISTÉRIEL EN INFORMATION DE GESTION DE RESSOURCES HUMAINES (RH)	FAVORISER LA SYNERGIE ENTRE LES PERSONNES ŒUVRANT EN INFORMATION DE GESTION RH AU SEIN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES. PERMETTRE LE PARTAGE DE CONNAISSANCES ET CONTRIBUER À L'ÉVOLUTION DE CETTE EXPERTISE.	M <sup>ME</sup> CAROLINE MORISSETTE	AUCUNE RENCONTRE MAIS COMITÉ TOUJOURS ACTIF
RÉSEAU PERFORMANCE	ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES D'AFFAIRES EN MATIÈRE D'AMÉLIORATION CONTINUE.	M <sup>ME</sup> MARIE-CLAUDE HAMEL	3
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN AMÉLIORATION CONTINUE	ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES D'AFFAIRES EN MATIÈRE D'AMÉLIORATION CONTINUE APPLIQUÉES AU SECTEUR PUBLIC.	M <sup>ME</sup> MARIE-CLAUDE HAMEL	AUCUNE RENCONTRE MAIS COMITÉ TOUJOURS ACTIF
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN ATTRACTION DES TALENTS	SOULEVER LES BESOINS, IDENTIFIER LES DIFFÉRENTS ENJEUX, ÉCHANGER, PRÉSENTER DES PROJETS ET PROPOSER DES MOYENS POUR AMÉLIORER LES STRATÉGIES À PRÉCONISER LORS DE LA PROMOTION DES EMPLOIS ET LA MARQUE EMPLOYEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE.	M <sup>ME</sup> MARIE-PIER ARGUIN	2
RÉSEAU EN PLANIFICATION STRATÉGIQUE DES TALENTS	PERMETTRE AUX M/O DE PARTAGER LEURS EXPÉRIENCES ET DE FAIRE DES PROPOSITIONS CONCRÈTES POUR L'ÉLABORATION DE NOUVEAUX OUTILS (FORMATIONS, SONDAGES, SOLUTION D'AFFAIRES, ETC.) EN MATIÈRE DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE DES TALENTS.	M <sup>ME</sup> MARIE-PIER ARGUIN	2
REFONTE DE LA DOTATION – TABLE DES GESTIONNAIRES RESPONSABLES DU DÉPLOIEMENT DU PROCESSUS DE SÉLECTION	EXPOSER LE NOUVEAU PROCESSUS DE DOTATION DES EMPLOIS AU SEIN DE LA FONCTION PUBLIQUE, AU RECRUTEMENT ET À LA PROMOTION ET ACCOMPAGNER LES M/O DANS LE DÉPLOIEMENT DU NOUVEAU PROCESSUS DE SÉLECTION AU SEIN DE LEUR ORGANISATION.	M <sup>ME</sup> MARIE-PIER ARGUIN M <sup>ME</sup> MARIE-PIER BOURDEAU	10
GRUPE DE TRAVAIL SUR LA FONCTION DOTATION	IDENTIFIER LES IMPACTS DE LA NOUVELLE RÉPARTITION DES ACTIVITÉS LIÉES AUX RESSOURCES HUMAINES ET DÉFINIR LES BESOINS QUI EN DÉCOULENT POUR LES M/O. DONNER DES AVIS SUR LES SCÉNARIOS D'ORGANISATION DE LA FONCTION DOTATION, PERMANENTE OU TRANSITOIRE, LE CAS ÉCHÉANT.	ISABELLE GAGNON	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN CLASSIFICATION	FAVORISER LE PARTAGE DE PRATIQUES, DE CONNAISSANCES ET D'EXPERTISE EN CE QUI A TRAIT NOTAMMENT À LA CLASSIFICATION DES EMPLOIS, LA DÉTERMINATION DE LA RÉMUNÉRATION, LA GESTION DES EMPLOIS DE COMPLEXITÉ SUPÉRIEURE ET LES EMPLOIS DE CADRES AINSI QUE L'APPLICATION DES DIRECTIVES SUR LES FRAIS REMBOURSABLES.	M <sup>ME</sup> CINDY BRASSARD	AUCUNE RENCONTRE MAIS COMITÉ TOUJOURS ACTIF
RÉSEAU DE RÉPONDANTS EN DIVERSITÉ ET INCLUSION	FORMER ET OUTILLER DES PERSONNES AFIN QU'ELLES PUISSENT ACCOMPAGNER LES GESTIONNAIRES DANS LA SUPERVISION D'ÉQUIPES DIVERSIFIÉES ET RÉPONDRE AUX QUESTIONS RELATIVES À L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI, À LA DIVERSITÉ ET À L'INCLUSION.	M <sup>ME</sup> CINDY BRASSARD	1
RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN MATIÈRE DE CONFLITS ET DE HARCÈLEMENT	REGROUPER LES RÉPONDANTS POUR FAVORISER L'AMÉLIORATION CONTINUE DE LEUR EXPERTISE DANS LE DOSSIER DE LA PRÉVENTION ET DE LA GESTION DES INCIVILITÉS, DES CONFLITS ET DU HARCÈLEMENT, ET CE, EN PRIVILÉGIANT LA CONCERTATION, L'ÉCHANGE, LE PARTAGE ET LE SOUTIEN.	M <sup>ME</sup> CHRISTINE-JULIE BOUCHER	2
FORUM DES DIRECTRICES ET DIRECTEURS DES RESSOURCES HUMAINES DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC	LA MISSION DU FORUM EST DE PROMOUVOIR LA CONCERTATION, L'ÉCHANGE ET L'ACTION DANS LE BUT D'AMÉLIORER L'EFFICACITÉ ET L'EFFICIENCE DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DANS LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC.	M <sup>ME</sup> ISABELLE GAGNON	8
GROUPE DE CODÉVELOPPEMENT EN GESTION DE CONFLIT ET HARCÈLEMENT	PARTAGER LEURS PRÉOCCUPATIONS, LEURS EXPÉRIENCES ET LEURS VÉCUS PROFESSIONNELS. PROFITER D'UN MILIEU PROPICE SOUTENANT LA RÉOLUTION DE PROBLÉMATIQUES EN LIEN AVEC LEURS MANDATS.	M <sup>ME</sup> CHRISTINE-JULIE BOUCHER M <sup>ME</sup> STÉPHANIE FRANCIS	7
GROUPE DE CODÉVELOPPEMENT EN INVALIDITÉ ET RÉINTÉGRATION	PARTAGER LEURS PRÉOCCUPATIONS, LEURS EXPÉRIENCES ET LEURS VÉCUS PROFESSIONNELS. PROFITER D'UN MILIEU PROPICE SOUTENANT LA RÉOLUTION DE PROBLÉMATIQUES EN LIEN AVEC LEURS MANDATS.	M <sup>ME</sup> JULIE CHABOT	4
GROUPE INTERMINISTÉRIEL - EXPÉRIENCE EMPLOYÉ	METTRE EN COMMUN L'EXPERTISE, LES FAÇONS DE FAIRE ET LES OUTILS CONCERNANT L'EXPÉRIENCE EMPLOYÉ AU BÉNÉFICE DE L'ÉVOLUTION DE TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.	M <sup>ME</sup> STÉPHANIE FRANCIS M <sup>ME</sup> LÉA VEILLEUX M <sup>ME</sup> MARIE-PIER ARGUIN	3
RÉSEAU EN PROMOTION DES SAINES HABITUDES DE VIE	DÉVELOPPER UNE COMPRÉHENSION COMMUNE DE LA PROMOTION DES SAINES HABITUDES DE VIE, PERFECTIONNER LA CONNAISSANCE ET LES COMPÉTENCES DES CONSEILLERS ET LES SOUTENIR EN FAVORISANT LES ÉCHANGES ET LE PARTAGE D'OUTILS ENTRE EUX, DE MÊME QUE LA MISE EN COMMUN DE LEURS EXPÉRIENCES.	M <sup>ME</sup> CHRISTINE-JULIE BOUCHER	3

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
FORUM DES RESPONSABLES DE L'AUDIT INTERNE (FRAI)	<p>CE FORUM VISE À FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT ET LA PROMOTION DE LA FONCTION D'AUDIT INTERNE DANS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES (MO) DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.</p> <p>LES ORIENTATIONS DONNÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ATTRIBUENT AUX SOUS-MINISTRES ET AUX DIRIGEANTS D'ORGANISMES LA RESPONSABILITÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA FONCTION D'AUDIT INTERNE.</p> <p>CE FORUM REGROUPE LES PERSONNES QUI ASSUMENT LA RESPONSABILITÉ D'IMPLANTER ET DE METTRE EN ŒUVRE CETTE FONCTION DANS LES MO.</p>	M <sup>ME</sup> CHRISTINE PÉPIN	3
GROUPE DES RESPONSABLES EN ANALYSE ET ÉVALUATION DE PROGRAMME (GRAEP)	<p>LE GRAEP VISE À FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT ET LA PROMOTION DE LA FONCTION D'ÉVALUATION DE PROGRAMME DANS LES MO DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.</p> <p>LES ORIENTATIONS DONNÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ATTRIBUENT AUX SOUS-MINISTRES ET AUX DIRIGEANTS D'ORGANISMES LA RESPONSABILITÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA FONCTION D'ÉVALUATION DE PROGRAMME.</p> <p>LE GRAEP REGROUPE LES PERSONNES QUI ASSUMENT LA RESPONSABILITÉ D'IMPLANTER ET DE METTRE EN ŒUVRE CETTE FONCTION DANS LES MO.</p>	M <sup>ME</sup> CHRISTINE PÉPIN	2
COMITÉ LEXIUS D'ARRIMAGE AVEC LES PARTENAIRES	LE COMITÉ RÉUNIT LES PARTENAIRES DE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE EN VUE DE FACILITER L'ARRIMAGE ET L'INTEROPÉRABILITÉ DES SOLUTIONS.	M. RICHARD LAURIN	4
COMITÉ D'IMPLANTATION LEXIUS	SOLUTION INFORMATIQUE VISANT À IMPLANTER LE MODE NUMÉRIQUE. DES DISCUSSIONS SONT TENUES AFIN DE FACILITER L'ARRIMAGE DE TOUS LES SYSTÈMES TOUCHÉS.	M <sup>E</sup> KATHY BERGERON	2 RENCONTRES PAR SEMAINE À PARTIR DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2021
COMITÉ PARTENAIRES GESTE	LE COMITÉ REGROUPE LES SERVICES DE POLICE IMPLIQUÉS DANS LE CADRE DES TRAVAUX DU PROGRAMME GESTE. SON OBJECTIF EST DE PARTAGER L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DU DPCP ET DE S'ARRIMER AVEC LES PARTENAIRES AU NIVEAU DES SOLUTIONS.	M. RICHARD LAURIN	3
COMITÉ POUR L'AMÉLIORATION DU SGIPA	TRAVAUX AFIN DE PRÉVOIR LES AMÉLIORATIONS À APPORTER DANS LE SGIPA AFIN D'ÊTRE EN MESURE D'ADMINISTRER UNE PREUVE NUMÉRIQUE DEVANT LE TRIBUNAL.	M <sup>E</sup> KATHY BERGERON	3
COMITÉ SUR LA BILLETTERIE ÉLECTRONIQUE	TRAVAUX VISANT À INSTAURER LA BILLETTERIE ÉLECTRONIQUE AU SEIN DE LA SQ	M <sup>E</sup> KATHY BERGERON	2
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE	COMITÉ DIRECTEUR – CONSTRUCTION TEMPORAIRE, DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DU PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE. COMITÉ FORMÉ D'INTERVENANTS DE LA SQI, DU MJQ, DU MSP ET DU DPCP DISCUTANT DES ENJEUX, IMPACTS BUDGÉTAIRES ET AVANCEMENTS DES TRAVAUX POUR LA RELOCALISATION TEMPORAIRE DU PALAIS ET DE LA DÉMOLITION DU PALAIS ACTUEL ET DE SA RECONSTRUCTION SITUÉ DANS LA VILLE DE SAINT-HYACINTHE.	M <sup>ME</sup> CHANTALE BILODEAU M. CHRISTIAN BEAUDOIN M. FRÉDÉRIC PAGEAU	4

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL	COMITÉ DIRECTEUR - CONSTRUCTION DU PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL. COMITÉ FORMÉ D'INTERVENANTS DE LA SQI, DU MJQ, DU MSP ET DU DPCP DISCUTANT DES ENJEUX, IMPACTS BUDGÉTAIRES ET AVANCEMENTS DES TRAVAUX DU PROJET DE CONSTRUCTION DU PALAIS DE JUSTICE SITUÉ À ROBERVAL.	M <sup>ME</sup> CHANTALE BILODEAU M. CHRISTIAN BEAUDOIN M. FRÉDÉRIC PAGEAU	6
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	COMITÉ DIRECTEUR REGROUPANT DEUX PROJETS (518314 – EXPERTISE ET TRAVAUX DE RÉPARATION DES DALLES DES STATIONNEMENTS SS2 ET SS3; 523889 – REMPLACEMENT DU MUR RIDEAU). COMITÉ FORMÉ D'INTERVENANTS DE LA SQI, DU MJQ, DU MSP ET DU DPCP DISCUTANT DES ENJEUX, IMPACTS BUDGÉTAIRES ET AVANCEMENTS DES TRAVAUX DES TROIS PROJETS AU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL (1 RUE NOTRE-DAME).	M <sup>ME</sup> CHANTALE BILODEAU M. CHRISTIAN BEAUDOIN M <sup>ME</sup> MARTINE BOUCHER	3
COMITÉ DIRECTEUR –PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC	COMITÉ DIRECTEUR – RÉNOVATION ET RÉAMÉNAGEMENT MAJEURS DU PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC. COMITÉ FORMÉ D'INTERVENANTS DE LA SQI, DU MJQ, DU MSP ET DU DPCP DISCUTANT DES ENJEUX, IMPACTS BUDGÉTAIRES ET AVANCEMENTS DES TRAVAUX DU PROJET DE CONSTRUCTION DU PALAIS DE JUSTICE SITUÉ À QUÉBEC. NOTE : PREMIÈRE RENCONTRE EN 2020-2021.	M <sup>ME</sup> CHANTALE BILODEAU M. CHRISTIAN BEAUDOIN M <sup>ME</sup> LINDA GAUTHIER	1
COMITÉ - SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE	COMITÉ EN LIEN AVEC LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE. COMITÉ FORMÉ D'INTERVENANTS DU MJQ, DU MSP ET DU DPCP DISCUTANT DES ENJEUX DE SÉCURITÉ, RÔLES ET RESPONSABILITÉS ET MISE À JOUR DE L'ENTENTE DE GESTION CONCERNANT LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE.	M. CHRISTIAN BEAUDOIN M. SYLVAIN CHABOT M. PATRICK DUBÉ	2

**P.8 NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS-MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2021-2022. INDIQUER, POUR CHACUNE :**

- A. LES COÛTS;
- B. LES DATES ET LIEUX;
- C. LES PERSONNES PRÉSENTES;
- D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR;
- E. LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023 (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUVELÉE);
- F. LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2021-2022.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

DATE	LIEUX	PERSONNES PRÉSENTES	COÛT
LE 27 MAI 2021	VISIOCONFÉRENCE	M <sup>E</sup> DENISA CHRASTINOVA	AUCUN
LE 5 JUILLET 2021	VISIOCONFÉRENCE	M <sup>E</sup> JOSÉE LEMIEUX	AUCUN
LE 6 JUILLET 2021	VISIOCONFÉRENCE	M <sup>E</sup> JOSÉE LEMIEUX	AUCUN
LE 1 <sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2021	VISIOCONFÉRENCE	M <sup>E</sup> GENEVIÈVE BLOUIN	AUCUN
LE 13 DÉCEMBRE 2021	VISIOCONFÉRENCE	M <sup>E</sup> GENEVIÈVE BLOUIN	AUCUN
LE 14 DÉCEMBRE 2021	VISIOCONFÉRENCE	M <sup>E</sup> GENEVIÈVE BLOUIN	AUCUN
LE 18 FÉVRIER 2022	VISIOCONFÉRENCE	M <sup>E</sup> ANTHONY COTNOIR	AUCUN
LE 23 FÉVRIER 2022	VISIOCONFÉRENCE	M <sup>E</sup> GENEVIÈVE BLOUIN	AUCUN
LE 24 FÉVRIER 2022	VISIOCONFÉRENCE	M <sup>E</sup> GENEVIÈVE BLOUIN	AUCUN

LES ORDRES DU JOUR ET LES PROCÈS-VERBAUX SONT CONFIDENTIELS PUISQUE CES RENCONTRES SE TIENNENT À HUIS CLOS. DE PLUS, CES DOCUMENTS SONT PROTÉGÉS EN VERTU DES ARTICLES 18 ET 19 DE LA *LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS* PUISQU'ILS ONT ÉTÉ OBTENUS D'UN AUTRE GOUVERNEMENT OU SONT CONSTITUÉS DE RENSEIGNEMENTS DONT LA DIVULGATION PORTERAIT VRAISEMBLABLEMENT PRÉJUDICE À LA CONDUITE DE RELATIONS QU'ENTRETIENT LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AVEC D'AUTRES GOUVERNEMENTS.

P.37 LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2021-2022 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDICER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDICER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛT POUR 2022-2023 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHANT;
- F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.

---

### **DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

SELON L'INFORMATION ACCESSIBLE, LA SOMME ALLOUÉE À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICES JURIDIQUES S'ÉLÈVE, AU TOTAL, À 135 000 \$ ET LES DÉTAILS EN LIEN AVEC LES SERVICES RENDUS SONT DE NATURE CONFIDENTIELLE.

**P.51 AU 31 MARS 2022, LE NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL RELEVANT DU DPCP POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE.**

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

NOTE : INSTITUÉ PAR LA LOI SUR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES LE 15 MARS 2007, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DIRIGE POUR L'ÉTAT, SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE DE LA JUSTICE ET PROCUREUR GÉNÉRAL, LES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES AU QUÉBEC. LES SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL SONT, DEPUIS CETTE DATE, DÉSIGNÉS « PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ».

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
<b>QUÉBEC</b>		<b>116</b>
QUÉBEC	53	
BUREAU DU DIRECTEUR	4	
SECRETARIAT GÉNÉRAL	5	
SERVICE DE LA GESTION DES BIENS SAISIS	3	
DIRECTION DES COMMUNICATIONS	2	
BUREAU DES MANDATS ORGANISATIONNELS	5	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	19	
BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE	17	
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	2	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	5	
DIRECTION GÉNÉRALE ASSOCIÉE AUX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	1	
<b>CHARLEVOIX</b>		<b>1</b>
LA MALBAIE	1	
<b>MONTMAGNY</b>		<b>2</b>
MONTMAGNY	2	
<b>BEAUCE</b>		<b>3</b>
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	3	
<b>RIMOUSKI</b>		<b>16</b>
MATANE	6	
RIMOUSKI	6	
BUREAU DES MANDATS ORGANISATIONNELS	1	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	1	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	2	
<b>KAMOURASKA</b>		<b>9</b>
RIVIÈRE-DU-LOUP	8	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	1	
<b>GASPÉ</b>		<b>6</b>
PERCÉ	3	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	1	
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	2	
<b>BONAVENTURE</b>		<b>4</b>
NEW CARLISLE	4	
<b>BAIE-COMEAU</b>		<b>6</b>
BAIE-COMEAU	5	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	1	
<b>MINGAN</b>		<b>8</b>
SEPT-ÎLES	7	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	1	
<b>ROBERVAL</b>		<b>7</b>
ROBERVAL	5	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	1	
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1	
<b>CHICOUTIMI</b>		<b>18</b>
SAGUENAY	14	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	1	
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	2	
<b>ALMA</b>		<b>4</b>

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
ALMA BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	3 1	
<b>TROIS-RIVIÈRES</b> TROIS-RIVIÈRES BUREAU DES MANDATS ORGANISATIONNELS BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	15 1 2 1 2 2	<b>23</b>
<b>ARTHABASKA</b> VICTORIAVILLE	4	<b>4</b>
<b>SAINT-MAURICE</b> LA TUQUE SHAWINIGAN BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1 5 1	<b>7</b>
<b>DRUMMOND</b> DRUMMONDVILLE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	5 1	<b>6</b>
<b>SAINT-FRANÇOIS</b> SHERBROOKE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL BUREAU DES MANDATS ORGANISATIONNELS BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	19 1 4 3 1	<b>28</b>
<b>BEDFORD</b> GRANBY	11	<b>11</b>
<b>MÉGANTIC</b>		
<b>FRONTENAC</b> THETFORD MINES	3	<b>3</b>
<b>LONGUEUIL</b> LONGUEUIL BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE	51 7 5 11	<b>74</b>
<b>IBERVILLE</b> SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	6 1	<b>7</b>
<b>BEAUHARNOIS</b> SALABERRY-DE-VALLEYFIELD BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	18 2 1	<b>21</b>
<b>RICHELIEU</b> SOREL-TRACY BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	4 1	<b>5</b>
<b>SAINT-HYACINTHE</b> SAINT-HYACINTHE	12	<b>12</b>
<b>MONTRÉAL</b> MONTRÉAL SECRÉTARIAT GÉNÉRAL BUREAU DES MANDATS ORGANISATIONNELS BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	124 10 14 8 7	<b>242</b>

<b>DISTRICT JUDICIAIRE</b>	<b>NOMBRE</b>	<b>TOTAL DISTRICT</b>
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES	14 65	
<b>TERREBONNE</b> SAINT-JÉRÔME BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	38 3 4 6	<b>51</b>
<b>TÉMISCAMINGUE</b>		
<b>ABITIBI</b> AMOS VAL-D'OR BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	17 9 1 3	<b>30</b>
<b>LABELLE</b> MANIWAKI MONT-LAURIER BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1 2 1	<b>4</b>
<b>PONTIAC</b>		
<b>GATINEAU</b> GATINEAU BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	29 3 2 1	<b>35</b>
<b>ROUYN-NORANDA</b> ROUYN-NORANDA BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	9 2 1	<b>12</b>
<b>LAVAL</b> LAVAL BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	21 3 1 3	<b>28</b>
<b>JOLIETTE</b> JOLIETTE BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	21 2 2 3	<b>28</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>831</b>	<b>831</b>

LES DONNÉES SONT EXTRAITES DE SAGIR, EN DATE DU 28 FÉVRIER 2022.

**P.52** POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES DÉPENSES LIÉES À LEUR DÉPART.

---

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

POUR 2021-2022, 13 PROCUREURS ONT DÉMISSIONNÉ. AUCUN COÛT N'EST RELIÉ À CES DÉMISSIONS.

LE NOMBRE DE DÉMISSIONS EXCLUT LES PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ AFIN D'ÊTRE NOMMÉS À TITRE DE JUGE OU À UN EMPLOI SUPÉRIEUR PENDANT L'EXERCICE 2021-2022.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2021 AU 27 FÉVRIER 2022, TROIS PROCUREURS-CADRES ONT FAIT L'OBJET D'UNE RÉAFFECTATION, C'EST-À-DIRE D'UN CHANGEMENT D'UNITÉ ADMINISTRATIVE.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

**TABLEAU STATISTIQUE – NON-JUDICIARISATION PAR TYPE D'INFRACTION**

INFRACTIONS	ARTICLES	NOMBRE	%
VOL D'UN BIEN DONT LA VALEUR NE DÉPASSE PAS 5 000 \$	334B)II)	994	41,45
VOIES DE FAIT	266B)	330	13,77
PROFÉRER DES MENACES DE CAUSER LA MORT OU DES LÉSIONS CORPORELLES	264.1(1)A)(2)B)	298	12,43
MÉFAIT À L'ÉGARD DE BIENS PRIVÉS	430(1)A)(4)B) 430(1)B)(4)B) 430(1)C)(4)B)	152	6,34
ENTRAVE À UN AGENT DE LA PAIX	129A)E) 129C)E)	96	4,00
FRAUDE À L'ÉGARD D'UN BIEN DONT LA VALEUR NE DÉPASSE PAS 5 000 \$	380(1)B)II)	68	2,84
CONTRAVENTION AUX RÈGLEMENTS DES ARMES À FEU	86(2)(3)B)	56	2,34
AGRESSION ARMÉE	267A)	46	1,92
POSSESSION DE CANNABIS ( <i>LOI SUR LE CANNABIS</i> )	8(1)(A)(2)B)I) 8(1)B)(2)B)I) 8(1)E)(2)B)I)	25	1,04
PROFÉRER DES MENACES DE BRÛLER, DÉTRUIRE OU ENDOMMAGER DES BIENS MEUBLES OU IMMEUBLES / DE TUER, EMPOISONNER OU BLESSER UN ANIMAL OU UN OISEAU QUI EST LA PROPRIÉTÉ DE QUELQU'UN	264.1(1)B)(3)B) 264.1(1)C)(3)B)	19	0,79
POSSESSION SIMPLE D'UNE PETITE QUANTITÉ DE CANNABIS ( <i>LOI RÉGLEMENTANT CERTAINES DROGUES ET AUTRES SUBSTANCES</i> ) <sup>1</sup>	4(1)(5)	5	0,20
INFRACTIONS DIVERSES	-	309	12,88
<b>TOTAL</b>		<b>2 398</b>	<b>100</b>

**STATISTIQUES RELATIVES À LA NON-JUDICIARISATION**

DISTRICT JUDICIAIRE	No. GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL
<b>ABITIBI</b>	605	AMOS	14
	614	BAIE-JAMES ET CIRCUIT INTÉRIEUR	20
	170	CHIBOUGAMAU	11
	640	BAIE-D'HUDSON	18
	620	LA SARRE	9
	635	BAIE D'UNGAVA	15
	625	SENNETERRE	6
	615	VAL-D'OR	53
		<b>TOTAL DISTRICT</b>	<b>146</b>
<b>ALMA</b>	160	ALMA	22
		<b>TOTAL DISTRICT</b>	<b>22</b>
<b>ARTHABASKA</b>	415	VICTORIAVILLE	43
		<b>TOTAL DISTRICT</b>	<b>43</b>
<b>BAIE-COMEAU</b>	655	BAIE-COMEAU	8
		<b>TOTAL DISTRICT</b>	<b>8</b>
<b>BEAUCE</b>	350	SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	26
		<b>TOTAL DISTRICT</b>	<b>26</b>
<b>BEAUHARNOIS</b>	760	SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	85
		<b>TOTAL DISTRICT</b>	<b>85</b>

<sup>1</sup> IL IMPORTE DE NOTER QUE LA POSSESSION SIMPLE D'UNE PETITE QUANTITÉ DE CANNABIS EN VERTU DES PARAGRAPHES 4(1)(5) DE LA LOI RÉGLEMENTANT CERTAINES DROGUES ET AUTRES SUBSTANCES N'EXISTE PLUS DEPUIS L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA LOI SUR LE CANNABIS LE 17 OCTOBRE 2018 (L.C. 2018, CH. 16, PARAGR. 195(1) ET 204(1)). LA POSSESSION DE CANNABIS POUVANT DONNER LIEU À UNE NON-JUDICIARISATION (AU SENS DE LA DIRECTIVE NOJ-1 DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES) EST MAINTENANT PRÉVUE AUX ALINÉAS 8(1)A), 8(1)B) ET 8(1)E) DE LA LOI SUR LE CANNABIS. CET ÉTAT DE FAITS EXPLIQUE LE FAIBLE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS EN NON-JUDICIARISATION EN VERTU DES DISPOSITIONS 4(1)(5) DE LA LOI RÉGLEMENTANT CERTAINES DROGUES ET AUTRES SUBSTANCES.

DISTRICT JUDICIAIRE	No. GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL
<b>BEDFORD</b>	455	COWANSVILLE	0
	460	GRANBY	31
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>31</b>
<b>BONAVENTURE</b>	105	NEW-CARLISLE	22
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>22</b>
<b>CHARLEVOIX</b>	240	LA MALBAIE	9
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>9</b>
<b>CHICOUTIMI</b>	150	CHICOUTIMI	54
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>54</b>
<b>DRUMMOND</b>	405	DRUMMONDVILLE	38
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>38</b>
<b>FRONTENAC</b>	235	THETFORD MINES	12
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>12</b>
<b>GASPÉ</b>	115	HAVRE-AUBERT	2
	110	PERCÉ	17
	130	SAINTE-ANNE-DES-MONTS	24
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>43</b>
<b>GATINEAU</b>	550	GATINEAU	164
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>164</b>
<b>IBERVILLE</b>	755	SAINTE-ANNE-DES-MONTS	36
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>36</b>
<b>JOLIETTE</b>	705	JOLIETTE	106
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>106</b>
<b>KAMOURASKA</b>	250	RIVIÈRE-DU-LOUP	13
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>13</b>
<b>LABELLE</b>	565	MANIWAKI	12
	560	MONT-LAURIER	25
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>37</b>
<b>LAVAL</b>	540	LAVAL	107
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>107</b>
<b>LONGUEUIL</b>	505	LONGUEUIL	232
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>232</b>
<b>MÉGANTIC</b>	480	LAC-MÉGANTIC	1
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>1</b>
<b>MINGAN</b>	652	COUR ITINÉRANTE	13
	650	SEPT-ÎLES	25
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>38</b>
<b>MONTMAGNY</b>	300	MONTMAGNY	16
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>16</b>
<b>MONTRÉAL</b>	500	MONTRÉAL	67
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>67</b>
<b>PONTIAC</b>	555	CAMPBELL'S BAY	6
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>6</b>
<b>QUÉBEC</b>	200	QUÉBEC	204
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>204</b>
<b>RICHELIEU</b>	765	SOREL	36
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>36</b>
<b>RIMOUSKI</b>	120	AMQUI	7
	125	MATANE	10
	135	MONT-JOLI	5
	100	RIMOUSKI	24
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>46</b>
<b>ROBERVAL</b>	155	ROBERVAL	45
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>45</b>
<b>ROUYN-NORANDA</b>	600	ROUYN-NORANDA	38
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>38</b>

DISTRICT JUDICIAIRE	No. GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL
<b>SAINT-FRANÇOIS</b>	450	SHERBROOKE	145
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>145</b>
<b>SAINT-HYACINTHE</b>	750	SAINT-HYACINTHE	40
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>40</b>
<b>SAINT-MAURICE</b>	425	LA TUQUE	32
	410	SHAWINIGAN	33
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>65</b>
<b>TÉMISCAMINGUE</b>	610	VILLE-MARIE	10
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>10</b>
<b>TERREBONNE</b>	700	SAINT-JÉRÔME	358
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>358</b>
<b>TROIS-RIVIÈRES</b>	400	TROIS-RIVIÈRES	49
<b>TOTAL DISTRICT</b>			<b>49</b>
<b>GRAND TOTAL</b>			<b>2 398</b>

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES.

**P.57 STATISTIQUES SUR LE NOMBRE D'ACCUSÉS LIBÉRÉS À LA SUITE D'UNE REQUÊTE EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAI DÉRAISONNABLE. INDIQUER LE NOMBRE DE REQUÊTES PRÉSENTÉES, LE NOMBRE DE REQUÊTES ENTENDUES, LE NOMBRE DE PROCÈS ABANDONNÉS, LE NOMBRE DE DOSSIERS À RISQUE.**

---

### **DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) N'A AUCUNE INFRASTRUCTURE QUI LUI PERMET DE COLLIGER CETTE INFORMATION DE MANIÈRE ÉLECTRONIQUE. IL Y A QUELQUES ANNÉES, LE DPCP A TENTÉ DE COMPILER À L'INTERNE LE NOMBRE DE REQUÊTES EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES À PARTIR DES RENSEIGNEMENTS QUI LUI ÉTAIENT TRANSMIS, MAIS IL S'EST RENDU COMPTE QUE CELA DONNAIT UN PORTRAIT ERRONÉ ET INCOMPLET DE LA SITUATION SUR LE TERRAIN.

AINSI, LE DPCP NE COLLIGE PLUS CES DONNÉES PUISQUE D'UNE PART CELA OCCASIONNE UN INVESTISSEMENT TEMPS/PROCUREUR BEAUCOUP TROP ONÉREUX CONSIDÉRANT L'ABSENCE DE BÉNÉFICES POUR LE DPCP DE PROCÉDER À CETTE COMPTABILITÉ ET, D'AUTRE PART, CES REQUÊTES NE SONT PAS TOUJOURS CONSIDÉRÉES PAR LE TRIBUNAL. DE PLUS, ELLES SONT SOUVENT IMBRIQUÉES DANS D'AUTRES REQUÊTES (ABUS DES PROCÉDURES, DIVULGATION, BABOS, ETC.) ET IL DEVIENT ALORS DIFFICILE D'IDENTIFIER *A POSTERIORI* LE MOTIF D'ARRÊT DES PROCÉDURES.

PAR AILLEURS, LE DPCP COLLABORE À DES TRAVAUX MENÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC QUI DEVRAIENT LUI PERMETTRE À TERME DE COLLIGER CETTE INFORMATION RELATIVE AUX ARRÊTS DE PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES.

P.58 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2021-2022. FOURNIR TOUT DOCUMENT DÉPOSÉ ET INDIQUER :

- A. LES COÛTS;
- B. LES DATES ET LIEUX;
- C. LES PERSONNES PRÉSENTES;
- D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR.

---

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

DATE	LIEU	PERSONNES PRÉSENTES	COÛT
19 JUILLET 2021	RENCONTRE VIRTUELLE	M <sup>E</sup> PATRICK MICHEL	AUCUN
17 NOVEMBRE 2021	RENCONTRE VIRTUELLE	M <sup>E</sup> PATRICK MICHEL M <sup>E</sup> ANNY BERNIER	AUCUN

LES ORDRES DU JOUR ET LES PROCÈS-VERBAUX SONT CONFIDENTIELS PUISQUE CES RENCONTRES SE TIENNENT À HUIS CLOS. DE PLUS, CES DOCUMENTS SONT PROTÉGÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 19 DE LA *LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS* PUISQU'ILS SONT FORMÉS DE RENSEIGNEMENTS DONT LA DIVULGATION PORTERAIT VRAISEMBLABLEMENT PRÉJUDICE À LA CONDUITE DE RELATIONS QU'ENTRETIENT LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AVEC D'AUTRES GOUVERNEMENTS.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES.

**P.61 POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI N'ONT PAS FAIT L'OBJET D'ACCUSATIONS PAR LE DPCP.**

---

### **DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

EN 2021-2022, LE DPCP A REÇU 101 538 DEMANDES D'INTENTER DES PROCÉDURES (DIP). DE CE NOMBRE, EN DATE DU 28 FÉVRIER 2022, 25 272 DIP AVAIENT ÉTÉ REFUSÉES.

IL EST À NOTER QUE CES DONNÉES PROVIENNENT DU SYSTÈME INFORMATISÉ DES POURSUITES PUBLIQUES (SIPP) LEQUEL N'A PAS ÉTÉ CONÇU POUR PRODUIRE DES STATISTIQUES, MAIS PLUTÔT POUR RÉPONDRE À DES BESOINS OPÉRATIONNELS. AINSI, IL PEUT Y AVOIR UNE MARGE D'ERREUR.

P.67 LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉS PAR LE MAMH OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DES MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.

---

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES.

**P.68** POUR 2021-2022, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2022-2023. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2022, DE SA MISE EN ŒUVRE.

---

## **DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

### **PRINCIPALES RÉALISATIONS DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021 :**

LE 28 OCTOBRE 2016, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, EN COLLABORATION AVEC LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC (MJQ) ET LES PARTENAIRES, A LANCÉ LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021 (STRATÉGIE). ÉTANT EN VIGUEUR JUSQU'EN 2021, LA STRATÉGIE COMPREND 55 ACTIONS DONT LE PRINCIPAL OBJECTIF EST D'APPORTER DES SOLUTIONS NOVATRICES AUX PROBLÉMATIQUES QU'ELLE CIBLE, SOIT LES AGRSSIONS SEXUELLES ET L'EXPLOITATION SEXUELLE.

POUR L'ANNÉE 2021-2022, LE DPCP A OBTENU UNE PROLONGATION DE LA STRATÉGIE. LE BUDGET À RECEVOIR REPRÉSENTE 11 RESSOURCES (10 PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (PROCUREURS), 1 TECHNICIEN EN ADMINISTRATION). CES RESSOURCES ÉTAIENT NÉCESSAIRES À LA RÉALISATION DES ACTIONS.

- DÉPENSES RÉELLES AU 28 FÉVRIER 2022 : 1 215 717 \$.
- LES SOMMES NÉCESSAIRES POUR MAINTENIR LES 11 RESSOURCES EN VIOLENCE SEXUELLE SONT COMPRIS DANS LE BUDGET 2022-2023 ANNONCÉ EN MARS DERNIER ET UNE NOUVELLE STRATÉGIE EN VIOLENCE SEXUELLE SERA LANCÉE PROCHAINEMENT.

**P.74 NOMBRE DE PROCUREURS EMBAUCHÉS OU SÉLECTIONNÉS POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE OU CONJUGALE**

---

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

AU 28 FÉVRIER 2022, AUCUN PROCUREUR N'A ÉTÉ EMBAUCHÉ OU SÉLECTIONNÉ POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DU TRIBUNAL SPÉCIALISÉ POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE OU CONJUGALE. CEPENDANT, LE PROCESSUS D'EMBAUCHE EST ACTUELLEMENT EN COURS POUR LES CINQ PREMIERS PROJETS PILOTES.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES.

**P.87 NOMBRE D'ACCUSATIONS PORTÉES PAR LE DPCP POUR DES CRIMES HOMOPHOBES OU TRANSPHOBES AU COURS DES 3 DERNIÈRES ANNÉES.**

---

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

INFORMATION NON DISPONIBLE.

IL N'EXISTE PAS D'INFRACTION VISANT SPÉCIFIQUEMENT L'HOMOPHOBIE OU LA TRANSPHOBIE AU CODE CRIMINEL ET IL N'EXISTE PAS DE CODE STATISTIQUE PERMETTANT UNE EXTRACTION AU SIPP.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES.

**P.115 NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2021-2022 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (RLRQ CHAP. C.-11), INCLUANT LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.**

---

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

AU COURS DE L'ANNÉE 2021-2022, AUCUNE POURSUITE N'À ÉTÉ INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA *CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE* (RLRQ, c. C-11).

**P.118 CONCERNANT LA LUTTE À LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, FOURNIR :**

- A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2021-2022; PRÉVISIONS POUR 2022-2023;**
- B. LE BILAN DES MESURES ENTREPRISES POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET AUX ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.**

---

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

L'INTERVENTION DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) DANS CE DOMAINE SE FAIT EN ÉTROITE COLLABORATION AVEC LES DIVERS PARTENAIRES IMPLIQUÉS DANS LE TRAITEMENT DE CETTE PROBLÉMATIQUE, COMME EN TÉMOIGNE LE DERNIER *PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2018-2023* (PLAN D'ACTION 2018-2023), RENDU PUBLIC LE 10 AOÛT 2018.

**BUDGET**

LES TROIS MESURES DU PLAN D'ACTION 2018-2023 SOUS LA RESPONSABILITÉ DU DPCP REPRÉSENTENT UN COÛT DE 19,7 M\$ DONT 18,0 M\$ FINANCÉS EN CONTREPARTIE DE CRÉDITS ADDITIONNELS ANNONCÉS AU PLAN ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC DE MARS 2018.

LE DPCP S'EST VU ALLOUER DES SOMMES REPRÉSENTANT L'AJOUT DE 25 RESSOURCES (20 PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (PROCUREURS), 1 TECHNICIEN EN DROIT ET 4 EMPLOYÉS DE SOUTIEN).

- LE BUDGET AUTORISÉ POUR L'EXERCICE 2021-2022 EST DE 3 600 000 \$;
- LES DÉPENSES RÉELLES AU 28 FÉVRIER 2022 SONT DE 2 876 249 \$;
- LE BUDGET AUTORISÉ POUR L'EXERCICE 2022-2023 EST DE 3 034 900<sup>1</sup> \$.

**MESURES DU PLAN D'ACTION SOUS LA GOUVERNE DU DPCP**

**ACTION 32 : ADOPTER UN PROGRAMME DE RENCONTRE ENTRE LE PROCUREUR ET LA VICTIME**

LA DIRECTIVE VIO-1 QUI GUIDE LE PROCUREUR DANS L'EXERCICE DE SES FONCTIONS A ÉTÉ REVUE ET PUBLIÉE EN NOVEMBRE 2018. ELLE PRÉVOIT LA MANIÈRE DONT LES DOSSIERS DE VIOLENCE CONJUGALE DOIVENT ÊTRE TRAITÉS, EN APPLICATION DE LA POLITIQUE D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET CONFORMÉMENT À L'ORIENTATION 16 DU MINISTRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC, ET CE, AFIN D'ENCOURAGER LA DÉNONCIATION, FAVORISER LA PARTICIPATION DES VICTIMES AU PROCESSUS JUDICIAIRE ET PRÉSERVER LA CONFIANCE DU PUBLIC DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

LA DIRECTIVE VIO-1 PRÉVOIT DORÉNAVANT LA TENUE D'UNE RENCONTRE ENTRE LE PROCUREUR RESPONSABLE DU DOSSIER ET LA VICTIME, ET CE, DÈS QUE POSSIBLE APRÈS LE DÉPÔT DES ACCUSATIONS ET DANS TOUS LES CAS, AVANT LE JOUR DU TÉMOIGNAGE DE LA VICTIME. LE PROCUREUR RENCONTRE CETTE DERNIÈRE POUR NOTAMMENT L'INFORMER DU DÉROULEMENT DU PROCESSUS JUDICIAIRE, DE SA PARTICIPATION, DE SES DROITS AINSI QUE DES MESURES FACILITANT SON TÉMOIGNAGE, RÉPONDRE À SES QUESTIONS ET À SES PRÉOCCUPATIONS ET IDENTIFIER SES BESOINS EN LIEN AVEC SA PRÉPARATION POUR RENDRE SON TÉMOIGNAGE DEVANT LE TRIBUNAL. CETTE RENCONTRE VISE À CRÉER UN LIEN DE CONFIANCE AVEC LE PROCUREUR, À FAVORISER LA PARTICIPATION DE LA VICTIME AU PROCESSUS JUDICIAIRE, À ATTÉNUER SES CRAINTES ET ACCROÎTRE SA CONFIANCE DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2020, CETTE RENCONTRE POST-AUTORISATION ENTRE LE PROCUREUR ET LA VICTIME EST INTÉGRÉE AU SYSTÈME DE MISSION DU DPCP ET DOIT ÊTRE DOCUMENTÉE PAR LE PROCUREUR AU DOSSIER AFIN DE RENDRE COMPTE DE L'OBJECTIF 1.1 « ASSURER LA TENUE D'UNE RENCONTRE ENTRE LA VICTIME EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ ET LE PROCUREUR DANS LE CADRE DES PROCÉDURES JUDICIAIRES » DU [PLAN STRATÉGIQUE 2019-2023](#). ESSENTIELLEMENT, LE PROCUREUR REMPLIT DANS UN PREMIER TEMPS LA « DÉCLARATION D'OBLIGATION DE RENCONTRE » EN INDIQUANT SI UNE TELLE OBLIGATION EXISTE DANS LE DOSSIER.

AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE, TROIS SÉANCES DE FORMATION ONT ÉTÉ OFFERTES AUX PROCUREURS ET GESTIONNAIRES AFIN DE BIEN COMPRENDRE LE PROCESSUS ET RÉITÉRER L'IMPORTANCE DE DOCUMENTER CETTE RENCONTRE. UN COMITÉ DE SUIVI A ÉGALEMENT ÉTÉ MIS SUR PIED EN JUILLET 2021 AFIN D'ANALYSER LES RÉSULTATS ET D'IDENTIFIER LES PROBLÈMES VÉCUS PAR LES UTILISATEURS POUR AMÉLIORER LA SAISIE AU SYSTÈME. PAR LA SUITE, UN AIDE-MÉMOIRE ET UNE CAPSULE VIDÉO ONT ÉGALEMENT ÉTÉ CRÉÉS EN PARALLÈLE. LE 6 OCTOBRE 2021, DES MODIFICATIONS ONT ÉTÉ APPORTÉES AU SYSTÈME SIPP POUR AIDER À LA SAISIE D'INFORMATION ET RÉDUIRE LES RISQUES D'ERREUR DE SAISIE. FINALEMENT, DES RAPPORTS TRIMESTRIELS SONT ENVOYÉS AUX PROCUREURS EN CHEF AFIN DE LEUR PERMETTRE DE SUIVRE LA SITUATION DANS LEURS BUREAUX ET D'APPORTER LES CORRECTIFS NÉCESSAIRES AFIN DE S'ASSURER QUE LES RÉSULTATS QUI SONT DOCUMENTÉS REPRÉSENTENT BIEN L'IMPORTANCE DU TRAVAIL QUI EST ACCOMPLI SUR LE TERRAIN.

AU SURPLUS, LE PARAGRAPHE 17 DE LA DIRECTIVE VIO-1 A ÉTÉ MODIFIÉ LE 15 DÉCEMBRE 2021 POUR PRÉVOIR LA RENCONTRE ENTRE LE PROCUREUR ET LA VICTIME DANS UN DÉLAI RAISONNABLE AVANT LE JOUR D'UNE AUDITION DANS LAQUELLE CETTE DERNIÈRE POURRAIT ÊTRE APPELÉE À TÉMOIGNER AFIN DE LA PRÉPARER ADÉQUATEMENT À L'AUDITION DEVANT LE TRIBUNAL, À MOINS QUE LES CIRCONSTANCES NE S'Y PRÊTENT PAS.

---

<sup>1</sup> LA DIMINUTION DE BUDGET POUR 2022-2023 S'EXPLIQUE PAR LA PORTION DE LA RÉDUCTION IMPOSÉE POUR ATTEINDRE LA CIBLE DE RATIONALISATION QUI A ÉTÉ IMPUTÉE À CE PROGRAMME.

### **ACTION 33 : METTRE EN PLACE UN MÉCANISME DE COORDINATION POUR FAVORISER L'UNIFORMISATION DES PRATIQUES DE TOUS LES PROCUREURS**

NOMINATION D'UNE COORDONNATRICE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE AU SEIN DU PERSONNEL DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL. DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 2021, CE POSTE RELÈVE DU BUREAU DES MANDATS ORGANISATIONNELS.

MISE SUR PIED EN MARS 2018 D'UNE COMMUNAUTÉ DE SAVOIR AU SEIN DU DPCP REGROUPANT DES PROCUREURS EXPÉRIMENTÉS ISSUS DE PLUSIEURS DISTRICTS JUDICIAIRES. LE MANDAT DE CETTE COMMUNAUTÉ EST DE CRÉER UN LIEU D'ÉCHANGE ET DE PARTAGE POUR LES MEMBRES AFIN DE PERMETTRE UNE UNIFORMISATION DES PRATIQUES, TOUT EN RESPECTANT LES RÉALITÉS RÉGIONALES DE CHACUN, ET CE, POUR ASSURER UN TRAITEMENT ÉQUITABLE ET DE QUALITÉ AUX VICTIMES. RENCONTRES TENUES EN MARS 2018, NOVEMBRE 2018, JANVIER 2020, OCTOBRE 2020, JUIN 2021, SEPTEMBRE 2021 ET NOVEMBRE 2021.

### **ACTION 34 : FAVORISER ET PRIORISER LE TRAITEMENT JUDICIAIRE DES DOSSIERS DE VIOLENCE CONJUGALE**

LA DIRECTIVE VIO-1 PRÉVOIT SPÉCIFIQUEMENT QUE LE PROCUREUR DOIT ACCORDER LA PRIORITÉ AUX DOSSIERS DE VIOLENCE CONJUGALE DANS LA FIXATION DE DATES DE PROCÈS ET DOIT FAIRE VALOIR AUPRÈS DU TRIBUNAL LA NÉCESSITÉ DE PROCÉDER DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS, AFIN DE MAINTENIR LA PARTICIPATION DE LA VICTIME DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE.

LE PROCUREUR DOIT S'OPPOSER À TOUTE DEMANDE DE REMISE QUI PARAÎT AVOIR POUR BUT DE RETARDER LES PROCÉDURES.

LA PRIORISATION DE CES DOSSIERS VISE À ASSURER UN MEILLEUR SOUTIEN AUX VICTIMES, À FAVORISER LEUR MOBILISATION ET À MAINTENIR LES CONDITIONS DE PROTECTION À LEUR ÉGARD.

COMME INDIQUÉ AU PLAN STRATÉGIQUE 2019-2023, LE DPCP S'ENGAGE À DIMINUER LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT ENTRE LA RÉCEPTION DE LA DEMANDE ET LA DÉCISION DU PROCUREUR DE PORTER OU NON DES ACCUSATIONS. LE DPCP S'ENGAGE À AUGMENTER LA PROPORTION DES DEMANDES D'INTENTER DES PROCÉDURES QUI SONT TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 34 JOURS ET MOINS.

### **MESURES DU PLAN D'ACTION SPÉCIFIQUE POUR PRÉVENIR LES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE À HAUT RISQUE DE DANGÉROSITÉ ET ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ DES VICTIMES 2020-2025**

EN RAISON DE SON MANDAT DE POURSUIVANT PUBLIC, LE DPCP N'EST PAS PORTEUR DE MESURE DANS LE CADRE DE CE PLAN QUI VISE LA PRÉVENTION DES SITUATIONS DE VIOLENCE CONJUGALE. IL EST TOUTEFOIS COLLABORATEUR DE PLUSIEURS D'ENTRE ELLES :

#### **ACTION 2 : PRODUIRE UN AIDE-MÉMOIRE À L'INTENTION DES SERVICES POLICIERS CONCERNANT L'ENGAGEMENT DE NE PAS TROUBLER L'ORDRE PUBLIC PRÉVU À L'ARTICLE 810 DU CODE CRIMINEL ET S'ASSURER QUE LES VICTIMES ONT ACCÈS À DE L'INFORMATION JUSTE ET FIABLE QUANT AUX LIMITES DE CE RECOURS.**

EN JUILLET 2021, EN PLUS DE L'APPUI OFFERT AU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE DANS LA RÉDACTION DE LEUR AIDE-MÉMOIRE À L'INTENTION DES SERVICES DE POLICE, LE DPCP A PUBLIÉ SUR LE SITE INTERNET QUÉBEC.CA DE L'INFORMATION JURIDIQUE PERTINENTE À L'INTENTION DES VICTIMES AFIN DE BIEN LES INFORMER SUR L'ARTICLE 810 DU CODE CRIMINEL.

#### **ACTION 10 : ÉTENDRE À QUATRE RÉGIONS SUPPLÉMENTAIRES LE SERVICE D'ÉVALUATION DES CONJOINTS VIOLENTS AU STADE DE LA MISE EN LIBERTÉ PROVISoire. IL FAIT LA PROMOTION DE CE SERVICE AU SEIN DU DPCP ET ENJOINT LES PROCUREURS À Y AVOIR RECOURS.**

DEPUIS JUIN 2021, LE SERVICE D'ÉVALUATION DES CONJOINTS VIOLENTS EST MAINTENANT DISPONIBLE DANS TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC ET LE DPCP EN A INFORMÉ L'ENSEMBLE DES PROCUREURS EN RÉITÉRANT L'IMPORTANCE DE SON UTILISATION. DE PLUS, UNE PRÉSENTATION DU PROGRAMME A ÉTÉ OFFERTE PAR LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE AUX MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ DE SAVOIR EN VIOLENCE CONJUGALE, LE 21 SEPTEMBRE 2021, AFIN D'EN FAIRE DAVANTAGE LA PROMOTION AUPRÈS DU RÉSEAU.

#### **ACTION 14 : MENER UNE ÉTUDE DE FAISABILITÉ QUANT À L'IMPLANTATION DE BRACELETS ANTI-RAPPROCHEMENTS COMME MOYEN DE PRÉVENTION DES HOMICIDES CONJUGAUX. IL PARTICIPERA AUX RENCONTRES QUI SERONT TENUES AVEC LES CHERCHEURS LORS DES ÉCHANGES QUANT AUX RÉSULTATS DE LA RECHERCHE.**

LE 26 AVRIL 2021, LES CHERCHEURS DE L'UNIVERSITÉ LAVAL ONT PRÉSENTÉ LEUR RAPPORT DE L'ÉTUDE DE FAISABILITÉ QU'ILS ONT RÉALISÉE EN AVRIL 2021. LEUR CONCLUSION SUR LA FAISABILITÉ ÉTANT POSITIVE, UN COMITÉ AVISEUR A ÉTÉ CRÉÉ EN JUIN 2021 AUQUEL LE DPCP PARTICIPAIT. DIVERS ENJEUX ET PRÉOCCUPATIONS ONT ÉTÉ DISCUTÉS LORS DES DIVERSES RENCONTRES. LE 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2021, LE GOUVERNEMENT A ANNONCÉ QU'IL ALLAIT DE L'AVANT DANS L'IMPLANTATION DES BRACELETS ANTI-RAPPROCHEMENTS. SE FAISANT, LES TRAVAUX POUR L'IMPLANTATION SONT TOUJOURS EN COURS.

### **AUTRES MESURES MISES EN PLACE**

**FÉMINICIDES :** LES NOMBREUX FÉMINICIDES DE L'ANNÉE 2021 ET L'AUGMENTATION DE LA VIOLENCE CONJUGALE BIEN DOCUMENTÉE EN CONTEXTE DE PANDÉMIE ONT CONDUIT À L'ANNONCE D'UNE MESURE PRIORITAIRE EN VIOLENCE CONJUGALE POUR LUTTER CONTRE CETTE GRAVE PROBLÉMATIQUE. EN DATE DU 15 JUIN 2021, LE CONSEIL DU TRÉSOR A AUTORISÉ AU DPCP UN REHAUSSEMENT DE SA CIBLE D'HEURES RÉMUNÉRÉES ET DE CRÉDITS DE FAÇON PÉRENNE AFIN DE PERMETTRE LA MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME DE POURSUITE VERTICALE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET DE VIOLENCES SEXUELLES, EN PLUS D'AMÉLIORER L'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES (C.T. 224528). CET INVESTISSEMENT A PERMIS D'EMBAUCHER 35 NOUVEAUX PROCUREURS À L'AUTOMNE 2021, ET PRÉVOIT L'EMBAUCHE DE 10 AUTRES EN 2023. L'IMPLANTATION DE LA POURSUITE VERTICALE DANS TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC EST EN COURS, À L'EXCEPTION DE LA COUR ITINÉRANTE.

- LE BUDGET AUTORISÉ POUR L'EXERCICE 2021-2022 EST DE 2 680 000 \$;
- LES DÉPENSES RÉELLES AU 28 FÉVRIER 2022 SONT DE 1 216 692 \$ ;
- LE BUDGET AUTORISÉ POUR L'EXERCICE 2022-2023 EST DE 7 804 800 \$.

**DIRECTIVES** : LE DPCP A REVU SES DIRECTIVES [VIO-1](#) ET [ENG-1](#) DÈS NOVEMBRE 2018 EN APPLICATION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2018-2023. À LA SUITE DES DIFFÉRENTES RECOMMANDATIONS EN LIEN AVEC LA VIOLENCE CONJUGALE ET LES VIOLENCES SEXUELLES ÉMISES DEPUIS 2018, ET PARTICULIÈREMENT EN 2020-2021, LE DPCP A MODIFIÉ EN DÉCEMBRE 2021 PLUSIEURS DIRECTIVES, DONT LA DIRECTIVE [VIO-1](#), ET CONTINUE D'ÉVALUER LES MODIFICATIONS ADDITIONNELLES À APPORTER À CELLES-CI.

**ENGAGEMENT DE NE PAS TROUBLER L'ORDRE PUBLIC** : LES PROCUREURS NE PEUVENT RECOURIR À L'ARTICLE 810 DU CODE CRIMINEL (C.CR.) OU SUBSTITUER UNE DÉNONCIATION POUR UNE INFRACTION PAR UNE DÉNONCIATION EN VERTU DE L'ARTICLE 810 C.CR. QUE SELON LES CRITÈRES SPÉCIFIQUES ÉNUMÉRÉS AUX DIRECTIVES [VIO-1](#) ET [ENG-1](#).

**RÉSILIATION DE BAIL** : LORSQUE LA SÉCURITÉ DES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET DE VIOLENCE CONJUGALE EST MENACÉE, DES PROCUREURS SONT SPÉCIFIQUEMENT DÉSIGNÉS COMME OFFICIERS PUBLICS POUR TRAITER LES DEMANDES D'ATTESTATION EN VUE DE LA RÉSILIATION D'UN BAIL RÉSIDENTIEL ([POLITIQUE ENCADRANT LE TRAITEMENT PAR LES OFFICIERS PUBLICS DES DEMANDES D'ATTESTATION EN VUE DE LA RÉSILIATION D'UN BAIL RÉSIDENTIEL POUR MOTIFS DE VIOLENCE CONJUGALE OU D'AGRESSION À CARACTÈRE SEXUEL](#)).

**JUDICIARISATION** : LA DIRECTIVE [NOJ-1](#) PRÉCISE QU'UN CONTREVENANT QUI COMMET UNE INFRACTION CRIMINELLE QUI CONCERNE OU QUI EST RELIÉE À LA VIOLENCE CONJUGALE NE PEUT BÉNÉFICIER DU PROGRAMME DE TRAITEMENT NON JUDICIAIRE DE CERTAINES INFRACTIONS CRIMINELLES COMMISES PAR DES ADULTES.

**COMITÉS, PARTENARIATS ET FORMATIONS EXTERNES** : LE DPCP TRAVAILLE EN ÉTROITE COLLABORATION AVEC L'ENSEMBLE DES PARTENAIRES IMPLIQUÉS DANS LE TRAITEMENT JUDICIAIRE DE LA VIOLENCE CONJUGALE EN PARTICIPANT À DIVERS COMITÉS, FORUMS, SÉANCES DE FORMATION, CONFÉRENCES ET TABLES DE CONCERTATION. EN JANVIER 2021, UNE FORMATION EN VIOLENCE CONJUGALE A ÉTÉ OFFERTE AUX POLICIERS DANS LA CADRE DE LA JOURNÉE D'ACTUALISATION EN VIOLENCE CONJUGALE. UNE SECONDE FORMATION AUX POLICIERS A ÉTÉ OFFERTE EN JUIN 2021. EN NOVEMBRE 2021, UNE SÉANCE D'INFORMATIONS SUR LE PROCESSUS JUDICIAIRE DES DOSSIERS DE VIOLENCE CONJUGALE, LE TRAITEMENT DE CEUX-CI AU SEIN DU DPCP DE MÊME QUE L'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES A ÉTÉ OFFERTE AUX AVOCATS DU PROGRAMME REBÂTIR. LE DPCP PARTICIPE AUX TRAVAUX DU COMITÉ SUR LES BRACELETS ANTI-RAPPROCHEMENTS, DU COMITÉ DE TRAVAIL EN VIOLENCE CONJUGALE ET DU COMITÉ D'EXAMEN DES DÉCÈS LIÉS À LA VIOLENCE CONJUGALE.

**FORMATION INTERNE** : LE DPCP OFFRE À L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS UNE FORMATION DE BASE EN VIOLENCE CONJUGALE À TOUS LES NOUVEAUX PROCUREURS. DES FORMATIONS SPÉCIALISÉES VIRTUELLES SONT ÉGALEMENT OFFERTES. CES FORMATIONS FAVORISENT UNE MEILLEURE CONNAISSANCE DE LA PROBLÉMATIQUE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET PERMETTENT AUX PROCUREURS D'ÊTRE SENSIBILISÉS AUX DIFFICULTÉS QU'ÉPROUVENT LES VICTIMES ET LES TÉMOINS DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE.

**INFORMATION AUX VICTIMES** : LE DPCP A PARTICIPÉ À L'ÉLABORATION ET LA PUBLICATION DE DIVERS OUTILS D'INFORMATION POUR LES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE DONT LE LANCEMENT D'UNE SECTION DESTINÉE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS SUR LE SITE QUÉBEC.CA, COMPORTANT DIVERSES RUBRIQUES, DONT UNE CONCERNANT L'ENGAGEMENT DE NE PAS TROUBLER L'ORDRE PUBLIC PRÉVU À L'ARTICLE 810 DU CODE CRIMINEL ET UNE SUR LA RÉSILIATION DE BAIL EN CAS DE VIOLENCE CONJUGALE OU D'AGRESSION À CARACTÈRE SEXUEL. LE DPCP A ÉLABORÉ, EN COLLABORATION AVEC L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES, 10 FICHES D'INFORMATIONS DESTINÉES AUX VICTIMES ET AUX INTERVENANTS QUI SONT ÉGALEMENT DISPONIBLES SUR LE SITE QUÉBEC.CA.

## **DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

LE 24 AVRIL 2018, LE PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE A FAIT L'OBJET D'UNE ANNONCE.

LE PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE S'ARTICULE AUTOUR DE TROIS AXES :

1. INSTAURER DES PRATIQUES INNOVANTES
2. METTRE LA JUSTICE À L'HEURE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES
3. COMMUNIQUER EFFICACEMENT L'INFORMATION ENTRE LES PRINCIPAUX INTERVENANTS DU SYSTÈME DE JUSTICE

L'ENSEMBLE DES MESURES DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) PRÉVUES AU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE ONT ÉTÉ ACHÉVÉES, EXCEPTÉ SON GRAND PROJET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION QUI EST EN COURS DE DÉVELOPPEMENT.

RAPPELONS QUE LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (SCT) A AUTORISÉ, PAR LE BIENS DU C.T. 219451, LA MISE EN ŒUVRE DE LA TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE SPÉCIFIQUE AU DPCP VISANT NOTAMMENT À DONNER AU DPCP LES RESSOURCES NÉCESSAIRES POUR :

- RÉALISER UNE TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE EFFICACE ET EFFICIENTE;
- ASSURER LA MISE EN ŒUVRE DE L'ENSEMBLE DES MESURES PRÉVUES DANS LE CONTEXTE DE LA MODERNISATION ET DE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE.

### MESURES ACHÉVÉES :

- PROGRAMME DE NON-JUDICIARISATION;
- MISE EN PLACE DE DIFFÉRENTES PRATIQUES FAVORISANT LA NÉGOCIATION AVANT L'AUDIENCE AU PÉNAL;
- LIGNES DIRECTRICES EN MATIÈRE DE DIVULGATION DE LA PREUVE POUR LES CORPS POLICIERS;
- FORMATION DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (PROCUREURS) SUR LES DIRECTIVES;
- PROGRAMME « OFFRE DE RÈGLEMENT RAPIDE »;
- ASSURER LA DISPONIBILITÉ DES PROCUREURS EN DEHORS DES SALLES DE COURS;
- DÉPLOIEMENT D'UN LOGICIEL DE FORMATION EN LIGNE POUR LES PROCUREURS.

### MESURE EN COURS :

- PROGRAMME DE GESTION ÉLECTRONIQUE DES DOSSIERS DE POURSUITES (GESTE).

SOUS LA RESPONSABILITÉ ET GOUVERNE DU DPCP, LE PROGRAMME GESTE A POUR OBJECTIF L'INFORMATISATION DU PROCESSUS DE TRAVAIL DES PROCUREURS ET DU PERSONNEL ADMINISTRATIF DU DPCP. LE PROGRAMME VISE À METTRE EN PLACE DES PROCESSUS ET DES SOLUTIONS QUI PERMETTRONT :

- DE RECEVOIR NUMÉRIQUEMENT DES SERVICES DE POLICE ET PARTENAIRES LES DEMANDES D'INTENTER DES PROCÉDURES ET LES ÉLÉMENTS DE PREUVES;
- D'ANALYSER ET TRAITER NUMÉRIQUEMENT LES DEMANDES D'INTENTER DES PROCÉDURES DANS LE BUT DE RENDRE UNE DÉCISION D'INTENTER OU NON DES PROCÉDURES JUDICIAIRES;
- DE DIVULGUER LA PREUVE.

### ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DE GESTE :

LE PROGRAMME GESTE AVANCE SELON LES PRÉVISIONS. CE PROGRAMME REGROUPE PLUSIEURS PROJETS.

- LES TRAVAUX LIÉS AU PROGRAMME GESTE CONTINUENT DE PROGRESSER. LE DOSSIER D'AFFAIRES DU TROISIÈME PROJET « DÉPLOIEMENT DES SOLUTIONS D'AFFAIRES - VOLET CRIMINEL » A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LE SCT LE 30 NOVEMBRE 2021. L'OBJECTIF EST DE DÉPLOYER LES SOLUTIONS DÉVELOPPÉES DANS LES PROJETS PRÉCÉDENTS ET D'ASSURER LA GESTION DU CHANGEMENT AU SEIN DES DIFFÉRENTS BUREAUX DU DPCP.
- PARALLÈLEMENT, LE PROJET « DÉCISION ET DOSSIER DE POURSUITE » (DDP) EST TOUJOURS EN RÉALISATION. LE DOSSIER D'AFFAIRES A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LE SCT EN AOÛT 2020. CE PROJET VISE L'AJOUT DE FONCTIONNALITÉS, LA CONCEPTION DU DOSSIER DE COUR NUMÉRIQUE, LA PRODUCTION DES DOCUMENTS LÉGAUX ET L'INTÉGRATION D'UNE SOLUTION SÉCURITAIRE DE DIVULGATION NUMÉRIQUE DE LA PREUVE DANS LE SYSTÈME APPUI, PROCHAIN SYSTÈME DE MISSION DU DPCP.

PLUS PRÉCISÉMENT, LE PROJET DDP PRÉVOIT LE DÉVELOPPEMENT DES COMPOSANTES D'AFFAIRES QUI PERMETTRONT AUX PROCUREURS DE RENDRE UNE DÉCISION SUIVANT L'ANALYSE D'UNE DEMANDE D'INTENTER DES PROCÉDURES. IL PREND ÉGALEMENT EN CHARGE LE DÉVELOPPEMENT DES DOCUMENTS JURIDIQUES LIÉS AUX DÉCISIONS, DE RAPPORTS ET STATISTIQUES, AINSI QUE LE PROCESSUS DE DIVULGATION DE LA PREUVE. L'ÉCHÉANCIER DU PROJET DDP EST FIXÉ AU 10 JUILLET 2022.

- RAPPELONS QUE LE PROJET « RÉCEPTION ET ANALYSE DES DEMANDES D'INTENTER DES PROCÉDURES », QUI VISAIT LA MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES ET LE DÉVELOPPEMENT DES VERSIONS DE BASE DES SOLUTIONS D'AFFAIRES AINSI QUE LA MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES REQUISES, S'EST TERMINÉ LE 31 AOÛT 2020.

#### UTILISATION DES BUDGETS PAR AXES – EN K\$

	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	TOTAL
	DÉPENSES RÉELLES	DÉPENSES RÉELLES	DÉPENSES RÉELLES	DÉPENSES RÉELLES	DÉPENSES PROBABLES*	
INSTAURER DES PRATIQUES INNOVANTES	0	25,1	696,0	803,6	853,2	<b>2 377,9</b>
METTRE LA JUSTICE À L'HEURE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES	0	31,4	77,3	89,7	111,9	<b>310,3</b>
COMMUNIQUER EFFICACEMENT L'INFORMATION ENTRE LES PRINCIPAUX INTERVENANTS	0	2 954,4	8 165,8	6 517,1	7 990,1	<b>25 627,4</b>
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>3 010,9</b>	<b>8 939,1</b>	<b>7 410,4</b>	<b>8 955,2</b>	<b>28 315,6</b>

\*LES DÉPENSES PROBABLES REPRÉSENTENT LA PRÉVISION ATTENDUE AU 31 MARS 2022.

**P.136 LISTE DES ÉCHANGES, DE LA CORRESPONDANCE ET DES ACTIONS ENTREPRISES À LA SUITE DE L'ARRESTATION ARBITRAIRE PAR LE SPVM DE MONSIEUR MAMADI III FARA CAMARA EN JANVIER 2021.**

---

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES.